



N° 85-211-XIF au catalogue

# Services correctionnels pour adultes au Canada 1996-1997



Statistics  
Canada

Statistique  
Canada

Canada

## Des données sous plusieurs formes

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles sur Internet, disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet de la présente publication ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique, sans frais 1 800 387-2231, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(403) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : <http://www.statcan.ca>

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à **tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale** des centres de consultation régionaux.

<b>Service national de renseignements</b>	<b>1 800 263-1136</b>
<b>Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants</b>	<b>1 800 363-7629</b>
<b>Numéro pour commander seulement (Canada et États-Unis)</b>	<b>1 800 267-6677</b>

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

### Les prix n'incluent pas la taxe de vente

Le produit n° 85-211-XIF au catalogue est publié sur Internet au coût de 40 \$ cdn le numéro.

Une version imprimée sur demande est aussi disponible à un coût différent. Elle peut être commandée via l'Internet ou suivre les instructions suivantes.

Faites parvenir votre commande à Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6 ou commandez par téléphone au **(613) 951-7277** ou au **1 800 700-1033**, par télécopieur au **(613) 951-1584** ou au **1 800 889-9734** ou par Internet : [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada.

Pour tout changement d'adresse, veuillez fournir votre ancienne et votre nouvelle adresse.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.



Statistique Canada  
Centre canadien de la statistique juridique

# Services correctionnels pour adultes au Canada, 1996-1997

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 1998

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 1998

N° 85-211-XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1480-851X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 85-211-XIE).

---

## Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans cette publication de Statistique Canada.

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- e estimation.
- r nombres rectifiés.

La présente publication a été rédigée sous la direction de :

- ◆ **Peter Morrison**, chef, Programme des services correctionnels
- ◆ **Micheline Reed**, gérante d'enquête, Programme des services correctionnels
- ◆ **Ginette Mongeon**, assistante d'enquête, Programme des services correctionnels
- ◆ **Mia Dauvergne-Latimer**, officier technique, Programme des services correctionnels

## PRÉFACE

La production de données statistiques juridiques à l'échelle nationale est le résultat d'une collaboration entre l'administration fédérale et les provinces. Le présent rapport est le fruit de la collaboration entre les représentants des organismes gouvernementaux responsables des services correctionnels pour adultes de l'ensemble du Canada.

Nous tenons à remercier les nombreuses personnes qui ont participé à l'élaboration du présent document en nous fournissant de l'information ainsi que celles qui continuent d'aider et de conseiller le personnel du Programme des services correctionnels.

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Tous commentaires ou demandes de renseignements concernant cette publication doivent être adressés au :

Centre canadien de la statistique juridique  
Information et services à la clientèle  
Statistique Canada  
19e étage, Immeuble R.H. Coats  
Parc Tunney  
Ottawa, Ontario  
K1A 0T6

Téléphone : (613) 951-9023  
Sans frais : 1-800-387-2231  
Télécopieur : (613) 951-6615

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
<b>Les faits saillants du rapport</b> .....	8
<b>Introduction</b> .....	9
<b><i>Profil national</i></b>	
Tableau sommaire 1. Nombre moyen de cas de contrevenants et nombre total des admissions aux services correctionnels provinciaux/territoriaux et fédéraux .....	16
Tableau sommaire 2. Nombre d'admissions à la détention provinciale/territoriale et fédérale, selon certaines caractéristiques .....	17
Tableau sommaire 3. Nombre d'admissions à la surveillance communautaire provinciale/territoriale et fédérale .....	17
Tableau sommaire 4. Compte quotidien moyen de contrevenants en détention provinciale/territoriale et fédérale .....	18
Tableau sommaire 5. Compte moyen de contrevenants sous surveillance communautaire provinciale/territoriale et fédérale .....	18
Tableau sommaire 6. Dépenses d'exploitation des services correctionnels provinciaux/territoriaux et fédéraux pour adultes .....	19
Tableau sommaire 7. Effectif autorisé dans les secteurs de compétence provinciaux/territoriaux et fédéraux .....	19
Figure 1. Dépenses d'exploitation des services correctionnels provinciaux/territoriaux et fédéraux pour adultes .....	20
Figure 2. Coûts quotidiens moyens par détenu .....	21
Figure 3. Comptes quotidiens moyens de personnes en détention et sous surveillance communautaire .....	22
Figure 4. Nombre total d'admissions moyennes en détention et sous surveillance communautaire .....	23
Figure 5. Taux d'incarcération moyen selon les adultes accusés, pour les contrevenants provinciaux/territoriaux et fédéraux .....	24
Figure 6. Pourcentage des contrevenants Autochtones condamnés à l'incarcération et à la probation .....	25
Figure 7. Durée moyenne de la peine totale des contrevenants provinciaux/territoriaux et fédéraux .....	26
Figure 8. Infractions commises par les contrevenants provinciaux/territoriaux et fédéraux, selon certaines catégories d'infractions .....	27
Figure 9. Écart en pourcentage du nombre d'admissions à la probation .....	28
Figure 10. Taux d'octroi des libérations conditionnelles totales .....	29
Figure 11. Cause de décès au sein de la population carcérale provinciale/territoriale et fédérale .....	30

## TABLE DES MATIÈRES -SUITE

	Page
<b>Tableaux statistiques</b>	
<i>Profil démographique</i>	
Tableau 1. Estimations de la population, Canada et les provinces, 1994 à 1996 .....	32
Tableau 2. Répartition de la population adulte, selon la province, l'âge et le sexe, 1996 .....	33
Tableau 3. Infractions réelles déclarées par la police, selon certaines catégories d'infractions .....	34
Tableau 4. Adultes accusés par la police, selon certaines catégories d'infractions .....	35
<i>Profil provincial/territorial</i>	
Tableau 5. Établissements de détention provinciaux/territoriaux en activité à la fin de l'année .....	39
Tableau 6. Établissements de détention provinciaux/territoriaux en activité à la fin de l'année, selon le niveau de sécurité et la capacité .....	40
Tableau 7. Effectif complet, selon certaines catégories .....	41
Tableau 8. Total des dépenses d'exploitation, selon l'organisme gouvernemental provincial/territorial responsable des services correctionnels pour adultes et selon la fonction principale .....	42
Tableau 9. Dépenses détaillées relatives aux services de détention (en dollars courants) .....	43
Tableau 10. Dépenses détaillées relatives aux services de surveillance communautaire (en dollars courants) .....	44
Tableau 11. Coût quotidien moyen par détenu dans les établissements provinciaux/territoriaux .....	45
Tableau 12. Compte quotidien moyen de contrevenants dans les établissements provinciaux/territoriaux - Compte inscrit au registre et compte réel, selon le statut du détenu .....	46
Tableau 13. Nombre total des admissions dans les établissements provinciaux/territoriaux, selon le statut du détenu .....	47
Tableau 14. Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux/territoriaux, selon l'infraction la plus grave .....	48
Tableau 15. Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux/territoriaux, selon la durée totale de la peine .....	50
Tableau 16. Âge des détenus à l'admission dans un établissement provincial/territorial, selon le statut à l'admission .....	52
Tableau 17. Nombre d'admissions de personnes condamnées dans les établissements provinciaux/territoriaux, selon certaines perspectives et caractéristiques du détenu .....	53

## TABLE DES MATIÈRES - SUITE

	Page
<b>Profil provincial/territorial - fin</b>	
Tableau 18. Libérations de personnes condamnées et prévenues des établissements provinciaux/territoriaux, selon la durée du séjour .....	54
Tableau 19. Détenus en liberté illégale des établissements provinciaux/territoriaux .....	55
Tableau 20. Compte moyen de contrevenants et nombre d'admissions à la surveillance communautaire .....	56
Tableau 21. Durée de l'ordonnance de probation .....	58
Tableau 22. Nombre d'admissions à la probation, selon l'infraction la plus grave .....	60
Tableau 23. Âge des contrevenants à l'admission à la probation .....	61
Tableau 24. Nombre d'admissions à la probation, selon certaines perspectives et caractéristiques du contrevenant .....	62
Tableau 25. Décès des contrevenants provinciaux/territoriaux, selon la cause du décès .....	63
Tableau 26. Statistiques des commissions provinciales des libérations conditionnelles .....	64
<b>Profil fédéral</b>	
Tableau 27. Établissements de détention fédéraux en activité à la fin de l'année .....	67
Tableau 28. Établissements de détention fédéraux en activité à la fin de l'année, selon le niveau de sécurité et selon la capacité .....	67
Tableau 29. Total des dépenses fédérales .....	68
Tableau 30. Total des dépenses d'exploitation fédérales, selon le secteur de service principal (en dollars courants) .....	68
Tableau 31. Dépenses fédérales détaillées, selon le secteur de service principal (en dollars courants) .....	69
Tableau 32. Données sur le personnel du Service correctionnel Canada, selon le secteur de service principal .....	70
Tableau 33. Dépenses du Service correctionnel Canada, selon les principales catégories financières .....	70
Tableau 34. Coût quotidien moyen par détenu fédéral .....	71
Tableau 35. Dépenses de la Commission nationale des libérations conditionnelles, selon la principale catégorie financière .....	71
Tableau 36. Années-personnes utilisées par la Commission nationale des libérations conditionnelles .....	72
Tableau 37. Nombre moyen de détenus dans les établissements fédéraux .....	72



## TABLE DES MATIÈRES - FIN

	Page
<b>Profil fédéral - fin</b>	
Tableau 38. Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux, selon le genre d'admission .....	73
Tableau 39. Nombre d'admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat d'incarcération, selon la durée totale de la peine à l'admission .....	73
Tableau 40. Nombre d'admissions en vertu d'un mandat d'incarcération dans les établissements fédéraux, selon certaines catégories d'infractions .....	74
Tableau 41. Nombre d'admissions en vertu d'un mandat d'incarcération à la juridiction fédérale, selon certaines perspectives et caractéristiques du contrevenant .....	74
Tableau 42. Âge des contrevenants admis à un établissement fédéral en vertu d'un mandat d'incarcération .....	76
Tableau 43. Décès de détenus fédéraux .....	77
Tableau 44. Détenus des établissements fédéraux en liberté illégale .....	77
Tableau 45. Libérations de détenus fédéraux, selon le genre de libération .....	78
Tableau 46. Permissions de sortir avec surveillance et sans surveillance, Service correctionnel Canada .....	78
Tableau 47. Comptes moyens – Population fédérale et provinciale sous surveillance, selon la région .....	79
Tableau 48. Taux d'octroi pour les contrevenants fédéraux, selon le type de libération .....	79
Tableau 49. Nombre d'octrois à la semi-liberté accordés aux détenus fédéraux et provinciaux selon le type de décision .....	80
Tableau 50. Taux d'octroi de la libération conditionnelle totale et de la semi-liberté pour les détenus provinciaux, selon la région .....	80
Tableau 51. Décisions post-libératoires concernant la semi-liberté fédérale et provinciale .....	81
Tableau 52. Décisions post-libératoires concernant la libération conditionnelle totale fédérale et provinciale .....	82
Tableau 53. Décisions rendues par la Commission nationale des libérations conditionnelles après de la libération d'office .....	83
<b>Notes de fin du document</b> .....	<b>85</b>
<b>Glossaire</b> .....	<b>89</b>

## LES FAITS SAILLANTS DU RAPPORT

- Après près d'une décennie de croissance rapide, la population correctionnelle adulte du Canada s'est stabilisée depuis 1993-1994. Un jour donné en 1996-1997, près de 152 000 adultes ont été incarcérés ou ont été sous une forme quelconque de surveillance communautaire, ce qui représente une diminution de près de 2 % par rapport à l'année précédente. Près de huit de ces personnes sur dix bénéficiaient d'une probation ou d'une libération conditionnelle. En dépit de ce léger recul, le nombre quotidien moyen de cas en 1996-1997 est demeuré de 38 % supérieur à ce qu'il était il y a une décennie.
- Un jour donné en 1996-1997, environ 34 166 adultes se trouvaient derrière les barreaux au Canada, une hausse de seulement 381 personnes (1 %) par rapport à l'année précédente. En moyenne, 20 023 adultes purgeaient une peine dans un établissement provinciale/territoriale à un moment quelconque pendant 1996-1997, soit une progression de 1,5 % par rapport à l'année précédente. Le nombre moyen de délinquants dans les pénitenciers fédéraux a augmenté de près de 1 % au cours de la même période, pour s'établir à 14 143.
- Le délinquant purgeant une peine dans un établissement provincial/territorial (peine de moins de deux ans) était normalement un homme âgé de 31 ans, reconnu coupable d'une infraction contre les biens et purgeant une peine d'un mois. Dans le cas des établissements fédéraux (peines de deux ans ou plus), le profil type du détenu est un homme âgé de 36 ans, reconnu coupable de vol qualifié et purgeant une peine de 43 mois.
- Dans les établissements provinciaux/territoriaux, un condamné sur quatre avait été reconnu coupable du défaut de payer une amende.
- La vaste majorité des libérés conditionnels purgent leur peine dans la collectivité sans être accusés d'une autre infraction criminelle. Parmi les libérés conditionnels sous responsabilité fédérale (les délinquants qui commettent des infractions plus graves), moins de 2 % des libérations conditionnelles ont pris fin en raison de la perpétration d'un acte criminel avec violence.
- Sur les 92 décès de détenus en 1996-1997, 40 % ont été des suicides. Le taux de suicides chez les détenus était six fois plus de celui de la population adulte canadienne.
- La proportion d'Autochtones admis dans des établissements fédéraux s'accroît : elle était de 15 % en 1996-1997 et de 11 % en 1991-1992. Les Autochtones comptaient pour 16 % des délinquants condamnés admis dans des établissements provinciaux, contre 15 % en 1991-1992.
- Même si la population carcérale est demeurée à peu près la même, le coût du logement d'un détenu pour un an a progressé de 3 % par rapport à 1995-1996, pour s'établir en moyenne à 43 599 \$ par détenu.

## INTRODUCTION

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) a été constitué en juin 1981 à titre de projet fédéral-provincial-territorial voué à la production de statistiques et de données nationales sur le système judiciaire canadien. Le programme des services correctionnels du CCSJ recueille et diffuse des renseignements décrivant le fonctionnement et la prestation des services correctionnels pour adultes et adolescents au Canada.

Les informations présentées ont trait aux services qu'offrent les organismes gouvernementaux responsables des services correctionnels pour adultes dans chacun des secteurs de compétence provinciaux et territoriaux, de même qu'au niveau fédéral. Bien qu'elle contienne des informations descriptives sommaires, la présente publication fait surtout état de données statistiques concernant le nombre de contrevenants, les caractéristiques de ceux-ci ainsi que les ressources engagées tant pour les services de détention que pour les services de surveillance communautaire.

Le rapport sur les *Services correctionnels pour adultes* comprend trois grandes sections. L'introduction fournit au lecteur un bref résumé des principales responsabilités du secteur des Services correctionnels pour adultes au Canada. Le reste du rapport s'articule autour de ces responsabilités. La deuxième partie donne un aperçu graphique, tabulaire et décrit les tendances qui ont marqué le système de justice pénale pour adultes au cours de la dernière décennie. La dernière section renferme une analyse détaillée des données statistiques relatives aux services correctionnels pour adultes présentée sous forme de tableaux.

Il importe de signaler que ce rapport ne vise que les services correctionnels pour adultes et qu'il inclut toutes les personnes âgées de 18 ans et plus. Au Canada, toute personne qui commet une infraction avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans relève du système de justice pour la jeunesse et est assujettie aux dispositions de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Les enfants de moins de 12 ans ne font pas l'objet de poursuites pénales au Canada. Ce rapport ne comprend pas de données sur les services correctionnels relativement aux enfants et aux adolescents<sup>1</sup>.

### MANDATS DES SERVICES CORRECTIONNELS

L'administration du système de justice pénale au Canada relève de quatre secteurs indépendants : les services de police, les

services de poursuite, c'est-à-dire l'avocat de la Couronne, les tribunaux et les services correctionnels. Tel qu'indiqué précédemment, ce rapport s'attache aux données relatives aux services correctionnels pour adultes.

Les services correctionnels au Canada chapeautent les cinq grands secteurs de responsabilités suivants : (1) la détention provisoire; (2) les peines de détention; (3) la probation; (4) la libération conditionnelle; (5) les commissions de libérations conditionnelles.

#### (1) Personnes prévenues

Les services correctionnels provinciaux et territoriaux s'occupent des personnes accusées d'une infraction et renvoyées sous garde (personnes prévenues) par le tribunal en attendant sa prochaine comparution. Ces personnes n'ont pas été condamnées à une peine, mais elles peuvent être détenues pour bon nombre de raisons (p. ex., lorsqu'il y a un risque qu'elles ne se présentent pas au tribunal à la date fixée, lorsqu'elles présentent un danger pour elles-mêmes ou pour d'autres, lorsqu'il y a un risque de récidive). Dans des circonstances normales, il incombe à la Couronne de faire valoir les motifs justifiant le renvoi sous garde de l'accusé. Si ces motifs ne peuvent être établis, la personne prévenue obtient sa mise en liberté provisoire par voie judiciaire en attendant sa prochaine comparution devant le tribunal. Toutefois, si l'accusé commet un acte criminel pendant qu'il est en *liberté provisoire par voie judiciaire* relativement à un autre acte criminel, il a la charge de faire valoir les motifs justifiant sa mise en liberté.

Pour déterminer la peine à infliger, le juge peut tenir compte de la période qu'un accusé a passée sous garde. Il n'est donc pas rare qu'un contrevenant reçoive une sentence «peine purgée». Cela se produit le plus souvent lorsque l'accusé est demeuré sous garde pendant une période plus longue ou pour la même durée que la peine qui serait normalement imposée par le juge. Aux fins des registres, les commis aux dossiers dans les établissements inscrivent une durée d'une journée pour de telles peines ou «libéré à la cour». Pour cette raison, le présent rapport renferme des distributions des peines moins longues qu'elles ne le sont en réalité.

#### (2) PEINES DE DÉTENTION

Les organismes de services correctionnels sont responsables de l'administration des décisions rendues par le tribunal (à

<sup>1</sup> Pour une analyse statistique de la criminalité chez les jeunes, consulter «Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 1995-1996» Statistique Canada, n° 85-522-XPB au catalogue.

l'exception des amendes). Lorsqu'un accusé a été déclaré coupable, la décision effective est à la discrétion du juge qui préside le tribunal. Le *Code criminel* prévoit des peines maximales pour la plupart des infractions et aussi des peines minimales pour certaines infractions. Au Canada, la peine maximale est rarement infligée. En général, le juge consultera le Procureur de la couronne et l'avocat de la défense pour rendre une décision. Dans certains cas, il peut demander un *rapport présentenciel* (RPS). Le RPS est préparé par un agent de probation et vise à informer le juge au sujet du mode de vie de l'accusé et de sa situation vis-à-vis de l'emploi. Lors de la détermination de la peine, le juge tient compte de divers facteurs concernant l'infraction, du tort causé à la victime et de certaines caractéristiques de l'accusé. Au Canada, le recours à l'incarcération se limite habituellement aux contrevenants qui ont commis des infractions très graves et aux récidivistes. Il y a toutefois des exceptions à la règle. À l'Île-du-Prince-Édouard la plupart des conducteurs reconnus coupables de conduite avec facultés affaiblies purgent une peine d'emprisonnement.

Il arrive assez souvent qu'un contrevenant soit condamné pour plusieurs infractions lors d'une seule décision de la cour. Le juge peut alors demander que les peines soient purgées de façon consécutive ou concurrente (une après l'autre). Cette pratique fait que l'on attache de l'importance à la «peine totale» (c'est-à-dire la somme de toutes les peines consécutives infligées).

Le *Code criminel* stipule que toutes les personnes condamnées à une peine totale de deux ans ou plus doivent être emprisonnées dans un pénitencier fédéral. Au Canada, tous les pénitenciers relèvent du Service correctionnel Canada (SCC). Tous les contrevenants sous responsabilité fédérale sont d'abord admis dans un établissement provincial ou territorial local afin de leur permettre d'exercer leur droit d'appel de la condamnation ou de la sentence. Un avis d'appel doit normalement être déposé dans un délai de 15 jours suite à l'imposition de la sentence. Les contrevenants sous responsabilité fédérale qui renoncent à leur droit d'appel seront ensuite transférés dans un pénitencier fédéral pour purger leur peine.

Les contrevenants qui sont condamnés à une peine totale d'emprisonnement de moins de deux ans relèvent exclusivement des services correctionnels provinciaux ou territoriaux. De plus, les contrevenants qui ont omis de payer une amende imposée en vertu d'une loi fédérale ou provinciale sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'une durée prévue par la loi en question. Les détenus emprisonnés uniquement pour défaut de paiement d'une amende peuvent réduire la durée de leur peine en acquittant par la suite une partie de l'amende.

Les peines discontinues peuvent être assorties d'ordonnances de probation et sont normalement purgées durant les fins de semaines ou les autres jours spécifiés. De tels privilèges sont normalement accordés uniquement aux mineurs ou aux contrevenants primaires pour leur permettre de conserver leur emploi ou d'assumer leurs responsabilités familiales.

### (3) PROBATION

Le tribunal peut émettre une ordonnance de probation à l'endroit d'un condamné à titre de seule peine ou en conjonction avec une autre, une peine de détention par exemple.

En effet, la probation est une condamnation avec sursis qui peut ou non faire l'objet d'une surveillance par un agent de probation. Une ordonnance de probation non assortie d'une condition de surveillance n'est pas normalement portée à l'attention des autorités correctionnelles. Dans le présent rapport, le terme «probation» signifie uniquement la probation sous surveillance. Les ordonnances de probation sont souvent assorties de la condition de dédommager la victime et d'une ordonnance de services communautaires (OSC). Si le contrevenant ne se conforme pas aux conditions d'une ordonnance de probation, il peut faire l'objet d'autres sanctions.

Tout comme dans le cas de la cueillette des données sur la détention, il existe deux indices pour décrire le recours aux services de probation. Le premier, les admissions (on y réfère aussi comme étant des inscriptions) à la probation, correspond au nombre de personnes soumises à une ordonnance de probation. Le deuxième est le compte des probationnaires effectué habituellement tous les mois et exprimé en «compte à la fin du mois». Comme pour les comptes des détenus dans les établissements, ces comptes à la fin du mois servent à des fins opérationnelles et administratives. Puisque les comptes des probationnaires ne sont normalement pas associés à d'autres renseignements sur les contrevenants, le lecteur doit se garder d'extrapoler les caractéristiques de la population à partir des données sur les admissions.

### (4) LIBÉRATION SOUS CONDITION

La planification de la mise en liberté et de la réinsertion sociale progressive des détenus grâce à des mécanismes de «mise en liberté sous condition» est un aspect important du programme correctionnel. Le recours à ces divers mécanismes permet d'assurer la protection de la société au moyen d'un régime de surveillance des contrevenants dans la collectivité par les autorités correctionnelles.

En novembre 1992, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (projet de loi C-36) est entrée en vigueur, remplaçant ainsi la *Loi sur la libération conditionnelle* et la *Loi sur les pénitenciers*. Le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle, auparavant prévu par la *Loi sur la libération conditionnelle*, est maintenant énoncé dans la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et dans la législation provinciale/territoriale respective.

La surveillance des personnes libérées sous condition est gérée par les systèmes correctionnels fédéraux et provinciaux/territoriaux. La libération sous condition est exercé par les autorités correctionnelles dans les systèmes provinciaux et territoriaux. Au niveau fédéral, la responsabilité concernant les permissions de sortir est partagée entre la Commission nationale des libérations conditionnelles et le Service correctionnel du Canada.

Voici les mécanismes de mise en liberté sous condition au Canada :

- ◆ **La permission de sortir** autorise les contrevenants à quitter l'établissement pour prendre part à certains besoins. Les contrevenants peuvent obtenir une permission de sortir avec surveillance ou *sans surveillance* pour rendre visite à leur famille, obtenir des soins médicaux, participer à des programmes de réadaptation, rencontrer d'autres personnes, ou pour des raisons humanitaires. Le projet de loi C-36 définit les raisons pour lesquelles une permission de sortir peut être accordée.
- ◆ La **semi-liberté** offre aux contrevenants la possibilité de participer à des activités communautaires courantes. Normalement, les contrevenants habitent dans un établissement correctionnel ou un établissement résidentiel communautaire et sont libérés dans la collectivité pour une période spécifiée durant la journée. La semi-liberté est aussi accordée aux contrevenants afin de les préparer à la libération conditionnelle totale et à la libération d'office.
- ◆ La **libération conditionnelle totale** est une forme de mise en liberté sous condition accordée à la discrétion des responsables des libérations conditionnelles. Elle permet aux contrevenants de purger une partie de leur peine dans la collectivité. Dans tous les cas, les contrevenants sont placés sous surveillance et doivent respecter certaines conditions visant à réduire les risques de récidive et à faciliter leur réinsertion sociale.
- ◆ La **libération d'office** permet à la plupart des contrevenants condamnés sous responsabilité fédérale et n'ayant pas obtenu de libération conditionnelle de purger le

dernier tiers de leur sentence sous surveillance dans la collectivité selon les mêmes conditions de libération que celles imposées aux contrevenants à qui on a accordé une libération conditionnelle totale.

## (5) COMMISSIONS DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE

La dernière responsabilité des services correctionnels pour adultes vise l'administration des commissions de libération conditionnelle. Le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique administrent leurs propres commissions des libérations conditionnelles dont relèvent les contrevenants détenus dans leurs établissements provinciaux. La Commission nationale des libérations conditionnelles s'occupe de toutes les personnes condamnées à purger une peine dans un pénitencier (c'est-à-dire une peine de deux ans ou plus) et des personnes détenues dans les établissements de détention provinciales et territoriales où il n'y a pas de commission provinciale/territoriale.

Les commissions des libérations conditionnelles sont des tribunaux administratifs investis de pouvoirs en matière d'octroi, de refus, de cessation ou de révocation de la liberté conditionnelle à l'égard de détenus sous leur responsabilité. La Commission nationale des libérations conditionnelles a également le pouvoir de faire cesser ou de révoquer la «liberté d'office», de détenir certains contrevenants et d'accorder des permissions de sortir sans surveillance à certains contrevenants détenus dans les pénitenciers.

## RÉFORMES LÉGISLATIVES

Les dernières tendances montrent que les juges condamnent de plus en plus de contrevenants à des peines d'incarcération, ce qui fait augmenter de façon constante la population des détenus. Au cours de la dernière décennie, les populations des pénitenciers fédéraux et des prisons provinciales/territoriales ont respectivement augmenté de 34 % et de 25 %. Cette croissance rapide a créé des problèmes de ressources et de gestion des détenus.

Le projet de loi C-41 a été promulgué à l'automne 1996 afin de s'attaquer aux problèmes de la disparité dans la détermination des peines et du trop grand nombre de condamnations à l'incarcération. Les réformes des sentences envisagées dans ce projet de loi visent à mieux protéger le public, à venir en aide aux victimes de crimes, à inculquer aux contrevenants un sens accru des responsabilités et à favoriser l'application des principes de réhabilitation, de restitution et de dissuasion. Un autre but de ce projet de loi consiste à promouvoir les recours à des mesures de rechange qui pourraient entraîner la réduction des coûts d'exploitation des services correctionnels et éliminer la surpopulation dans les

prisons. Pour atteindre cet objectif, on demande aux juges d'examiner toutes les options disponibles (p. ex, les services communautaires ou la probation) et de n'imposer une peine de détention que dans les cas où aucune autre mesure ne peut assurer la protection du public. Parallèlement au système de justice pour la jeunesse, le projet de loi C-41 permet d'appliquer des mesures de rechange aux adultes dans les cas d'infractions mineures sans recourir aux précieuses ressources des tribunaux et des services correctionnels. Les principaux buts des mesures de rechange sont (i) prévenir le comportement criminel futur et (ii) empêcher le tort qui est parfois causé aux mineurs et aux délinquants primaires lorsqu'ils sont confrontés au système judiciaire. Les mesures de rechange visent à augmenter la participation communautaire et à favoriser le règlement entre la victime et le contrevenant plutôt que d'intenter des procédures judiciaires formelles.

En 1996-1997, près d'un quart des personnes condamnées à la détention l'ont été pour défaut de paiement d'amendes. Afin de réduire le nombre de personnes incarcérées pour des amendes qu'elles ne peuvent payer, le projet de loi C-41 exige que les juges établissent si un contrevenant est en mesure de payer. Les contrevenants qui ne possèdent pas les ressources financières suffisantes peuvent faire l'objet d'autres sanctions telles que le service communautaire ou la probation. Quant aux contrevenants en mesure de payer, le tribunal peut maintenant refuser d'émettre ou de renouveler les permis ou les licences jusqu'au paiement de l'amende, ou enregistrer et faire appliquer des ordonnances de paiement à titre de jugement d'exécution de paiement en matière civile.

Le projet de loi C-41 aborde également le problème du grand nombre d'incarcérations en mettant à la disposition des juges une nouvelle option appelée «condamnation avec sursis». La condamnation avec sursis permet à un contrevenant condamné à une peine d'emprisonnement de purger sa peine sous surveillance au sein de la collectivité. Les condamnations avec sursis peuvent être imposées selon le bon vouloir du juge qui préside l'audience, sous réserve de certaines restrictions. Tout d'abord, il ne doit pas s'agir d'une infraction pour laquelle une peine minimale d'emprisonnement est prévue. En deuxième lieu, la peine minimale qui aurait été normalement infligée doit être de moins de deux ans. En dernier lieu, le tribunal doit être convaincu que l'imposition d'une condamnation avec sursis ne mettra pas en danger la sécurité du public. L'objectif est de fournir aux personnes qui commettent des infractions de moindre gravité des solutions de rechange efficaces, moins onéreuses et axées sur la communauté et de permettre que le peu de ressources disponibles servent à l'incarcération et au traitement des auteurs de crimes plus graves.

Tout comme dans le cas d'une ordonnance de probation, l'ordonnance de condamnation avec sursis renferme des conditions obligatoires. Parmi celles-ci, signalons l'obligation de rester dans le ressort du tribunal et de se présenter à un agent de surveillance selon les modalités précisées. D'autres conditions peuvent exiger que le contrevenant s'abstienne de consommer de l'alcool ou qu'il exécute des travaux communautaires. En cas de manquement aux conditions imposées, le contrevenant peut être forcé de comparaître de nouveau devant le tribunal, et le juge pourra suspendre la condamnation avec sursis et imposer une peine d'emprisonnement.

Étant donné que la nouvelle peine conditionnelle n'a été en vigueur qu'au cours des six derniers mois de l'année de référence 1996-1997, il est encore trop tôt pour en connaître les répercussions sur les populations carcérales provinciales/territoriales.

#### MESURES DE L'ACTIVITÉ DES SERVICES CORRECTIONNELS : ADMISSIONS ET COMPTES MOYENS

Normalement, deux indicateurs différents ont été utilisés pour décrire l'utilisation des services correctionnels : I) le nombre annuel d'«admissions» à des établissements correctionnels ou des programmes de surveillance communautaire (que l'on nomme également «inscription» dans le cadre des programmes communautaires), et ii) le «compte moyen» des détenus incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité à un moment donné.

Les données sur les admissions sont recueillies lorsque le contrevenant entre à l'établissement, et portent habituellement sur les éléments suivants :

- ◆ la durée totale de la peine;
- ◆ l'âge du contrevenant;
- ◆ le sexe du contrevenant;
- ◆ l'origine ethnique (Autochtone/non-Autochtone); et
- ◆ l'infraction pour laquelle le contrevenant a été condamné (il peut y en avoir plusieurs).

Même si les données sur les admissions décrivent et mesurent les changements survenus dans le volume des causes des organismes correctionnels au cours d'une période donnée, elles n'indiquent pas le nombre de personnes qui utilisent les services correctionnels. À titre d'exemple, une personne pourrait être détenue avant son procès (détention provisoire), être ensuite condamnée à une peine d'incarcération de neuf mois et obtenir, plus tard, une libération conditionnelle qui lui permet de purger le reste de sa peine au sein de la

communauté. Dans un tel cas, le contrevenant serait compté trois fois dans le total des admissions (détention provisoire, condamnation à l'emprisonnement et libération conditionnelle). Même s'il est important de contrôler la charge de travail associée à chaque particulier, il importe tout autant d'être en mesure de compter le nombre total des contrevenants responsables de la charge de travail des admissions.

Le «dénombrement des détenus» est une autre mesure utilisée par les services correctionnels pour décrire le nombre de détenus incarcérés ou purgeant une peine au sein de la communauté à un moment précis. Les dénombrement constituent un indicateur opérationnel important pour les gestionnaires d'établissements correctionnels et ils servent d'indicateurs officiels de l'utilisation de la capacité d'accueil des établissements. Les agents des services correctionnels s'adonnent au dénombrement quotidien des détenus dans leur établissement, au moins à tous les changements de poste, et au dénombrement mensuel des contrevenants sous surveillance communautaire. Par conséquent, une personne condamnée à vingt-cinq années d'emprisonnement pour avoir commis un meurtre en 1990 aurait été comptée dans les données carcérales de 1996-1997 puisqu'elle serait toujours sous garde le jour ou le mois où a eu lieu le dénombrement. Toutefois, cette même personne ne ferait pas partie des données des admissions pour l'exercice 1996-1997, son admission en prison ayant eu lieu plusieurs années auparavant.

De façon générale, les systèmes correctionnels provinciaux et territoriaux ne peuvent pas fournir de détails des «caractéristiques des détenus» sur leurs populations quotidiennes moyennes en raison du roulement élevé des détenus sous responsabilité provinciale/territoriale. Toutefois, de nombreux détails sont obtenus sur les contrevenants au moment de l'admission. La tendance naturelle est d'extrapoler les caractéristiques de la population quotidienne moyenne à partir des données sur les admissions. Le lecteur doit se garder d'extrapoler les caractéristiques de la population à partir des données sur les admissions. Dans les systèmes correctionnels, la population quotidienne varie selon la durée des peines associées aux admissions. Les contrevenants ayant reçu des

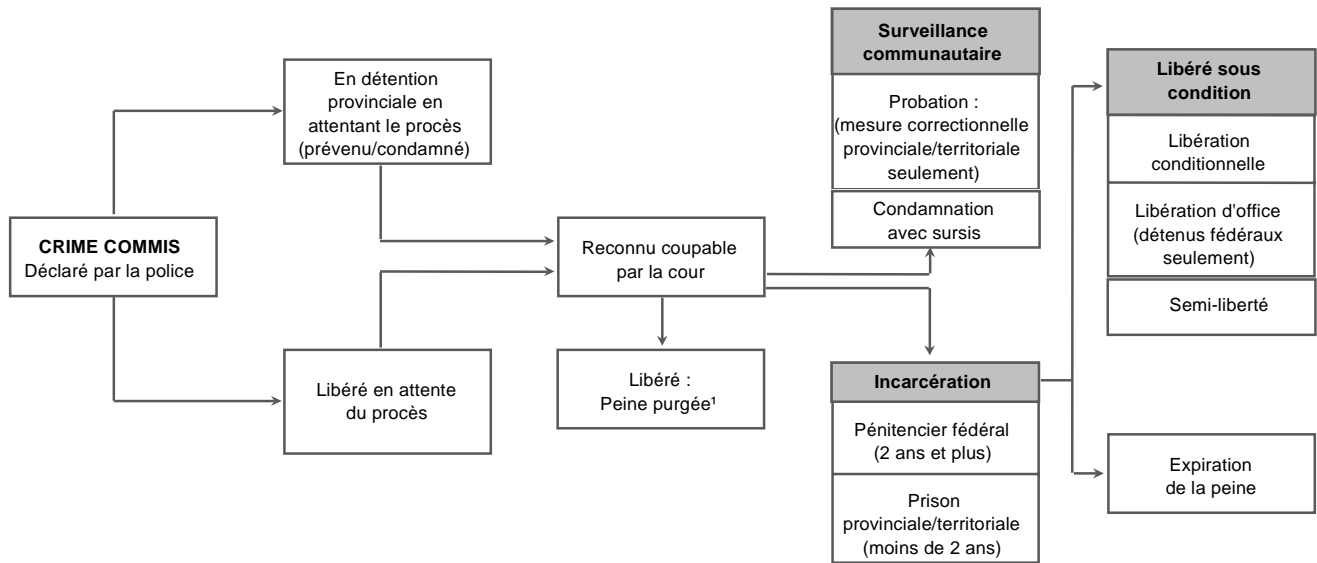
peines plus longues sont surreprésentés dans la population, alors que ceux ayant reçu des peines plus courtes sont sous-représentés.

## UN APERÇU DES ÉVÉNEMENTS DU SYSTÈME CORRECTIONNEL POUR ADULTES

Enfin, le diagramme 1 ci-dessous fournit au lecteur un aperçu visuel des activités principales du système correctionnel pour les adultes au niveau fédéral et provincial/territoriale.

Diagramme 1

### Un aperçu des événements du système correctionnel pour adulte



<sup>1</sup> Un individu pour qui la durée de la peine imposée est plus ou moins la même que la durée du temps déjà purgé [p. ex. en attente du procès] est généralement libéré en raison d'avoir déjà purgé sa peine.

Source : Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.



**PROFIL NATIONAL**

**TABLEAU SOMMAIRE 1. NOMBRE MOYEN DE CAS DE CONTREVENANTS ET NOMBRE TOTAL DES ADMISSIONS<sup>1</sup> AUX SERVICES CORRECTIONNELS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET FÉDÉRAUX**

Type de peine	Année	Compte quotidien moyen			Admissions		
		Provincial/ territorial	Fédéral	Total	Provincial/ territorial	Fédéral <sup>2</sup>	Total
Détenction <sup>3</sup>	1987-1988	16 077	10 557	26 634	194 389	4 248	198 637
	1988-1989	16 436	11 030	27 466	202 572	4 319	206 891
	1989-1990	17 735	11 415	29 150	204 892	4 663	209 555
	1990-1991	17 944	11 289	29 233	212 592	4 646	217 238
	1991-1992	18 940	11 783	30 723	243 747 r	5 344	249 091 r
	1992-1993	19 367	12 342	31 709	245 746	5 583	251 329
	1993-1994	19 481	13 322	32 803	240 734	5 642	246 376
	1994-1995	19 811 r	13 948	33 759 r	238 860 r	4 925	243 785 r
	1995-1996	19 730	14 055	33 785	230 330	4 402	234 732
	1996-1997	20 023	14 143	34 166	225 462	4 569	230 031
Non-détenction <sup>4</sup>	1987-1988	72 129	10 374	82 503	58 899	5 752	64 651
	1988-1989	74 543	9 974	84 517	58 639	5 254	63 893
	1989-1990	79 429	10 168	89 597	63 302	5 490	68 792
	1990-1991	89 769	10 957	100 726	70 428	5 572	76 000
	1991-1992	100 510	11 172	111 682	83 812	5 879	89 691
	1992-1993	108 867	11 281	120 148	85 655	6 247	91 902
	1993-1994	111 432	10 132	121 564	86 412	8 197 r	94 609 r
	1994-1995	111 180	10 407	121 587	85 372 r	7 705 r	93 077 r
	1995-1996	111 150	10 261	121 411	82 476 r	7 606 r	90 082 r
	1996-1997	107 550	10 133	117 683	81 666	7 582	89 248
Total	1987-1988	88 206	20 931	109 137	253 288	10 000	263 288
	1988-1989	90 979	21 004	111 983	261 211	9 573	270 784
	1989-1990	97 164	21 583	118 747	268 194	10 153	278 347
	1990-1991	107 713	22 246	129 959	283 020	10 218	293 238
	1991-1992	119 450	22 955	142 405	327 559 r	11 223	338 782 r
	1992-1993	128 234	23 623	151 857	331 401	11 830	343 231
	1993-1994	130 913	23 454	154 367	327 146	13 839	340 985
	1994-1995	130 991 r	24 355	155 346 r	324 232 r	12 630	336 862 r
	1995-1996	130 880	24 316	155 196	312 806 r	12 008	324 814 r
	1996-1997	127 573	24 276	151 849	307 128	12 151	319 279

<sup>1</sup> Ces admissions comprennent le nombre total d'admissions au niveau provincial/territorial ainsi que celles des contrevenants fédéraux détenus au sein du système provincial/territorial pendant une période d'appel avant leur transfert à un pénitencier fédéral.

<sup>2</sup> Ces admissions sont en vertu d'un mandat d'incarcération au système fédéral seulement.

<sup>3</sup> Désigne le compte moyen réel et exclut donc les détenus temporairement absents au moment du compte.

<sup>4</sup> Les données pour les services correctionnels communautaires étaient indisponibles pour la Nouvelle-Écosse et les Territoires du Nord-Ouest en 1996-1997. Les chiffres pour la population en non-détenction incluent les comptes des contrevenants en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale et en libération d'office sous juridiction fédérale.

**TABLEAU SOMMAIRE 2. NOMBRE D'ADMISSIONS À LA DÉTENTION PROVINCIALE/TERRITORIALE ET FÉDÉRALE, SELON CERTAINES CARACTÉRISTIQUES, 1996-1997**

Secteur de compétence	Nombre d'admissions des personnes condamnées	Nombre d'admissions des personnes prévenues	Autres <sup>1</sup> admissions	Nombre total d'admissions	Écart en % par rapport à l'année précédente	Nombre de personnes condamnées pour 10 000 adultes accusés <sup>2</sup>	Durée médiane de la peine (en jours)	Caractéristiques des personnes condamnées		
								Pourcentage de femmes	Pourcentage d'Autochtones	Âge médian
Terre-Neuve	1 568	251	—	1 819	-31,3	1 946	45	7	8	30
Île-du-Prince-Édouard	867	128	—	995	-8,4	4 446	19	6	11	31
Nouvelle-Écosse	2 113	1 432	387	3 932	-4,8	1 273	60	5	5	31
Nouveau-Brunswick	2 919	1 108	—	4 027	-7,9	2 384	20	5	5	29
Québec	28 753	31 325	—	60 078	-3,5	2 517	30	8	2	32
Ontario	36 530	44 829	5 140	86 499	1,2	2 060	40	9	9	31
Manitoba <sup>3</sup>	2 069	2 835	3 697	8 604	-12,2	819	90	9	58	30
Saskatchewan	4 802	6 202	331	11 335	-5,7	1 569	90	10	74	29
Alberta	16 535	9 359	—	25 894	-4,0	2 832	30	12	39	30
Colombie-Britannique	11 531	10 179	—	21 710	3,6	1 513	30	7	18	31
Yukon	310	253	6	569	-13,9	2 670	38	5	65	32
Territoires du Nord-Ouest	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..
<b>TOTAL PROVINCIAL/ TERRITORIAL</b>	<b>107 997</b>	<b>107 901</b>	<b>9 561</b>	<b>225 462</b>	<b>-2,1</b>	<b>2 057</b>	<b>31</b>	<b>9</b>	<b>16</b>	<b>31</b>
<b>TOTAL FÉDÉRAL</b>	<b>4 569</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>4 569</b>	<b>3,8</b>	<b>87</b>	<b>43,1</b>	<b>4</b>	<b>15</b>	<b>36</b>

Voir les notes à la fin du document.

**TABLEAU SOMMAIRE 3. NOMBRE D'ADMISSIONS À LA SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE PROVINCIALE/TERRITORIALE ET FÉDÉRALE, 1996-1997**

Secteur de compétence	Nombre total d'admissions à la probation	Taux de probation pour 10 000 adultes accusés <sup>1</sup>	Durée médiane de l'ordonnance de probation (en mois)	Certaines caractéristiques des probationnaires			Nombre total en libération sous condition <sup>2</sup>	Nombre total en surveillance communautaire provinciale/territoriale <sup>3</sup>	Écart en % par rapport à l'année précédente
				Pourcentage de femmes	Pourcentage d'Autochtones	Âge médian			
Terre-Neuve	1 946	2 415	19	18	6	30	...	1 946	-4,2
Île-du-Prince-Édouard	691	3 544	18	..	..	29	...	691	61,4
Nouvelle-Écosse	..	..	..	..	..	..	...	..	...
Nouveau-Brunswick	1 781	1 455	11	17	..	27	...	1 781	0,6
Québec	7 162	627	24	11	5	30	2 945	10 107	4,1
Ontario	33 463	1 887	12	17	8	30	1 308	34 771	3,2
Manitoba	3 657	1 447	..	..	..	..	...	3 657	13,9
Saskatchewan	3 012	984	12	18	62	28	...	3 012	-9,9
Alberta	8 440	1 445	..	22	21	..	...	8 440	3,3
Colombie-Britannique	16 152	2 119	12	16	15	30	594	16 746	5,9
Yukon	515	4 436	12	10	88	32	...	515	56,1
Territoires du Nord-Ouest	..	..	..	..	..	..	...	..	...
<b>TOTAL PROVINCIAL/ TERRITORIAL<sup>4</sup></b>	<b>76 819</b>	<b>1 463</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>31</b>	<b>4 847</b>	<b>81 666</b>	<b>3,7</b>
<b>TOTAL FÉDÉRAL</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>7 442</b>	<b>7 442</b>	<b>0,9</b>

Voir les notes à la fin du document.

**TABLEAU SOMMAIRE 4. COMPTE QUOTIDIEN MOYEN DE CONTREVENANTS EN DÉTENTION PROVINCIALE/TERRITORIALE ET FÉDÉRALE, 1996-1997**

Secteur de compétence	Compte des personnes condamnées	Compte des personnes prévenues	Autres <sup>1</sup>	Compte quotidien moyen du nombre total des contrevenants	Écart en % par rapport à l'année précédente	Compte des personnes condamnées pour 10 000 adultes accusés <sup>2</sup>	Écart en % par rapport à l'année précédente
Terre-Neuve	281	32	-	313	-11,8	406	9,4
Île-du-Prince-Édouard	76	13	-	89	-15,9	390	-26,6
Nouvelle-Écosse	327	78	-	405	-0,5	197	-11,7
Nouveau-Brunswick	339	54	7	400	-2,7	277	-7,0
Québec	2 267	1 158	-	3 425	-1,3	198	0,5
Ontario	4 819	2 710	237	7 766	5,6	272	8,0
Manitoba	639	340	5	985	1,3	253	-2,3
Saskatchewan	980	195	-	1 175	-7,3	320	-11,6
Alberta	1 983	487	-	2 470	-3,1	334	-7,7
Colombie-Britannique	1 961	623	-	2 584	6,2	257	-0,4
Yukon	53	17	-	70	-16,7	457	1,3
Territoires du Nord-Ouest	311	30	-	341	7,6	1 045	20,9
<b>TOTAL PROVINCIAL/ TERRITORIAL</b>	<b>14 036</b>	<b>5 737</b>	<b>249</b>	<b>20 023</b>	<b>1,4</b>	<b>267</b>	<b>0,8</b>
<b>TOTAL FÉDÉRAL</b>	<b>14 143</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>14 143</b>	<b>0,6</b>	<b>269</b>	<b>2,7</b>

<sup>1</sup> Inclut les détenus en détention temporaire/autre.<sup>2</sup> Le calcul du taux pour 10 000 adultes accusés est basé sur les infractions au *Code criminel* et aux lois fédérales seulement.**TABLEAU SOMMAIRE 5. COMPTE MOYEN DE CONTREVENANTS SOUS SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE PROVINCIALE/TERRITORIALE ET FÉDÉRALE, 1996-1997**

Province	Compte moyen en probation	Taux du compte des personnes en probation pour 10 000 adultes accusés <sup>1</sup>	Nombre total en libération sous condition	Total de la surveillance communautaire <sup>2</sup>	Écart en % par rapport à l'année précédente
Terre-Neuve	2 264	2,8	...	2 264	1,6
Île-du-Prince-Édouard	682	3,5	...	682	-23,2
Nouvelle-Écosse	..	..	...	..	...
Nouveau-Brunswick	2 696	2,2	...	2 696	3,3
Québec	10 007	0,9	1 808	11 815	3,3
Ontario	50 116	2,8	744	50 860	0,1
Manitoba	5 558	2,2	...	5 558	3,7
Saskatchewan	3 579	1,2	...	3 579	0,02
Alberta	7 914	1,3	...	7 914	3,4
Colombie-Britannique	14 953	2,0	594	15 547	0,2
Yukon	534	4,6	...	534	23,3
Territoires du Nord-Ouest	917	3,1	...	917	-3,6
<b>TOTAL PROVINCIAL/ TERRITORIAL<sup>3</sup></b>	<b>99 220</b>	<b>2,0</b>	<b>3 146</b>	<b>102 366</b>	<b>1,6</b>
<b>TOTAL FÉDÉRAL<sup>4</sup></b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>9 195</b>	<b>9 195</b>	<b>-1,0</b>

<sup>1</sup> Le calcul du taux pour 10 000 adultes accusés est basé sur les infractions au *Code criminel* et aux lois fédérales seulement.<sup>2</sup> Ces libérations incluent les contrevenants fédéraux et provinciaux en libération conditionnelle et les contrevenants fédéraux en libération d'office.<sup>3</sup> Les chiffres pour la Nouvelle-Écosse étaient indisponibles et ont donc été exclus des années précédentes afin de permettre les comparaisons d'une année à l'autre.<sup>4</sup> Le total fédéral inclut les personnes en libération conditionnelle sous responsabilité provinciale dans les provinces n'ayant pas leur propre commission de libérations conditionnelles.

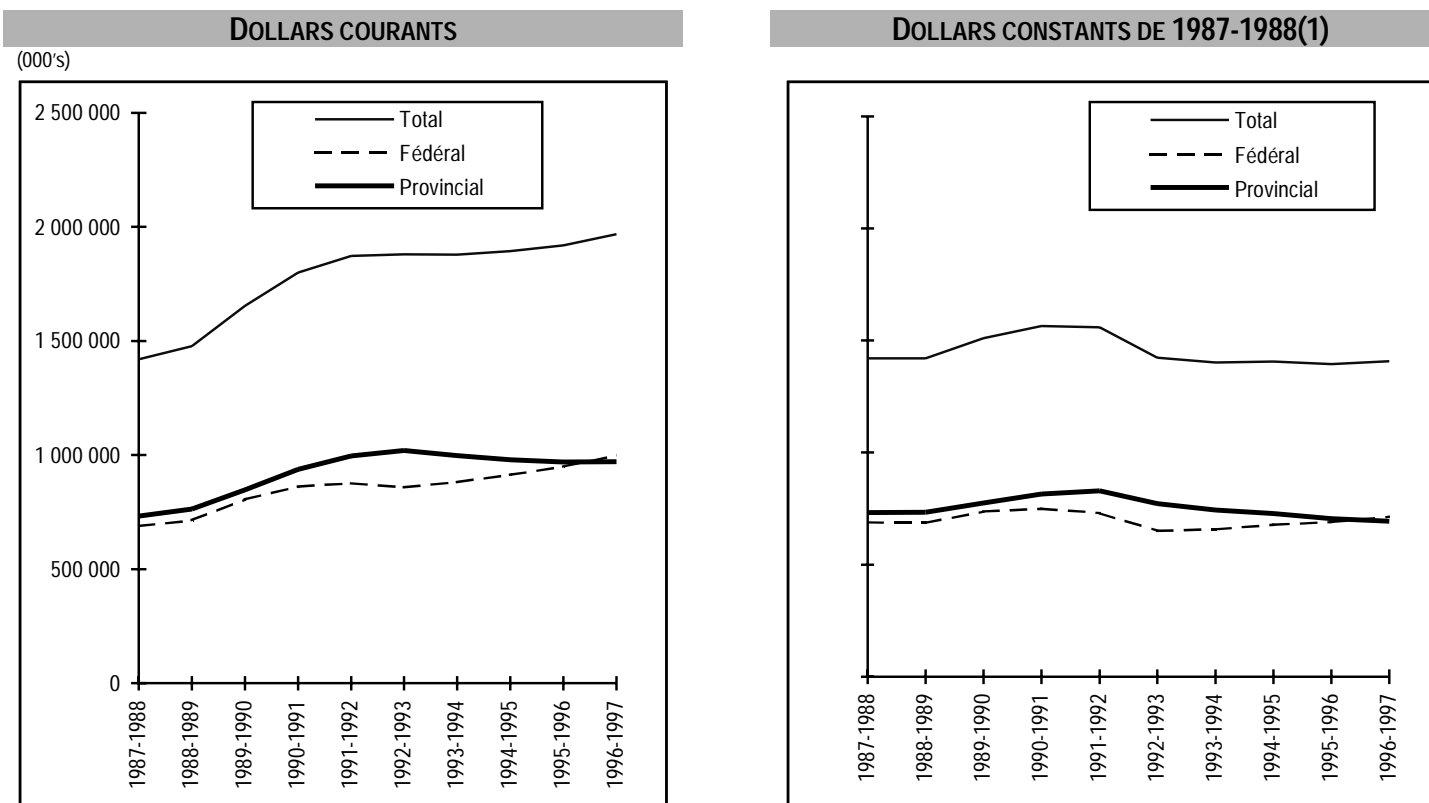
**TABLEAU SOMMAIRE 6. DÉPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES CORRECTIONNELS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET FÉDÉRAUX POUR ADULTES**

Année	Fédéral		Provincial/territorial		Total		Par habitant	
	Dollars courants	Dollars constants de 1987-1988	Dollars courants	Dollars constants de 1987-1988	Dollars courants	Dollars constants de 1987-1988	Dollars courants	Dollars constants de 1987-1988
	'000\$						\$	
1987-1988	688 377	688 377	732 134	732 134	1 420 511	1 420 511	53,50	53,50
1988-1989	713 685	685 736	763 731	733 822	1 477 416	1 419 557	54,93	52,78
1989-1990	806 442	736 620	847 343	773 980	1 653 785	1 510 600	60,40	55,17
1989-1990	862 041	749 138	938 151	815 279	1 800 192	1 564 417	64,78	56,29
1990-1991	876 447	729 796	1 008 688 r	839 910	1 885 135 r	1 569 706	67,04 r	55,82
1991-1992	859 296	650 328	1 020 523 r	772 347	1 879 819 r	1 422 675	65,85 r	49,83
1992-1993	881 988	657 595	996 904 r	743 275	1 878 892 r	1 400 870	64,91 r	48,39
1993-1994	913 250	678 029	980 280	727 794	1 893 530	1 405 823	64,72	48,05
1994-1995	948 887	689 921	970 041	705 302	1 918 928	1 395 223	64,79	47,11
1995-1996	970 289	693 533	998 264	713 529	1 968 553	1 407 062	65,70	46,96

**TABLEAU SOMMAIRE 7. EFFECTIF AUTORISÉ DANS LES SECTEURS DE COMPÉTENCE PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET FÉDÉRAUX**

Secteur de compétence	Année	Effectif <sup>1</sup>							Total	
		Administration centrale et services centraux	Services de détention			Services de non-détention				Commissions de libérations conditionnelles
			Agents de la paix	Autres	Total	Agents de probation/libération conditionnelle	Autres	Total		
Provincial		788	7 189	3 893	12 300	1 111	569	1 867	79	15 034
	1987-1988	771	7 263	4 450	12 948	1 186	623	2 005	75	15 799
	1988-1989	820	7 208	4 031	12 490	1 236	649	2 108	79	15 497
	1989-1990	831	7 432	4 092	12 779	1 388	751	2 368	83	16 061
	1990-1991	886	8 492	4 696	14 433	1 436	863	2 533	96	17 948
	1991-1992	927	8 286	4 775	14 297	1 287	852	2 413	96	17 733
	1992-1993	598	7 706	4 274	13 259	1 460	782	2 242	93	16 192
	1993-1994	456	7 779	4 185	13 409	1 524	761	2 285	95	16 245
	1994-1995	481	8 326	4 347	14 204	1 688	774	2 462	63	17 210
	1995-1996	472	4 490	1 729	13 117	631	318	2 101	64	15 749
Fédéral		1 013	4 808	4 135	8 943	302	511	813	310	11 079
	1987-1988	1 051	4 543	4 026	8 569	576	263	839	312	10 771
	1988-1989	1 151	4 127	4 296	8 423	729	130	859	341	10 774
	1989-1990	1 099	4 523	3 959	8 482	840	105	945	337	10 863
	1990-1991	980	4 457	3 933	8 390	823	93	916	325	10 611
	1991-1992	1 005	4 459	3 852	8 311	818	102	920	358	10 594
	1992-1993	961	4 412	4 054	8 466	739	106	845	376	10 648
	1993-1994	938	4 422	4 268	8 690	538	331	869	361	10 858
	1994-1995	1 024	4 721	4 405	9 126	542	334	876	341	11 367
	1995-1996	1 166	4 745	4 764	9 509	568	350	918	333	11 926
Total		1 801	11 997	8 028	21 243	1 413	1 080	2 680	389	26 113
	1987-1988	1 822	11 806	8 476	21 517	1 762	886	2 844	387	26 570
	1988-1989	1 971	11 335	8 327	20 913	1 965	779	2 967	420	26 271
	1989-1990	1 930	11 955	8 051	21 261	2 228	856	3 313	420	26 924
	1990-1991	1 866	12 949	8 629	22 823	2 259	956	3 449	421	28 559
	1991-1992	1 932	12 745	8 627	22 608	2 105	954	3 333	454	28 327
	1992-1993	1 559	12 118	8 328	21 725	2 199	888	3 087	469	26 840
	1993-1994	1 394	12 201	8 453	22 099	2 062	1 092	3 154	456	27 103
	1994-1995	1 505	13 047	8 752	23 330	2 230	1 108	3 338	404	28 577
	1995-1996	1 638	9 235	6 493	22 626	1 199	668	3 019	397	27 675

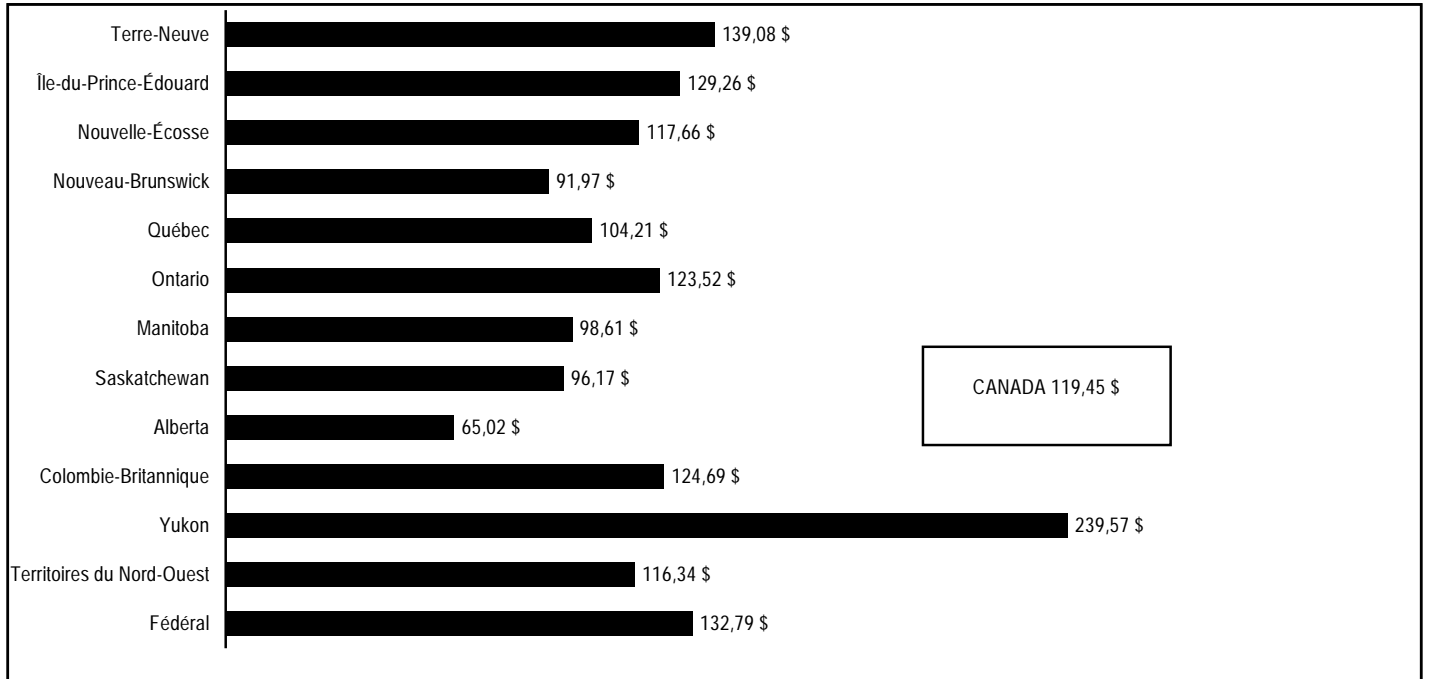
<sup>1</sup> L'Ontario et la Colombie-Britannique n'ont pas pu fournir une ventilation du personnel selon les groupes d'agents de la paix et de probation seulement; c'est pourquoi l'effectif de ces provinces ne figure pas dans les totaux.

**FIGURE 1. DÉPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES CORRECTIONNELS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET FÉDÉRAUX POUR ADULTES**

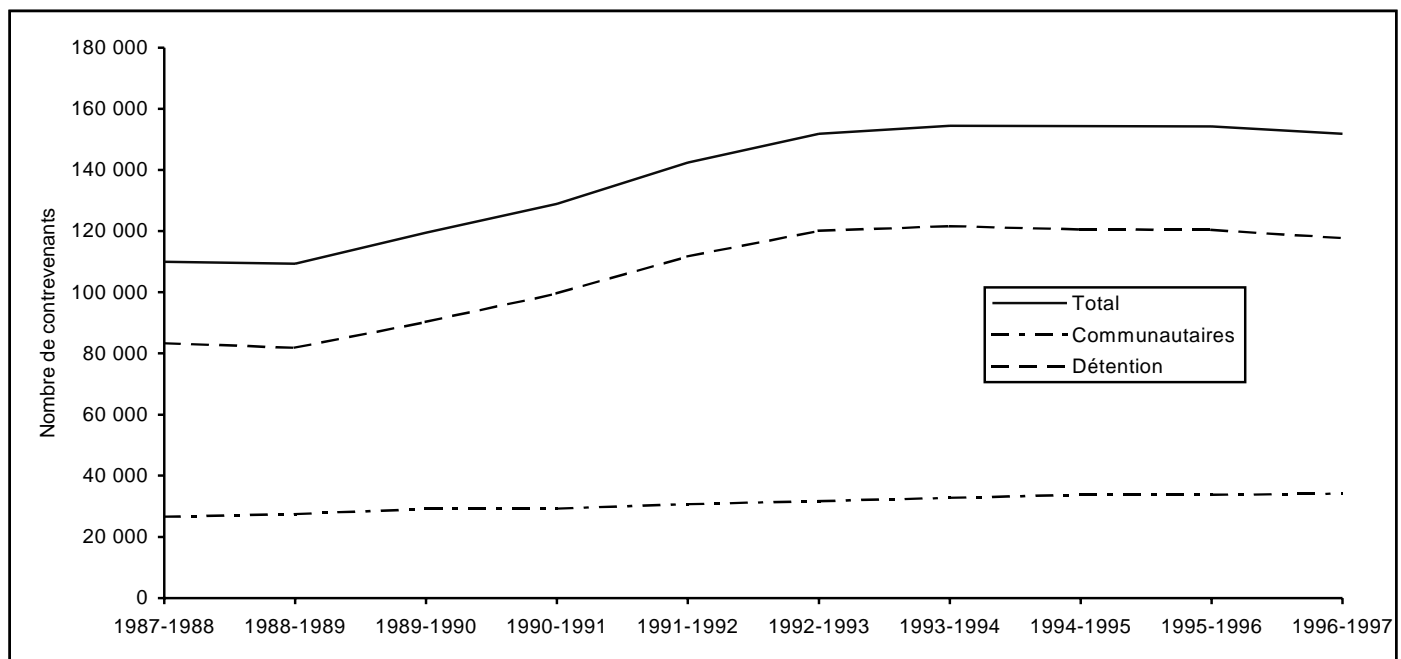
<sup>1</sup> On a utilisé l'indice des prix à la consommation (IPC) pour calculer les dollars constants de l'année de référence, soit 1987-1988 (1987-1988 = 100).

### FAITS SAILLANTS

- ◆ En 1996-1997, les administrations fédérale et provinciales/territoriales ont dépensé collectivement 1,97 milliard de dollars au chapitre du système correctionnel pour adultes, comparativement à 1,88 milliard de dollars cinq ans plus tôt.
- ◆ Après correction de l'inflation, le total des dépenses de fonctionnement a légèrement augmenté (1 %) en 1996-1997 par rapport à l'année précédente.
- ◆ Au cours de la dernière décennie, les dépenses de fonctionnement totales ont augmenté de 39 %. Pendant cette même période, les provinces/territoires ont accru leurs dépenses de 36 % et l'administration fédérale de 41 %. Après correction de l'inflation, le total des dépenses de fonctionnement en 1996-1997 a légèrement diminué (-0,9 %) pendant ces dix ans.
- ◆ En 1996-1997, les dépenses fédérales se sont chiffrées à 970 millions de dollars, soit une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation a été inférieure à 1 % après correction de l'inflation. Les dépenses provinciales/territoriales ont augmenté de 3 % pour s'élever à 998 millions de dollars (une hausse de 1 % après correction de l'inflation).
- ◆ Les dépenses relatives aux services de détention demeurent la part la plus grande (80 %) des dépenses de fonctionnement totales en 1996-1997. Les dépenses relatives aux services correctionnels communautaires comptent pour environ 12 % des dépenses totales, les services de libération conditionnelle pour un autre 1 %, le reste, soit 8 % ayant été dépensé par les services d'administration centrale.

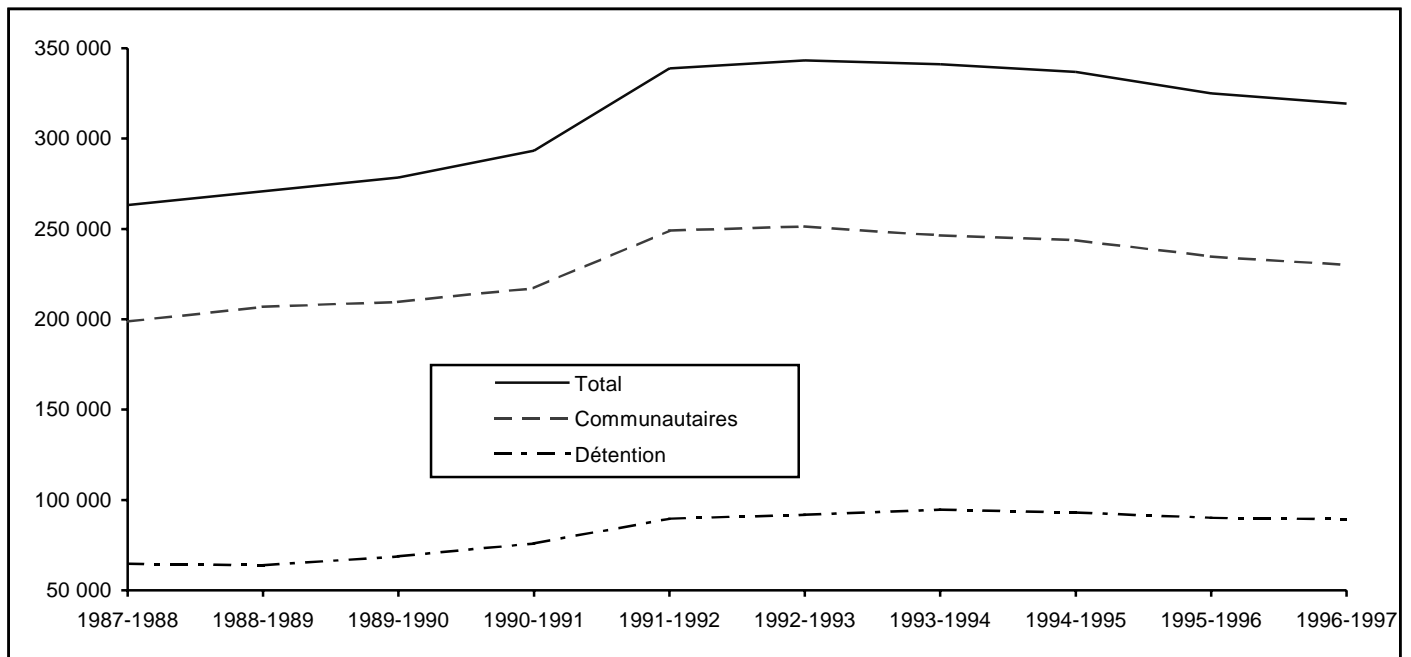
**FIGURE 2. COÛTS QUOTIDIENS MOYENS PAR DÉTENU, 1996-1997****FAITS SAILLANTS**

- ◆ À l'échelle nationale, le coût quotidien moyen par détenu a été de 119,45 \$. Six secteurs de compétence ont déclaré un coût quotidien moyen supérieur à la moyenne canadienne : Terre-Neuve (139,08 \$); l'Île-du-Prince-Édouard (129,26 \$); l'Ontario (123,52 \$); la Colombie-Britannique (124,69 \$); le Yukon (239,57 \$); et le système correctionnel fédéral (132,79 \$).
- ◆ Pour ce qui est des autres secteurs de compétence, le coût quotidien moyen a varié de 65,02 \$ en Alberta à 117,66 \$ en Nouvelle-Écosse.
- ◆ En 1996-1997, il en a coûté en moyenne 43 599 \$ pour garder un contrevenant en prison, ce qui représente une hausse de 3 % par rapport à l'année précédente.
- ◆ Les gouvernements provinciaux/territoriaux ont dépensé une moyenne de 40 168 \$ par année pour chaque personne détenue dans leurs établissements en 1996-1997, soit une hausse de 2 % par rapport à l'année précédente. Dans les pénitenciers fédéraux, le coût moyen par détenu a augmenté de 9 % pour se chiffrer à 48 468 \$.
- ◆ Après correction de l'inflation, les coûts moyens fédéraux ont augmenté de 3 % pendant la même période alors que les coûts provinciaux/territoriaux ont diminué de 0,10 %.

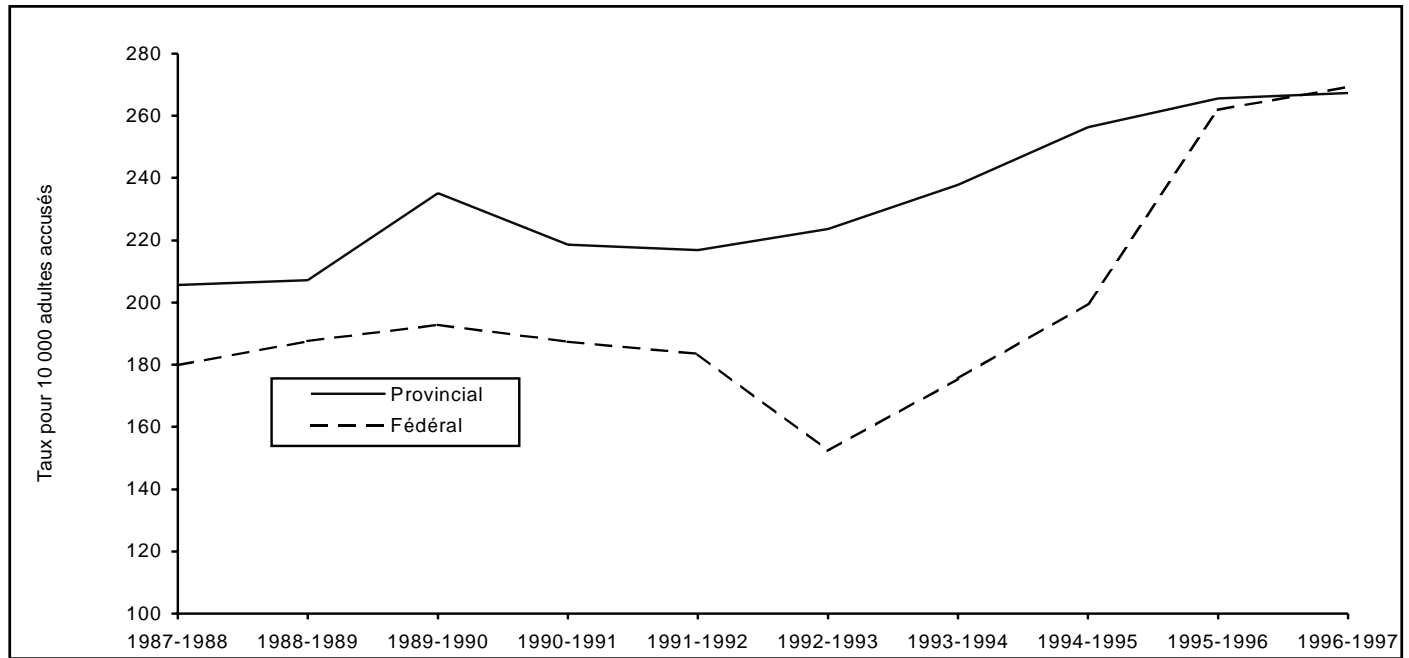
**FIGURE 3. COMPTE QUOTIDIENS MOYENS DE PERSONNES EN DÉTENTION ET SOUS SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE****FAITS SAILLANTS**

- ◆ Après avoir augmenté rapidement pendant près d'une décennie, la population carcérale adulte du Canada s'est stabilisée à partir de 1993-1994. En 1996-1997, quel que soit le jour donné, près de 152 000 adultes étaient incarcérés ou étaient sous une forme quelconque de surveillance communautaire, ce qui représente une diminution de près de 2 % par rapport à l'année précédente et correspondait à la troisième baisse annuelle consécutive. Près de huit personnes sur dix bénéficiaient d'une probation ou d'une libération conditionnelle. Malgré cette baisse, le nombre quotidien moyen de cas en 1996-1997 est demeuré de 38 % supérieur à ce qu'il était il y a une décennie. Cependant, il a baissé de 1,7 % depuis le sommet atteint en 1993-1994.
- ◆ En 1996-1997, il y avait en moyenne 117 683 adultes par mois qui étaient sous surveillance communautaire. Environ 84 % étaient en probation et le reste bénéficiait d'une libération conditionnelle ou d'une libération d'office, ce qui représente une diminution de 3 % par rapport à l'année précédente et correspondait à la troisième baisse annuelle consécutive.
- ◆ Entre 1988-1989 et 1992-1993, le nombre de cas relevant des services correctionnels communautaires a augmenté à un taux moyen de presque 5 % par année. Depuis 1993-1994, le nombre de contrevenants sous surveillance communautaire a diminué en moyenne de 2 % chaque année.
- ◆ En 1996-1997, un jour donné, environ 34 166 adultes se trouvaient derrière les barreaux au Canada, ce qui représente une hausse de seulement 381 personnes (1 %) par rapport à l'année précédente. À un moment donné, il y avait en moyenne 20 023 adultes dans un établissement provincial/territorial en 1996-1997, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à l'année précédente. Le nombre moyen de contrevenants dans les pénitenciers fédéraux a augmenté de presque 1 % pendant la même période, pour s'établir à 14 143.



**FIGURE 4. NOMBRE TOTAL D'ADMISSIONS MOYENNES EN DÉTENTION ET SOUS SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE****FAITS SAILLANTS**

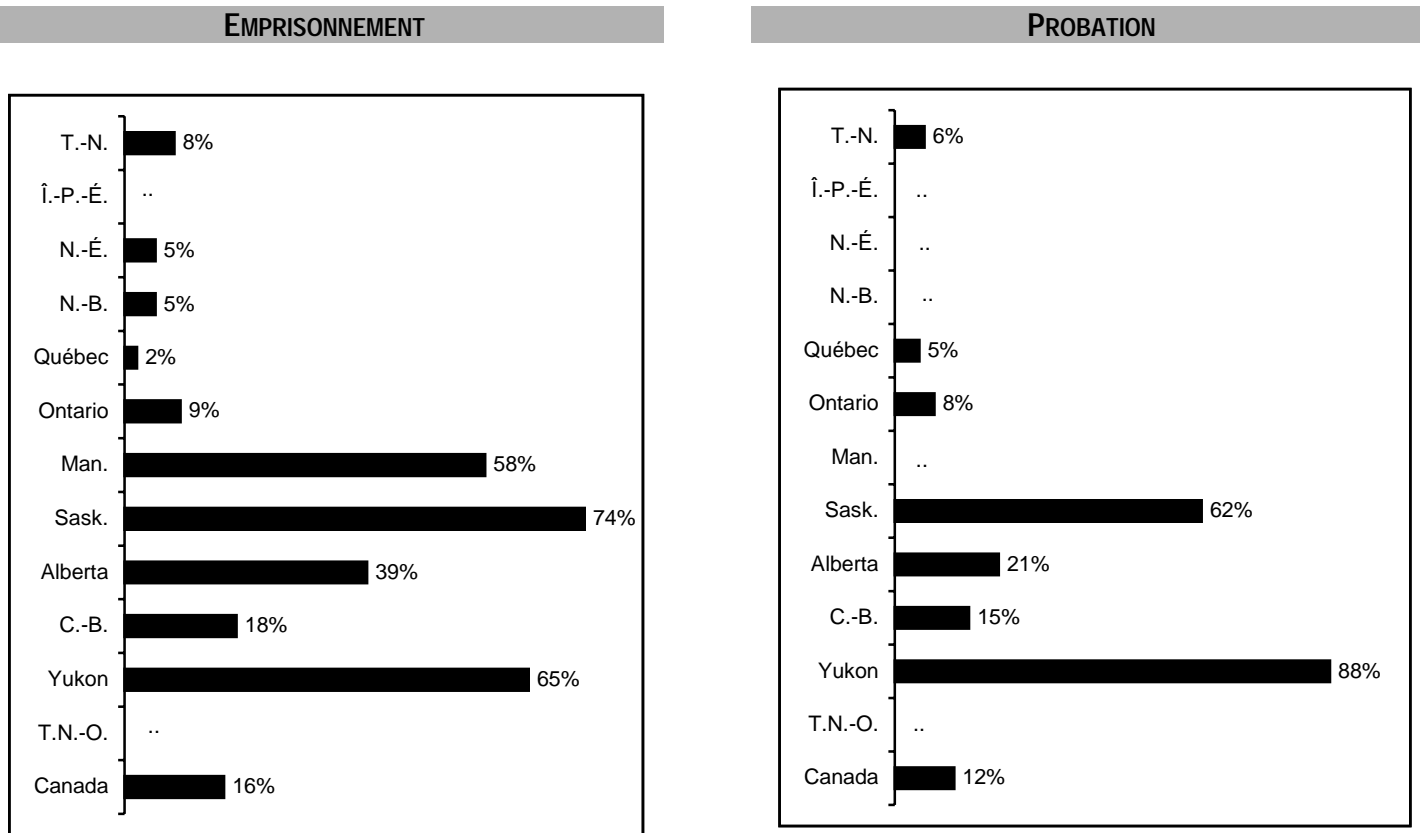
- ◆ En 1996-1997, 319 279 contrevenants ont été admis dans un établissement de détention ou se sont vu imposer une mesure communautaire comme la probation ou la libération conditionnelle, ce qui représente une baisse de 2 % par rapport à l'année précédente. La grande majorité (72 %) de ceux-ci ont été admis dans un établissement de détention (y compris les prévenus), le reste (28 %) étant des contrevenants sous surveillance communautaire.
- ◆ En 1996-1997, le nombre d'admissions dans un établissement de détention a été de 2 % inférieur à celui de l'année précédente et a représenté la quatrième baisse annuelle consécutive. Des baisses semblables ont été observées relativement au nombre de personnes purgeant des peines dans la collectivité. Malgré cette diminution générale, le nombre total d'admissions était toujours de 21 % supérieur à ce qu'il était il y a une décennie.
- ◆ Au cours des dix dernières années, l'augmentation la plus prononcée a été au nombre total d'admissions (16 %) entre 1990-1991 et 1991-1992. Le nombre d'admissions à la détention a augmenté de 15 % et les admissions aux programmes communautaires 18 %. Cette augmentation est semblable à celle observée au nombre d'infractions réelles au cours de la même période.
- ◆ Le séjour relativement bref dans les prisons provinciales/territoriales (31 jours) explique le nombre élevé d'admissions dans les établissements de détention. Au cours d'une année donnée, beaucoup de contrevenants peuvent être admis plus d'une fois dans un établissement parce qu'on purge des peines plus courtes dans le système provincial/territorial.
- ◆ En 1996-1997, le nombre d'admissions aux programmes communautaires a diminué dans la majorité des secteurs de compétence. Trois provinces seulement, le Nouveau-Brunswick (6 %), la Colombie-Britannique (4 %) et la Saskatchewan (1 %), ont déclaré des augmentations. L'Île-du-Prince-Édouard (-16 %), Terre-Neuve (-12 %) et le Manitoba (-11%) viennent en tête des provinces/territoires qui ont fait état d'une diminution du nombre d'admissions aux programmes de surveillance communautaire.

**FIGURE 5. TAUX D'INCARCÉRATION<sup>1</sup> MOYEN SELON LES ADULTES ACCUSÉS, POUR LES CONTREVENANTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET FÉDÉRAUX**

<sup>1</sup> Le taux d'incarcération est basé sur le compte quotidien moyen des personnes condamnées.

#### FAITS SAILLANTS

- ◆ De nombreux facteurs peuvent influencer sur le taux d'incarcération au Canada, dont les modifications législatives, les méthodes utilisées par la police pour appliquer la loi, les méthodes de détermination de la peine et les politiques de libération anticipée.
- ◆ En 1996-1997, le taux d'incarcération dans les établissements fédéraux était de 269 par tranche de 10 000 adultes accusés, soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année précédente et de 50 % au cours de la dernière décennie. Le taux d'incarcération dans les établissements fédéraux a augmenté pour la quatrième année consécutive
- ◆ En dépit de la faible augmentation observée en 1996-1997 (+0,8 %), le taux d'incarcération dans les établissements provinciaux/territoriaux est demeuré de 30 % supérieur à ce qu'il était il y a une décennie et a augmenté tous les ans depuis 1991-1992.
- ◆ Quatre secteurs de compétence ont vu augmenter le taux d'incarcération de personnes condamnées en 1996-1997 : les Territoires-du-Nord-Ouest (+21 %) et l'Ontario, le Québec et le Yukon (+1 % chacun). Des baisses importantes sont survenues au Nouveau-Brunswick (-12 %), en Saskatchewan (-12 %) et en Alberta (-8 %).

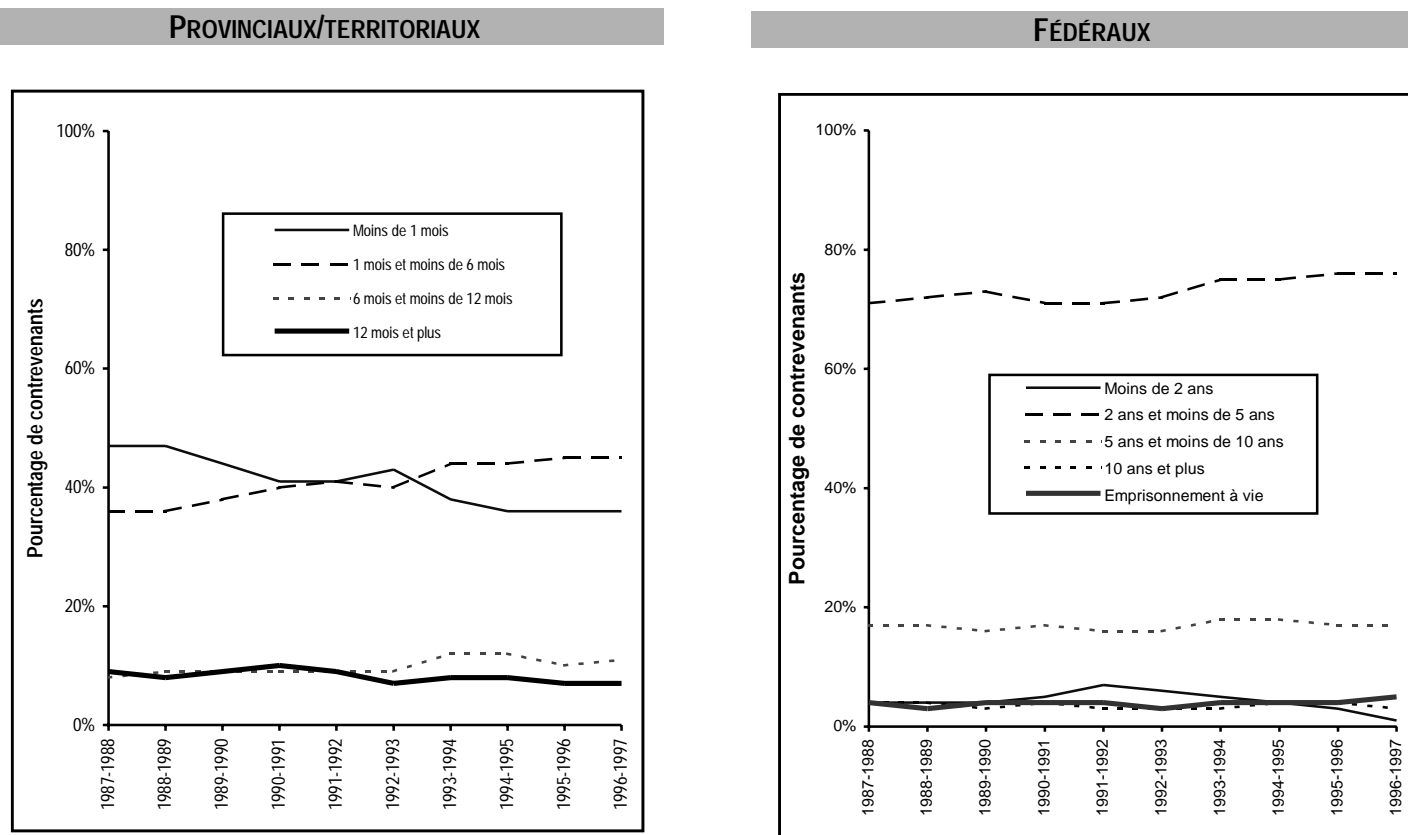
**FIGURE 6. POURCENTAGE DES CONTREVENANTS AUTOCHTONES CONDAMNÉS À L'INCARCÉRATION ET À LA PROBATION, 1996-1997****FAITS SAILLANTS**

- ◆ Si l'on considère leur population, les Autochtones étaient surreprésentés dans les établissements correctionnels. Bien qu'ils représentent 3 % de la population générale, ils comptaient pour 15 % des admissions dans les établissements de correction fédéraux en 1996-1997, soit une hausse par rapport au taux de 11 % obtenu cinq ans plus tôt. De même, les Autochtones ont été admis dans les établissements provinciaux/territoriaux dans une proportion de 16 % en 1996-1997. (On ne disposait pas des chiffres pour l'Île-du-Prince-Édouard et les Territoires du Nord-Ouest).
- ◆ Comme dans le passé, les statistiques sur les admissions dans les établissements de détention de certaines provinces révèlent des pourcentages élevés de contrevenants Autochtones. Ces derniers comptaient pour 74 % des admissions en Saskatchewan, 65 % au Yukon, 58 % au Manitoba et 39 % en Alberta. Par contraste, les Autochtones composaient 11 % de la population en Saskatchewan, 29 % au Yukon, 12 % au Manitoba et 5 % en Alberta. Dans l'ensemble, la proportion des contrevenants Autochtones qui ont été admis dans les

établissements provinciaux/territoriaux est demeurée assez stable au cours des cinq dernières années.

- ◆ En 1996-1997, 12 % de l'ensemble des personnes admises à la probation provinciale/territoriale étaient d'origine Autochtone, soit une baisse par rapport au taux de 14 % obtenu l'année précédente. Il incombe aux systèmes provinciaux et territoriaux d'administrer les mesures communautaires comme la probation. À l'instar des admissions de personnes condamnées, on trouve le pourcentage le plus élevé d'admission d'Autochtones à la probation en Saskatchewan (62 %), en Alberta (21 %), en Colombie-Britannique (15 %) et au Yukon (88 %). (On ne disposait pas des chiffres pour l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et les Territoires-du-Nord-Ouest).

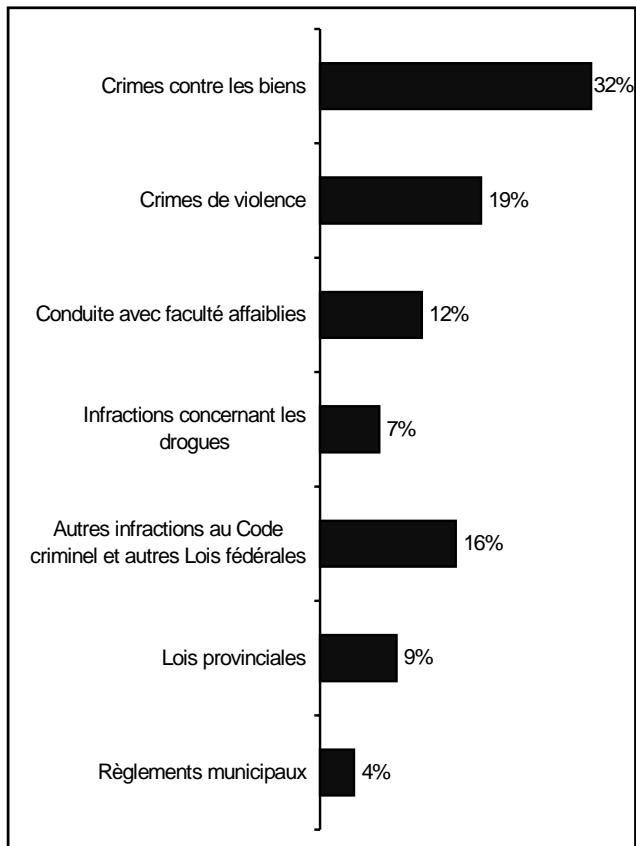
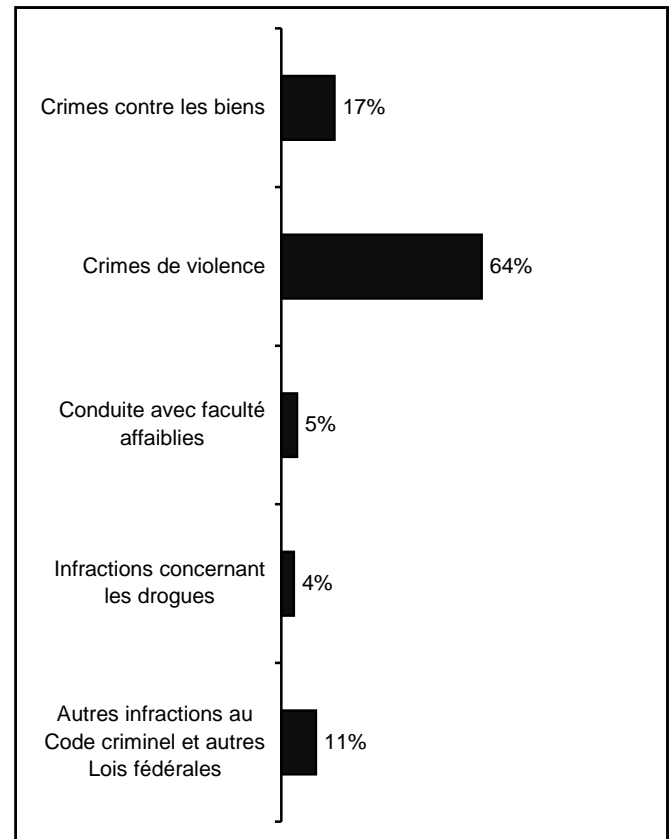
FIGURE 7. DURÉE MOYENNE DE LA PEINE TOTALE DES CONTREVENANTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET FÉDÉRAUX



## FAITS SAILLANT

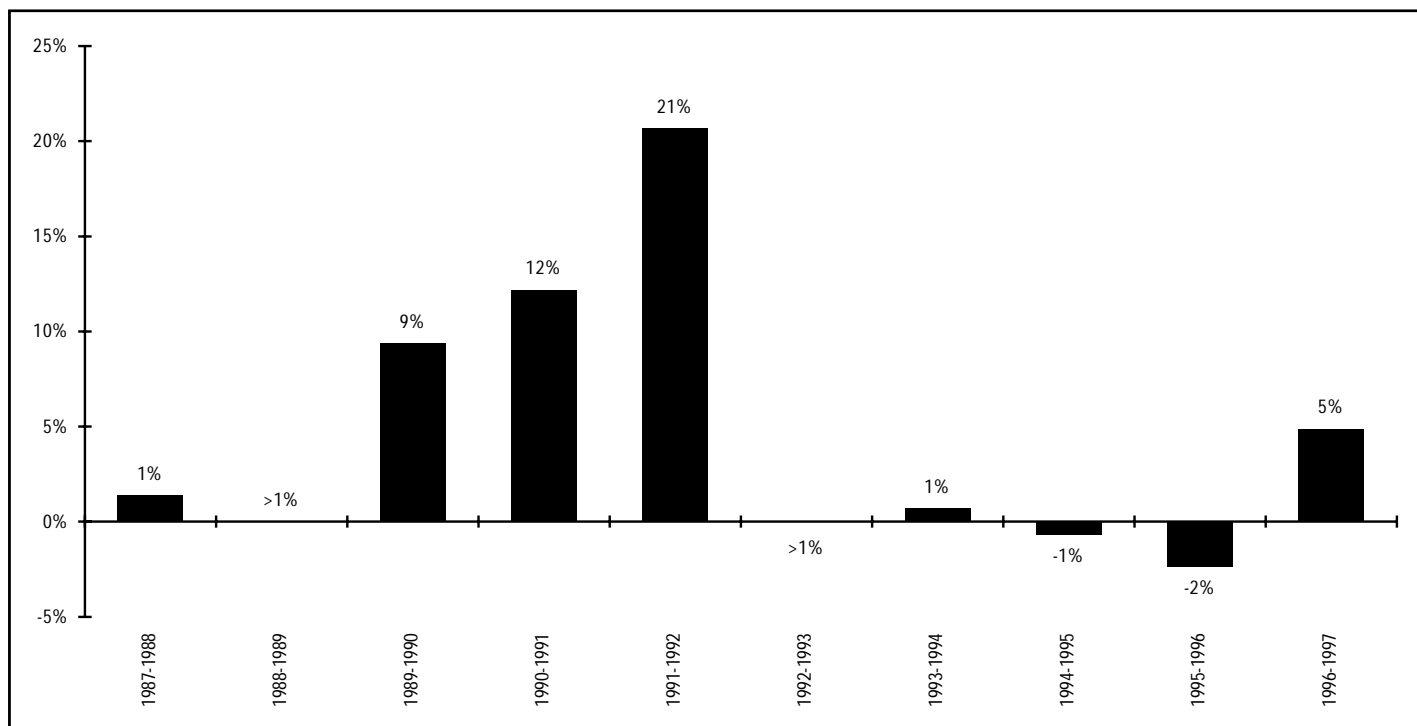
- ◆ L'incarcération dans les établissements provinciaux/territoriaux est généralement brève. En 1996-1997, les peines de moins d'un mois comptaient pour 37 % de toutes les admissions dans un établissement de détention provincial/territorial alors que les peines d'un mois à six mois correspondaient à 45 % des admissions.
- ◆ La tendance observée à long terme montre que la grande majorité des contrevenants provinciaux/territoriaux purgent des peines de moins de six mois. Conformément à cette tendance, 82 % de l'ensemble des admissions dans un établissement de détention provincial/territorial en 1996-1997 se rapportait à des peines de six mois ou moins.
- ◆ Entre les différents secteurs de compétence, il existe un écart considérable dans la longueur des peines. Le pourcentage des admissions d'une durée de moins d'un mois dans un établissement variait de 18 % au Manitoba à 71 % à l'Île-du-Prince-Édouard. La proportion des admissions de personnes condamnées à une peine de plus d'un an variait de 1 % à l'Île-du-Prince-Édouard à 14 % en Nouvelle-Écosse.
- ◆ La durée médiane<sup>2</sup> des peines purgées dans un établissement de détention provincial/territorial a été de 31 jours en 1996-1997. La situation a peu changé au cours des dix dernières années.
- ◆ La durée des peines fédérales est restée assez constante au cours de la dernière décennie. Les peines de moins de cinq ans représentent en moyenne 76 % de l'ensemble des admissions au cours de cette période. Le deuxième groupe le plus important, soit les peines de 5 à 10 ans, compte en moyenne pour 17 % de l'ensemble des admissions pour la décennie.
- ◆ En 1996-1997, la durée moyenne des peines (à l'exclusion des peines d'emprisonnement à perpétuité) pour les contrevenants purgeant une peine fédérale était de 43 mois, modèle qui a peu changé au cours des dernières années.
- ◆ Il convient également de souligner que bien qu'il demeure peu élevé, le pourcentage de contrevenants condamnés à des peines d'emprisonnement à perpétuité continue d'augmenter. Les admissions pour des peines d'emprisonnement à perpétuité sont passées de 3 % en 1992-1993 à 5 % en 1996-1997.

<sup>2</sup> La médiane est la valeur centrale d'une série de valeurs rangées par ordre de grandeur, la moitié des observations ayant une valeur égale ou inférieure à la médiane et l'autre moitié, une valeur égale ou supérieure à la médiane.

**FIGURE 8. INFRACTIONS COMMISES PAR LES CONTREVENANTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX ET FÉDÉRAUX, SELON CERTAINES CATÉGORIES D'INFRACTIONS****CONTREVENANTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX****CONTREVENANTS FÉDÉRAUX****FAITS SAILLANT**

- ◆ Les crimes contre les biens continuent de représenter le pourcentage le plus élevé d'admissions dans les établissements de détention provinciaux/territoriaux. Près du tiers des admissions dans ces établissements et de 17 % des admissions dans les pénitenciers fédéraux concernent des contrevenants reconnus coupables de crimes contre les biens.<sup>3</sup>
- ◆ Les contrevenants admis dans un établissement parce qu'ils ont commis un crime violent comptaient pour 19 % de l'ensemble des admissions dans les établissements provinciaux/territoriaux et 64 % de l'ensemble des admissions dans les pénitenciers fédéraux.
- ◆ Il convient de faire remarquer que les infractions liées à la conduite avec facultés affaiblies ont compté pour un grand nombre d'admissions dans les établissements de détention provinciaux/territoriaux (12%). En ce qui concerne le Canada dans son ensemble, plus de 15 000 personnes ont été admises dans un établissement de détention provincial/territorial pour conduite avec facultés affaiblies en 1996-1997 (12 % de l'ensemble des admissions).

<sup>3</sup> Quand les contrevenants sont incarcérés pour plus d'une infraction, l'infraction la plus grave est déclarée.

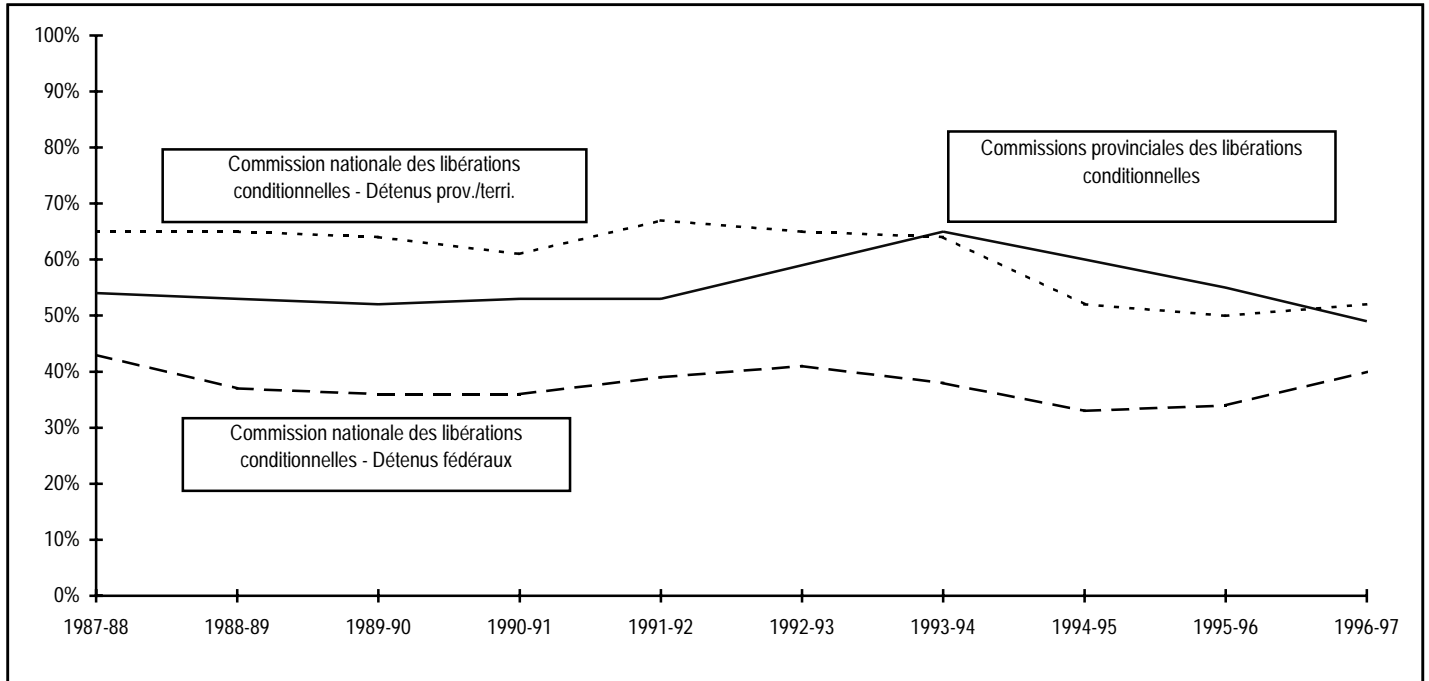
**FIGURE 9. ÉCART EN POURCENTAGE DU NOMBRE D'ADMISSIONS À LA PROBATION**

**Note :** Comme on ne disposait pas du nombre d'admissions à la probation en Nouvelle-Écosse et dans les Territoires-du-Nord-Ouest en 1996-1997, ces chiffres ne sont pas inclus dans les comparaisons entre les années.

### FAITS SAILLANT

- ◆ En 1996-1997, le nombre d'admissions à la probation a été de 76 819, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente et de 54 % comparativement à il y a une décennie.
- ◆ Bien que le nombre total d'admissions ait augmenté, ce taux variait considérablement dans l'ensemble du pays. Entre les provinces, les admissions à la probation exprimées selon un taux par tranche de 10 000 adultes accusés a varié de 627 au Québec à 3 544 à l'Île-du-Prince-Édouard. La moyenne nationale a été de 1 463 par tranche de 10 000 adultes accusés d'une infraction criminelle.
- ◆ Seulement deux secteurs de compétence ont connu une diminution du taux d'admissions à la probation au cours de la dernière année : le Nouveau-Brunswick (-3 %) et la Saskatchewan (-12 %).
- ◆ La période de probation la plus souvent imposée a été de 12 mois. Dans deux provinces, la durée médiane de probation dépassait nettement le niveau national : Québec (24 mois) et Terre-Neuve (19 mois).
- ◆ Dans l'ensemble, 40 % des contrevenants qui ont reçu une peine de probation ont été reconnus coupables d'un crime violent, 33 % d'un crime contre les biens et 6 % de conduite avec facultés affaiblies. Un nombre important d'entre eux ont reçu une autre peine (p. ex., une peine d'emprisonnement en plus de la durée de probation).
- ◆ Le profil des personnes condamnées à une période de probation était très semblable à celui des personnes incarcérées. L'âge médian était de 31 ans et 12 % des probationnaires étaient des Autochtones. Cependant, chez les femmes, le pourcentage de probationnaires était plus élevé que le pourcentage d'admissions dans les prisons provinciales/territoriales (16 % comparativement à 9 %). Ce résultat tient au fait que les femmes sont généralement reconnues coupables d'infractions moins graves, ce qui donne habituellement lieu à une sanction moins sévère (comme la probation) que l'emprisonnement.

FIGURE 10. TAUX D'OCTROI DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES

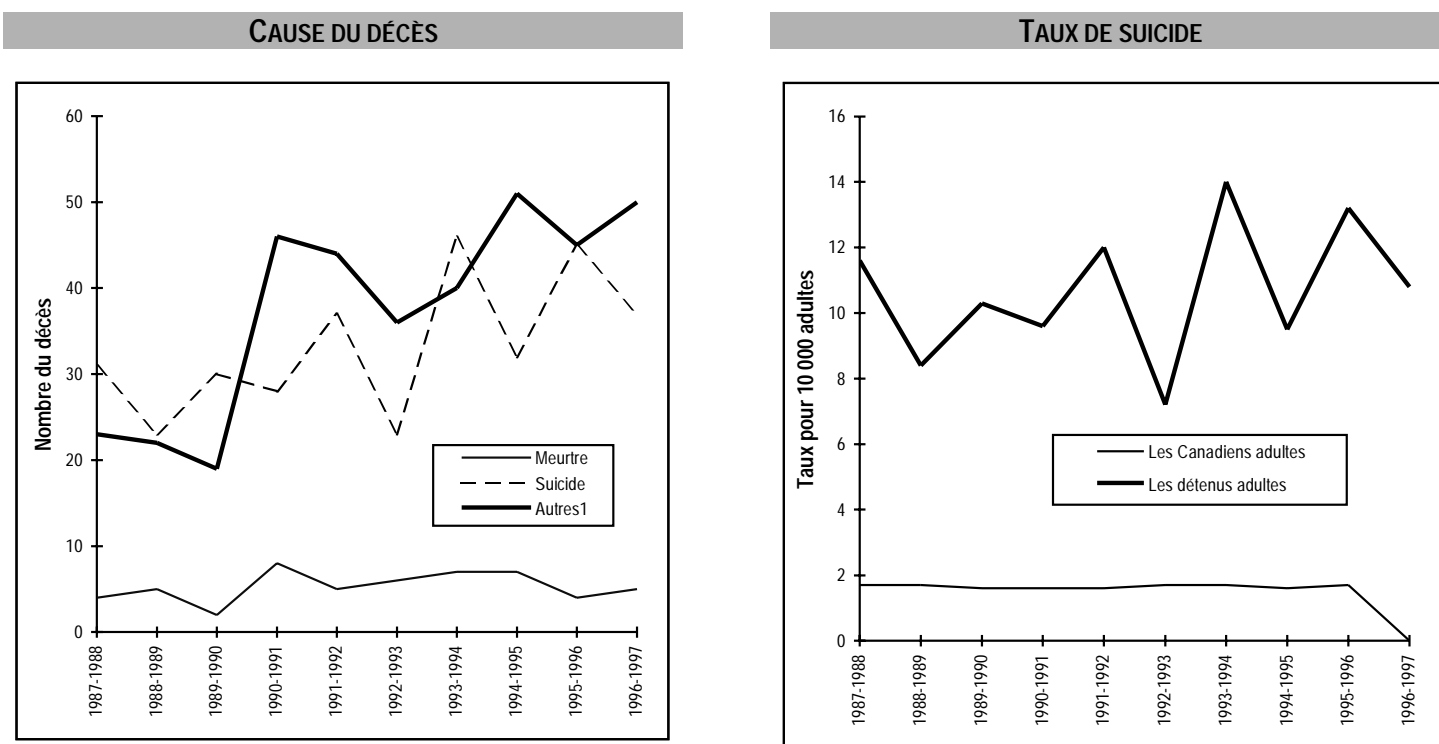


## FAITS SAILLANT

- ◆ Différents ordres d'administration se partagent la responsabilité des services de libération conditionnelle. Trois provinces (le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique) ont des commissions de libérations conditionnelles qui sont chargées de tous les détenus dans les institutions provinciales. La Commission nationale des libérations conditionnelles est chargée de tous les contrevenants purgeant une peine de deux ans ou plus ainsi que les contrevenants purgeant une peine dans un établissement de correction provincial ou territorial où il n'existe pas de commission provinciale de libérations conditionnelles.
- ◆ Pour la troisième année consécutive, les taux d'octroi de la libération conditionnelle totale sont en baisse. En 1996-1997, le taux provincial d'octroi était de 49 %, soit une baisse comparativement au taux de 55 % observé en 1995-1996 et de 65 % en 1993-1994<sup>4</sup>.
- ◆ Par contraste, le taux d'octroi de la libération conditionnelle aux détenus fédéraux a augmenté au cours des dernières années. En 1996-1997, 40 % des demandes de libération conditionnelle totale déposées auprès de la Commission nationale des libérations conditionnelles par les détenus fédéraux ont été acceptées, ce qui représente une augmentation par rapport au taux de 34 % obtenu l'année précédente.
- ◆ Le taux d'octroi de la libération conditionnelle aux détenus provinciaux/territoriaux a diminué au cours des trois dernières années. La Commission nationale des libérations conditionnelles a octroyé la libération dans 52% des cas, ce qui représente une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente.
- ◆ À l'instar des années précédentes, les commissions provinciales de libérations conditionnelles varient considérablement pour ce qui est du taux provincial d'octroi de la libération conditionnelle. Par exemple, en 1996-1997, ce taux était de 35 % en Ontario comparativement à 65 % au Québec. On a constaté la même différence les années précédentes. Le taux moyen quinquennal (1992-1993 à 1996-1997) du Québec est de 70 % comparativement à 48 % en Ontario. Toutefois, le taux d'octroi plus élevé au Québec était assorti d'un taux de succès un peu plus faible que celui de l'Ontario (73 % contre 85 %).

<sup>4</sup> Comme le taux d'octroi de la libération conditionnelle de 1996-1997 n'était pas disponible pour la Colombie-Britannique, il a été exclu des comparaisons avec les années précédentes. En 1995-1996, ce taux était de 48 % en Colombie-Britannique.

FIGURE 11. CAUSE DE DÉCÈS AU SEIN DE LA POPULATION CARCÉRALE PROVINCIALE/TERRITORIALE ET FÉDÉRALE



<sup>1</sup> Par «autres» décès, on entend les décès attribuables à des causes naturelles, à des interventions légales, etc.

### FAITS SAILLANTS

- ◆ En 1996-1997, 92 détenus sont décédés dans les établissements de détention au Canada. De ce nombre, 44 appartenait à la population carcérale provinciale/territoriale et 48 à la population carcérale fédérale.
- ◆ Le suicide est toujours la cause de décès la plus fréquente en milieu carcéral; il compte pour 27 des décès de détenus sous responsabilité provinciale/territoriale et 10 des décès de détenus sous responsabilité fédérale.
- ◆ Le nombre de suicides rapportés dans les établissements fédéraux a diminué (il était de 17 en 1995-1996) et il est le plus bas qu'on ait enregistré en une décennie. Par contraste, bien qu'il ait régressé par rapport à l'année précédente, le nombre de suicides déclarés dans les établissements provinciaux/territoriaux en 1996-1997 était le deuxième plus élevé en une décennie.
- ◆ En 1996-1997, il s'est produit cinq meurtres dans les prisons canadiennes; un dans un établissement provincial et quatre dans le système fédéral.
- ◆ Considéré en fonction d'un taux par 10 000 adultes, le taux de suicides observé dans la population carcérale en 1996-1997 est six fois plus élevé que celui que l'on constate dans la population canadienne adulte (10,8 et 1,7 respectivement).



## PROFIL DÉMOGRAPHIQUE

**TABLEAU 1. ESTIMATIONS DE LA POPULATION, CANADA ET LES PROVINCES, 1994 À 1996**

Province	Sexe	Population adulte			Population totale		
		1994	1995	1996	1994	1995	1996
Milliers							
Terre-Neuve	T.	433,5	433,7	432,3	581,3	576,7	570,7
	M.	216,5	216,2	214,7	291,8	289,0	285,2
	F.	217,0	217,5	217,6	289,5	287,7	285,5
Île-du-Prince-Édouard	T.	99,2	100,4	102,1	134,6	135,6	137,3
	M.	48,4	48,9	49,6	66,5	67,0	67,7
	F.	50,8	51,5	52,5	68,1	68,6	69,6
Nouvelle-Écosse	T.	711,2	716,0	721,5	933,8	937,8	942,8
	M.	347,3	349,1	351,2	460,9	462,3	464,3
	F.	363,9	366,9	370,3	472,9	475,5	478,5
Nouveau-Brunswick	T.	575,0	579,9	584,1	757,7	760,2	762,5
	M.	282,0	284,3	286,1	375,5	376,5	377,3
	F.	293,0	295,6	298,0	382,2	383,7	385,2
Québec	T.	5 581,0	5 640,6	5 696,4	7 288,8	7 343,3	7 389,2
	M.	2 718,5	2 748,7	2 776,7	3 592,6	3 620,0	3 642,6
	F.	2 862,5	2 891,9	2 919,7	3 696,2	3 723,3	3 746,6
Ontario	T.	8 307,5	8 436,7	8 560,8	10 937,1	11 097,4	11 252,4
	M.	4 057,8	4 121,8	4 181,4	5 404,7	5 485,1	5 560,5
	F.	4 249,7	4 314,9	4 379,4	5 532,4	5 612,3	5 691,9
Manitoba	T.	837,6	843,9	849,6	1 129,4	1 136,8	1 143,5
	M.	410,8	413,9	416,5	560,3	564,0	567,4
	F.	426,8	430,0	433,1	569,1	572,8	576,1
Saskatchewan	T.	730,4	735,8	741,9	1 012,2	1 016,6	1 022,5
	M.	359,4	361,6	364,3	503,6	505,4	507,8
	F.	371,0	374,2	377,6	508,6	511,2	514,7
Alberta	T.	1 977,3	2 010,4	2 044,3	2 715,6	2 752,1	2 789,6
	M.	989,0	1 005,5	1 022,5	1 367,4	1 385,9	1 404,6
	F.	988,3	1 004,9	1 021,8	1 348,2	1 366,2	1 385,0
Colombie-Britannique	T.	2 808,2	2 884,2	2 960,7	3 670,8	3 762,9	3 855,1
	M.	1 383,9	1 421,4	1 459,1	1 825,1	1 871,0	1 916,8
	F.	1 424,3	1 462,8	1 501,6	1 845,7	1 891,9	1 938,3
Yukon	T.	21,3	21,8	22,6	29,6	30,3	31,4
	M.	10,9	11,2	11,6	15,2	15,5	16,1
	F.	10,4	10,6	11,0	14,4	14,8	15,3
Territoires du Nord-Ouest	T.	40,5	41,3	41,8	64,8	65,9	66,5
	M.	21,3	21,7	21,9	33,7	34,3	34,6
	F.	19,2	19,6	19,9	31,1	31,6	31,9
CANADA	T.	22 122,7	22 444,7	22 758,1	29 255,7	29 615,6	29 963,5
	M.	10 845,8	11 004,3	11 155,6	14 497,3	14 676,0	14 844,9
	F.	11 276,9	11 440,4	11 602,5	14 758,4	14 939,6	15 118,6

Source : Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie (estimations postcensitaires mises à jour de 1994 et 1995, et estimations postcensitaires provisoires de 1996).

**TABLEAU 2. RÉPARTITION DE LA POPULATION ADULTE, SELON LA PROVINCE, L'ÂGE ET LE SEXE, 1996**

Province	Sexe	Âge									Total
		18	19	20 - 24	25 - 29	30 - 34	35 - 39	40 - 44	45 - 49	50 ans et plus	
Milliers											
Terre-Neuve	T.	8,9	9,0	46,6	45,3	47,1	48,1	47,0	42,6	137,9	432,5
	M.	4,5	4,5	23,8	23,1	23,5	24,0	23,5	21,5	66,4	214,8
	F.	4,4	4,5	22,8	22,2	23,6	24,1	23,5	21,1	71,5	217,7
Île-du-Prince-Édouard	T.	2,0	2,1	9,8	9,8	10,9	11,0	9,9	9,8	36,8	102,1
	M.	1,0	1,0	5,0	4,9	5,3	5,4	5,0	5,0	17,0	49,6
	F.	1,0	1,1	4,8	4,9	5,6	5,6	4,9	4,8	19,8	52,5
Nouvelle-Écosse	T.	12,6	12,8	66,5	68,7	80,6	82,0	73,7	69,3	255,3	721,5
	M.	6,4	6,5	33,9	35,1	40,6	40,5	36,1	34,8	117,3	351,2
	F.	6,2	6,3	32,6	33,6	40,0	41,5	37,6	34,5	138,0	370,3
Nouveau-Brunswick	T.	10,5	11,1	56,9	57,0	64,6	64,6	61,1	56,9	202,1	584,8
	M.	5,3	5,7	28,9	28,9	32,6	32,3	30,3	28,8	93,2	286,0
	F.	5,2	5,4	28,0	28,1	32,0	32,3	30,8	28,1	108,9	298,8
Québec	T.	99,0	99,7	478,7	519,7	643,2	675,4	609,9	553,5	2 017,2	5 696,3
	M.	50,9	50,8	243,8	265,0	328,4	340,8	305,4	277,0	914,5	2 776,6
	F.	48,1	48,9	234,9	254,7	314,8	334,6	304,5	276,5	1 102,7	2 919,7
Ontario	T.	142,5	144,0	757,6	858,2	1 023,4	996,7	874,7	804,5	2 959,3	8 560,9
	M.	73,2	73,6	383,7	429,0	518,2	502,1	432,8	401,0	1 367,8	4 181,4
	F.	69,3	70,4	373,9	429,2	505,2	494,6	441,9	403,5	1 591,5	4 379,5
Manitoba	T.	15,7	15,6	81,0	81,5	93,9	94,4	85,3	75,9	306,5	849,8
	M.	7,9	7,8	41,7	41,5	47,9	48,2	42,7	38,4	140,5	416,6
	F.	7,8	7,8	39,3	40,0	46,0	46,2	42,6	37,5	166,0	433,2
Saskatchewan	T.	14,8	14,8	70,0	64,3	77,6	82,8	75,6	62,9	279,0	741,8
	M.	7,7	7,6	35,6	32,0	38,5	42,0	38,8	32,3	129,7	364,2
	F.	7,1	7,2	34,4	32,3	39,1	40,8	36,8	30,6	149,3	377,6
Alberta	T.	38,3	38,7	197,1	216,0	249,2	263,7	230,9	190,4	620,1	2 044,4
	M.	19,7	19,7	100,8	109,5	127,1	134,8	117,8	97,1	296,0	1 022,5
	F.	18,6	19,0	96,3	106,5	122,1	128,9	113,1	93,3	324,1	1 021,9
Colombie-Britannique	T.	48,9	49,8	264,5	294,3	330,7	338,8	311,8	287,6	1 034,5	2 960,9
	M.	25,2	25,6	132,5	148,0	166,7	169,2	155,4	145,6	490,9	1 459,1
	F.	23,7	24,2	132,0	146,3	164,0	169,6	156,4	142,0	543,6	1 501,8
Yukon	T.	0,4	0,4	2,2	2,4	3,3	3,3	3,0	2,6	5,0	22,6
	M.	0,2	0,2	1,1	1,2	1,7	1,6	1,5	1,3	2,9	11,7
	F.	0,2	0,2	1,1	1,2	1,6	1,7	1,5	1,3	2,1	10,9
Territoires du Nord-Ouest	T.	1,0	1,1	5,4	6,2	6,7	5,6	4,5	3,7	7,3	41,5
	M.	0,5	0,5	2,7	3,2	3,5	2,9	2,4	2,1	3,9	21,7
	F.	0,5	0,6	2,7	3,0	3,2	2,7	2,1	1,6	3,4	19,8
CANADA	T.	394,6	399,1	2 036,3	2 223,4	2 631,2	2 666,4	2 387,4	2 159,7	7 861,0	22 759,1
	M.	202,5	203,5	1 033,5	1 121,4	1 334,0	1 343,8	1 191,7	1 084,9	3 640,1	11 155,4
	F.	192,1	195,6	1 002,8	1 102,0	1 297,2	1 322,6	1 195,7	1 074,8	4 220,9	11 603,7

Nota : En raison de l'arrondissement, ces chiffres ne correspondent pas exactement aux chiffres du tableau 1.

Source : Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

**TABLEAU 3. INFRACTIONS RÉELLES DÉCLARÉES PAR LA POLICE<sup>1</sup>, SELON CERTAINES CATÉGORIES D'INFRACTIONS**

Province	Année	Code criminel				Lois fédérales		Nombre total d'infractions <sup>4</sup>
		Crimes de violence	Crimes contre les biens	Conduite avec facultés affaiblies <sup>2</sup>	Autres <sup>3</sup>	Infractions concernant les drogues	Autres	
Terre-Neuve	1994	6 417	14 955	2 283	11 065	852	509	36 081
	1995	6 108	13 980	1 897	10 868	1 027	520	34 400
	1996	5 531	15 425	1 993	12 872	904	498	37 223
Île-du-Prince-Édouard	1994	1 029	4 591	646	3 821	246	150	10 483
	1995	1 019	4 939	696	3 779	262	151	10 846
	1996	1 118	4 813	788	4 316	320	278	11 633
Nouvelle-Écosse	1994	10 187	37 915	3 829	28 470	2 055	1 393	83 849
	1995	10 238	37 738	3 339	27 118	1 833	1 047	81 313
	1996	10 548	37 880	2 895	30 311	1 910	1 099	84 643
Nouveau-Brunswick	1994	7 100	24 766	4 224	19 825	1 238	1 615	58 768
	1995	6 928	25 171	3 709	20 115	1 550	1 481	58 954
	1996	6 903	25 174	3 365	18 873	1 670	1 222	57 207
Québec	1994	53 117	317 564	23 373	126 188	11 789	5 317	537 348
	1995	49 703	317 001	24 220	144 879	12 389	4 454	552 646
	1996	48 391	331 742	21 584	130 242	14 149	3 286	549 394
Ontario	1994	108 574	532 505	27 154	291 308	18 325	12 073	989 939
	1995	105 447	549 456	26 391	284 265	18 877	11 978	996 414
	1996	101 413	527 119	26 256	265 292	20 198	8 632	948 910
Manitoba	1994	18 103	71 565	4 782	42 310	1 682	2 763	141 205
	1995	17 122	66 185	4 603	41 927	1 792	2 010	133 639
	1996	16 897	63 779	4 110	40 491	1 880	3 579	130 736
Saskatchewan	1994	12 275	59 127	9 103	36 871	2 042	2 844	122 262
	1995	13 047	62 242	9 367	38 980	1 769	2 517	127 922
	1996	13 563	64 323	9 406	41 075	2 051	2 698	133 116
Alberta	1994	28 516	147 101	17 603	78 470	5 398	3 444	280 532
	1995	27 450	142 224	14 395	77 752	4 921	3 223	269 965
	1996	27 938	141 120	13 700	79 238	5 177	3 288	270 461
Colombie-Britannique	1994	53 699	307 571	12 775	156 212	16 409	9 810	556 476
	1995	53 300	323 747	11 467	146 359	16 651	8 296	559 820
	1996	54 784	336 869	10 793	144 894	16 174	6 462	569 976
Yukon	1994	817	2 555	561	2 384	182	100	6 599
	1995	997	2 761	399	2 334	188	132	6 811
	1996	1 000	2 615	315	2 686	196	84	6 896
Territoires du Nord-Ouest	1994	3 564	4 716	646	7 577	376	474	17 353
	1995	3 345	5 048	591	7 486	401	224	17 095
	1996	3 351	4 941	672	6 621	477	239	16 301
CANADA	1994	303 398	1 524 931	106 979	804 501	60 594	40 492	2 840 895
	1995	294 704	1 550 492	101 074	805 862	61 660	36 033	2 849 825
	1996	291 437	1 555 800	95 877	776 911	65 106	31 365	2 816 496

Voir les notes à la fin du document.

Source : Enquête sur la déclaration uniforme de la criminalité, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique.

**TABLEAU 4. ADULTES ACCUSÉS PAR LA POLICE<sup>1</sup>, SELON CERTAINES CATÉGORIES D'INFRACTIONS**

Province	Année	Code criminel				Lois fédérales		Nombre total d'infractions <sup>4</sup>
		Crimes de violence	Crimes contre les biens	Conduite avec facultés affaiblies <sup>2</sup>	Autres <sup>3</sup>	Infractions concernant les drogues	Autres	
Terre-Neuve	1994	2 411	2 858	1 754	1 760	478	171	9 432
	1995	1 961	2 901	1 333	1 558	687	151	8 591
	1996	1 778	2 751	1 191	1 723	503	111	8 057
Île-du-Prince-Édouard	1994	380	675	509	395	111	62	2 132
	1995	316	680	554	372	107	55	2 084
	1996	339	503	538	378	132	60	1 950
Nouvelle-Écosse	1994	3 401	5 577	3 279	4 315	1 233	223	18 028
	1995	3 173	4 958	2 816	3 324	1 034	189	15 494
	1996	3 582	5 126	2 444	4 177	1 098	167	16 594
Nouveau-Brunswick	1994	2 367	3 457	3 164	2 965	572	272	12 797
	1995	2 137	3 250	2 725	2 729	766	248	11 855
	1996	2 155	3 756	2 635	2 753	779	164	12 242
Québec	1994	23 625	37 270	20 668	28 963	8 392	1 540	120 458
	1995	21 406	34 895	21 303	28 917	8 707	1 446	116 674
	1996	20 724	36 702	19 098	27 468	8 809	1 427	114 228
Ontario	1994	46 217	50 636	25 520	53 464	14 097	4 448	194 382
	1995	43 514	50 262	24 784	52 212	13 369	3 677	187 818
	1996	39 445	48 073	24 686	48 662	14 033	2 429	177 328
Manitoba	1994	9 533	6 702	3 552	6 462	1 069	760	28 078
	1995	8 699	6 981	3 454	6 308	1 132	339	26 913
	1996	8 437	6 449	3 082	5 794	1 167	346	25 275
Saskatchewan	1994	5 287	8 179	5 524	8 761	1 028	533	29 312
	1995	5 412	8 031	5 670	9 124	1 105	707	30 049
	1996	5 410	7 917	5 552	9 637	1 439	651	30 606
Alberta	1994	11 484	20 306	12 963	15 555	3 957	368	64 633
	1995	10 659	18 701	10 600	13 750	3 352	431	57 493
	1996	11 189	18 608	10 311	14 458	3 240	587	58 393
Colombie-Britannique	1994	18 921	25 250	10 087	11 384	7 586	874	74 102
	1995	18 128	27 323	8 916	12 833	7 093	598	74 891
	1996	18 796	28 745	8 767	12 497	6 904	511	76 220
Yukon	1994	342	218	495	306	111	2	1 474
	1995	433	231	326	271	128	7	1 396
	1996	361	179	253	284	79	5	1 161
Territoires du Nord-Ouest	1994	1 395	763	323	789	237	43	3 550 r
	1995	1 291	659	311	712	198	48	3 219
	1996	1 239	536	337	623	226	15	2 976
CANADA	1994	125 363	161 891	87 838	135 119	38 871	9 296	558 378 r
	1995	117 129	158 872	82 792	132 110	37 678	7 896	536 477
	1996	113 455	159 345	78 894	128 454	38 409	6 473	525 030

Voir les notes à la fin du document.

Source : Enquête sur la déclaration uniforme de la criminalité, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique.



## PROFIL PROVINCIAL/TERRITORIAL





**TABLEAU 5. ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION PROVINCIAUX/TERRITORIAUX EN ACTIVITÉ À LA FIN DE L'ANNÉE, 1996-1997****TERRE-NEUVE**

Bishop's Falls Correctional Centre  
 Corner Brook Detention Centre  
 Her Majesty's Penitentiary  
 Labrador Correctional Centre  
 Newfoundland/Labrador CC for Women  
 Salmonier Correctional Institution  
 St. John's Pre-Trial Detention Centre  
 West Coast Correctional Centre

**ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**

Prince Correctional Centre  
 Provincial Correctional Centre

**NOUVELLE-ÉCOSSE**

Antigonish Correctional Centre  
 Cape Breton Correctional Centre  
 Colchester Correctional Centre  
 Cumberland Correctional Centre  
 Guysborough Correctional Centre  
 Halifax Correctional Centre  
 Kings Correctional Centre  
 Lunenburg Correctional Centre  
 Yarmouth Correctional Centre

**NOUVEAU-BRUNSWICK**

Barthurst Day Detention Centre  
 Dalhousie Provincial Jail  
 Dorchester Provincial Jail  
 Madawaska Regional Correctional Centre  
 Moncton Detention Centre  
 New Brunswick Central Reformatory  
 Saint John Regional Correctional Centre  
 Woodstock Provincial Jail

**QUÉBEC**

Centre de détention de Québec  
 Centre Viger  
 Établissement d'Amos  
 Établissement de Baie-Comeau  
 Établissement de détention de Montréal  
 Établissement de Chicoutimi  
 Établissement d'Havre-Aubert  
 Établissement de Hull  
 Établissement de New Carlisle  
 Établissement de Rimouski  
 Établissement de Rivière-des-Prairies  
 Établissement de Roberval  
 Établissement de St-Jérôme  
 Établissement de Sept-Îles  
 Établissement de Sherbrooke  
 Établissement de Sorel  
 Établissement de Trois-Rivières  
 Établissement de Valleyfield  
 Maison Tanguay

**ONTARIO**

Barrie Jail  
 Brantford Jail  
 Brockville Jail  
 Burtch Correctional Centre  
 Chatham Jail  
 Cobourg Jail  
 Cornwall Jail  
 Elgin-Middlesex Detention Centre  
 Fort Frances Jail  
 Guelph Correctional Centre  
 Haileybury Jail  
 Hamilton-Wentworth Detention Centre  
 Kenora Jail  
 Lindsay Jail  
 L'Original Jail  
 Maplehurst Correctional Centre  
 Maplehurst Detention Centre  
 Metro Toronto East Detention Centre  
 Metro Toronto West Detention Centre  
 Millbrook Correctional Centre  
 Mimico Correctional Centre  
 Mimico Detention Centre  
 Monteith Correctional Centre  
 Monteith Jail  
 Niagara Detention Centre  
 North Bay Jail  
 Northern Treatment Centre  
 Ontario Correctional Institute  
 Ottawa-Carleton Detention Centre  
 Owen Sound Jail  
 Parry Sound Jail  
 Pembroke Jail  
 Peterborough Jail  
 Quinte Detention Centre  
 Rideau Correctional and Treatment Centre  
 Samia Jail  
 Sault Ste. Marie Jail  
 Stratford Jail  
 Sudbury Jail  
 Thunder Bay Correctional Centre  
 Thunder Bay Jail  
 Toronto Jail  
 Vanier Centre for Women  
 Walkerton Jail  
 Waterloo Detention Centre  
 Wellington Detention Centre  
 Whitby Jail  
 Windsor Jail

**MANITOBA**

Brandon Correctional Institution  
 Dauphin Correctional Institution  
 Egg Lake Camp  
 Headingley Correctional Centre  
 Milner Ridge Correctional Centre  
 Portage Correctional Institution  
 Winnipeg emand Centre  
 The Pas Correctional Institution

**SASKATCHEWAN**

Battlefords Community Correctional Centre  
 Besnard Lake (admet les personnes directement)  
 Buffalo Narrows Community Correctional Centre  
 North Battleford Community Training Residence  
 Pine Grove Provincial Correctional Centre  
 Prince Albert Community Training Residence  
 Prince Albert Correctional Centre  
 Regina Community Training Residence #1  
 Regina Community Training Residence #2  
 Regina Provincial Correctional Centre  
 Saskatoon Community Training Residence  
 Saskatoon Provincial Correctional Centre

**ALBERTA**

Bow River Correctional Centre  
 Calgary Correctional Centre  
 Calgary Remand Centre  
 Edmonton Remand Centre  
 Fort Saskatchewan Correctional Centre  
 Lethbridge Correctional Centre  
 Medicine Hat Remand Centre  
 Peace River Correctional Centre  
 Red Deer Remand Centre

**COLOMBIE-BRITANNIQUE**

Alouette River Correctional Centre  
 Bear Creek Camp  
 Burnaby Correctional Centre for Women – milieu fermé  
 Burnaby Correctional Centre for Women – milieu ouvert  
 Chilliwack CCC  
 Ford Mountain Camp  
 Fraser Regional Correctional Centre  
 Hutda Lake Camp  
 Kamloops Regional Correctional Centre  
 Mount Thurston Camp  
 Nanaimo Correctional Centre  
 New Haven Camp  
 Prince George Regional Correctional Centre  
 Rayleigh Camp  
 Slave Lake Camp  
 Surrey Pre-Trial Services Centre  
 Terrace Community Correctional Centre  
 Vancouver Island Regional Correctional Centre  
 Vancouver Pre-Trial Services Centre

**YUKON**

Teslin Community Correctional Centre  
 Whitehorse Correctional Centre

**TERRITOIRES DU NORD-OUEST**

Baffin Correctional Centre  
 South Mackenzie Correctional Centre  
 Territorial Women's Correctional Centre  
 Yellowknife Correctional Centre

**TABLEAU 6. ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION PROVINCIAUX/TERRITORIAUX EN ACTIVITÉ À LA FIN DE L'ANNÉE, SELON LE NIVEAU DE SÉCURITÉ ET LA CAPACITÉ**

Province	Année	Niveau de sécurité			Capacité		Non-détention (bureaux de probation/ libération conditionnelle)
		Milieu fermé	Milieu ouvert	Total	Opérationnelle	Condition spéciale	
Terre-Neuve	1994-1995	8	1	9	375	81	14
	1995-1996	6	2	8	415	47	14
	1996-1997	7	1	8	351	47	14
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	2	-	2	115 r	8	6
	1995-1996	2	-	2	115	8	6
	1996-1997	2	-	2	115	8	6
Nouvelle-Écosse	1994-1995	9	-	9	475	36	17
	1995-1996	9	-	9	475	36	17
	1996-1997	9	-	9	475	36	17
Nouveau-Brunswick	1994-1995	9	2	11	389	16	12
	1995-1996	10	2	12	390	16	12
	1996-1997	7	1	8	324	30	12
Québec <sup>1</sup>	1994-1995	23	2	25	3 156	716	38
	1995-1996	22	2	24	3 106	871	21
	1996-1997	18	1	19	3 297	504	21
Ontario	1994-1995	44	4	48	7 792	687	105
	1995-1996	46	2	48	7 668	708	105
	1996-1997	46	2	48	8 024	664	105
Manitoba	1994-1995	6	2	8	1 076	..	20
	1995-1996	6	2	8	1 076	..	20
	1996-1997	6	2	8	1 008	..	20
Saskatchewan	1994-1995	4	8	12	1 123 r	57	15
	1995-1996	4	8	12	1 123 r	57	15
	1996-1997	4	8	12	1 123	57	15
Alberta	1994-1995	9	1	10	2 196	585	42
	1995-1996	8	1	9	2 395	692	44 r
	1996-1997	8	1	9	2 375	687	45
Colombie-Britannique	1994-1995	7	12	19	2 133	..	81
	1995-1996	7	12	19	2 259	..	81
	1996-1997	8	11	19	2 332	142	81
Yukon	1994-1995	1	1	2	125	11	3
	1995-1996	1	1	2	125	11	3
	1996-1997	1	1	2	120	11	3
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	2	2	4	290	32	..
	1995-1996	2	2	4	..	..	..
	1996-1997	3	1	4	244	-	..
TOTAL	1994-1995	124	35	159	19 245 r	2 229	353
	1995-1996	123	34	157	19 147 r	2 446	338 r
	1996-1997	119	29	148	19 788	2 186	339

Nota : Les établissements multisécuritaires sont inclus sous les établissements en milieu fermé.

<sup>1</sup> Suite à une restructuration des services communautaires, 17 bureaux de probation ont été fermés durant l'année 1995-1996.

**TABLEAU 7. EFFECTIF COMPLET<sup>1</sup>, SELON CERTAINES CATÉGORIES, 1996-1997**

Province	Administration centrale et services centraux	Services de détention			Services de non-détention			Commissions des libérations conditionnelles			Total	Salaires en % du total des dépenses <sup>2</sup>
		Agents de la paix	Autres	Total	Agents de probation/libération conditionnelle	Autres	Total	Membres de la commission	Autres	Total		
Terre-Neuve <sup>3</sup>	4	166	66	232	32	15	47	...	...	...	283	72
Île-du-Prince-Édouard <sup>4</sup>	2	50	25	75	15	2	17	...	...	...	94	78
Nouvelle-Écosse <sup>5</sup>	11	183	172	355	72	44	116	...	...	...	482	67
Nouveau-Brunswick <sup>6</sup>	15	228	64	292	47	28	75	...	...	...	382	68
Québec <sup>7</sup>	133	1 740	795	2 535	197	88	285	9	-	9	2 962	76
Ontario <sup>8</sup>	158	..	..	5 352	..	..	784	16	32	48	6 342	80
Manitoba <sup>9</sup>	22	459	85	544	59	34	93	...	...	...	659	81
Saskatchewan <sup>10</sup>	17	624	113	737	74	23	97	...	...	...	851	79
Alberta	34	825	310	1 135	127	75	202	...	...	...	1 371	82
Colombie-Britannique <sup>11</sup>	49	..	..	1 546	..	..	363	..	..	7	1 965	64
Yukon <sup>3</sup>	18	60	30	90	8	9	17	...	...	...	125	82
Territoires du Nord-Ouest <sup>12</sup>	9	155	69	224	-	-	-	...	...	...	233	..
<b>TOTAL</b>	<b>472</b>	<b>4 490</b>	<b>1 729</b>	<b>13 117</b>	<b>631</b>	<b>318</b>	<b>2 096</b>	<b>25</b>	<b>32</b>	<b>64</b>	<b>15 749</b>	<b>77</b>

Nota : En raison de l'arrondissement, les chiffres des années-personnes ne correspondent pas aux totaux. Voir les notes à la fin du document.

**TABLEAU 8. TOTAL DES DÉPENSES D'EXPLOITATION<sup>1</sup>, SELON L'ORGANISME GOUVERNEMENTAL PROVINCIAL/TERRITORIAL RESPONSABLE DES SERVICES CORRECTIONNELS POUR ADULTES ET SELON LA FONCTION PRINCIPALE**

Province	Année	Dollars courants											
		Services de détention		Services de surveillance communautaire		Administration centrale et services centraux		Commissions des libérations conditionnelles		Total <sup>2</sup>		Total	
		'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	par habitant	'000\$	par habitant
Terre-Neuve <sup>3</sup>	1994-1995	17 835	89	1 950	10	154	1	...	...	19 939	34,30	19 939	34,30
	1995-1996	17 697	87	2 451	12	212	1	...	...	20 360	35,30	19 935	34,57
	1996-1997	16 016	86	2 361	13	229	1	...	...	18 606	32,60	17 910	31,38
Île-du-Prince-Édouard <sup>4</sup>	1994-1995	3 316	76	800	18	255	6	...	...	4 371	32,47	4 371	32,47
	1995-1996	3 360	78	830	19	110	3	...	...	4 300	31,71	4 210	31,05
	1996-1997	4 199	79	953	18	156	3	...	...	5 308	38,66	5 109	37,21
Nouvelle-Écosse	1994-1995	18 456	75	5 093	21	940	4	...	...	24 489	26,23	24 489	26,23
	1995-1996	17 299	70	5 832	24	1 580	6	...	...	24 711	26,35	24 195	25,80
	1996-1997	17 435	70	6 397	26	1 079	4	...	...	24 911	26,42	23 979	25,43
Nouveau-Brunswick	1994-1995	12 647	76	2 859	17	1 178	7	...	...	16 684	22,02	16 684	22,02
	1995-1996	13 028	77	2 994	18	907	5	...	...	16 929	22,27	16 576	21,80
	1996-1997	13 454	75	3 264	18	1 281	7	...	...	17 999	23,61	17 326	22,72
Québec <sup>5</sup>	1994-1995	145 702	84	18 362	11	5 953	3	2 691	2	172 708	23,69	172 708	23,69
	1995-1996	147 345	86	17 709	10	4 142	2	2 932	2	172 128	23,44	168 534	22,95
	1996-1997	143 239	86	14 344	9	6 543	4	2 741	2	166 867	22,58	160 626	21,74
Ontario	1994-1995	345 211	85	50 487	12	8 192	2	4 083	1	407 973	37,30	407 973	37,30
	1995-1996	332 681	85	46 383	12	8 645	2	3 523	1	391 232	35,25	383 063	34,52
	1996-1997	351 479	84	53 045	13	8 944	2	3 238	1	416 706	37,03	401 122	35,65
Manitoba	1994-1995	32 302	82	5 270	13	1 982	5	...	...	39 554	35,02	39 554	35,02
	1995-1996	32 665	82	5 183	13	2 107	5	...	...	39 955	35,15	39 121	34,41
	1996-1997	35 549	82	5 291	12	2 700	6	...	...	43 540	38,08	41 912	36,65
Saskatchewan	1994-1995	41 892	86	5 262	11	1 439	3	...	...	48 593	48,01	48 593	48,01
	1995-1996	42 189	86	5 111	10	1 712	3	...	...	49 012	48,21	47 989	47,21
	1996-1997	41 782	86	5 265	11	1 504	3	...	...	48 551	47,48	46 736	45,71
Alberta <sup>6</sup>	1994-1995	71 684	83	11 938	14	2 964	3	...	...	86 586	31,88	86 586	31,88
	1995-1996	62 724 r	82	10 826 r	14	3 289	4	...	...	76 839 r	27,92	75 235	27,34
	1996-1997	60 820	81	10 886	15	3 251	4	...	...	74 957	26,87	72 154	25,87
Colombie-Britannique	1994-1995	109 044	79	23 768	17	4 724	3	886	1	138 422	37,71	138 422	37,71
	1995-1996	121 319	79	27 031	18	4 613	3	805	1	153 768	40,86	150 557	40,01
	1996-1997	124 872	80	26 784	17	4 125	3	836	1	156 617	40,63	150 760	39,11
Yukon <sup>7</sup>	1994-1995	5 811	82	1 083	15	204	3	...	...	7 098	238,99	7 098	238,99
	1995-1996	6 143	79	1 458	19	222	3	...	...	7 823	258,18	7 660	252,79
	1996-1997	6 260	80	1 308	17	240	3	...	...	7 808	248,66	7 516	239,36
Territoires du Nord-Ouest <sup>8</sup>	1994-1995	11 996	87	981	-	886	6	...	...	13 863	213,94	13 863	213,94
	1995-1996	12 227	94	-	-	757	6	...	...	12 984	197,03	12 713	192,91
	1996-1997	14 480	88	1 375	8	539	3	...	...	16 394	246,53	15 781	237,31
TOTAL	1994-1995	815 896	83	127 853	13	28 871	3	7 660	1	980 280	33,51	980 280	33,51
	1995-1996	808 677 r	83	125 808 r	13	28 296	3	7 260	1	970 041 r	32,75	949 786	32,07
	1996-1997	829 585	83	131 273	13	30 591	3	6 815	1	998 264	33,32	960 931	32,07

Nota : En raison de l'arrondissement, les totaux des dépenses ne correspondent pas d'un tableau à l'autre.  
Voir les notes à la fin du document.

**TABLEAU 9. DÉPENSES DÉTAILLÉES RELATIVES AUX SERVICES DE DÉTENTION (EN DOLLARS COURANTS)**

Province	Année	Établissements gouvernementaux			Services à contrat			Total, tous services de détention
		Milieu fermé	Milieu ouvert	Centres correctionnels communautaires	Centres résidentiels communautaires	Centres de traitement	Autres services/subventions	
		'000\$			'000\$			
Terre-Neuve	1994-1995	15 638	2 079	-	60	-	58	17 835
	1995-1996	15 442	2 125	-	72	-	58	17 697
	1996-1997	14 061	1 828	-	69	-	58	16 016
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	3 316	-	-	-	-	-	3 316
	1995-1996	3 360	-	-	-	-	-	3 360
	1996-1997	4 199	-	-	-	-	-	4 199
Nouvelle-Écosse	1994-1995	18 414	-	-	16	-	26	18 456
	1995-1996	17 256	-	-	16	-	26	17 298
	1996-1997	17 393	-	-	16	-	26	17 435
Nouveau-Brunswick <sup>1</sup>	1994-1995	12 097	-	533	-	-	17	12 647
	1995-1996	12 483	-	527	-	-	17	13 027
	1996-1997	12 946	-	482	-	-	26	13 454
Québec	1994-1995	134 407	-	-	7 777	3 080	438	145 702
	1995-1996	136 704	-	-	7 465	2 890	287	147 346
	1996-1997	130 280	-	-	7 597	3 009	2 353	143 239
Ontario <sup>2</sup>	1994-1995	332 147	-	-	13 064	-	-	345 211
	1995-1996	322 528	-	-	10 153	-	-	332 681
	1996-1997	350 132	-	-	1 347	-	-	351 479
Manitoba	1994-1995	31 413	693	-	196	-	-	32 302
	1995-1996	31 834	703	-	128	-	-	32 665
	1996-1997	34 678	776	-	95	-	-	35 549
Saskatchewan <sup>3</sup>	1994-1995	36 017	3 814	1 525	436	100	-	41 892
	1995-1996	36 377	3 920	1 356	433	102	-	42 188
	1996-1997	35 810	3 985	1 451	436	101	-	41 783
Alberta <sup>4</sup>	1994-1995	65 898	-	2 187	1 768	-	1 831	71 684
	1995-1996	59 414 r	-	1 656 r	954	-	700	62 724 r
	1996-1997	57 946	-	1 481	692	-	700	60 819
Colombie-Britannique <sup>5</sup>	1994-1995	72 715	27 880	1 955	507	-	5 987	109 044
	1995-1996	82 505	29 977	2 168	743	-	5 926	121 319
	1996-1997	85 202	30 368	2 036	819	-	6 448	124 873
Yukon	1994-1995	5 654	-	-	157	-	-	5 811
	1995-1996	5 969	-	-	173	-	-	6 142
	1996-1997	6 121	-	-	140	-	-	6 261
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	11 996	-	-	-	-	-	11 996
	1995-1996	12 227	-	-	-	-	-	12 227
	1996-1997	14 480	-	-	-	-	-	14 480
TOTAL	1994-1995	739 712	34 466	6 200	23 981	3 180	8 357	815 896
	1995-1996	736 099 r	36 725 r	5 707 r	20 137	2 992	7 014	808 674
	1996-1997	763 248	36 957	5 450	11 211	3 110	9 611	829 587

Voir les notes à la fin du document.

**TABLEAU 10. DÉPENSES DÉTAILLÉES RELATIVES AUX SERVICES DE SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE (EN DOLLARS COURANTS)**

Province	Année	Services de probation	Services sous contrat		Total
			Surveillance	Autres services/ subventions	
		'000\$			
Terre-Neuve <sup>1</sup>	1994-1995	1 616	-	334	1 950
	1995-1996	2 009	-	442	2 451
	1996-1997	2 005	-	356	2 361
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	800	-	-	800
	1995-1996	830	-	-	830
	1996-1997	953	-	-	953
Nouvelle-Écosse <sup>2</sup>	1994-1995	4 929	155	9	5 093
	1995-1996	5 647	176	9	5 832
	1996-1997	5 637	209	551	6 397
Nouveau-Brunswick	1994-1995	2 859	-	-	2 859
	1995-1996	2 994	-	-	2 994
	1996-1997	3 264	-	-	3 264
Québec <sup>3</sup>	1994-1995	17 916	-	446	18 362
	1995-1996	17 237	-	472	17 709
	1996-1997	13 750	-	594	14 344
Ontario	1994-1995	41 582	8 403	502	50 487
	1995-1996	38 312	8 040	31	46 383
	1996-1997	45 174	7 871	-	53 045
Manitoba	1994-1995	5 043	-	227	5 270
	1995-1996	5 014	-	169	5 183
	1996-1997	5 126	-	165	5 291
Saskatchewan <sup>4</sup>	1994-1995	4 753	509	-	5 262
	1995-1996	4 254	857	-	5 111
	1996-1997	4 839	426	-	5 265
Alberta	1994-1995	10 451	-	1 487	11 938
	1995-1996	9 665 r	-	1 161	10 826 r
	1996-1997	9 743	-	1 143	10 886
Colombie-Britannique <sup>4</sup>	1994-1995	21 496	-	2 272	23 768
	1995-1996	25 751	-	1 280	27 031
	1996-1997	25 913	-	871	26 784
Yukon <sup>5</sup>	1994-1995	979	104	-	1 083
	1995-1996	1 332	127	-	1 459
	1996-1997	1 169	139	-	1 308
Territoires du Nord-Ouest <sup>6</sup>	1994-1995	-	-	981	981
	1995-1996	-	-	-	-
	1996-1997	-	1 375	-	1 375
TOTAL	1994-1995	112 424	9 171	6 258	127 853
	1995-1996	113 045 r	9 200	3 564	125 809 r
	1996-1997	117 573	10 020	3 680	131 273

Voir les notes à la fin du document.

**TABLEAU 11. COÛT QUOTIDIEN MOYEN PAR DÉTENU DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX**

Province	Année	Coûts d'exploitation des établissements		Durée du séjour en jours <sup>1</sup>	Coût quotidien moyen par détenu	
		Dollars courants	Dollars constants de 1994-1995		Dollars courants	Dollars constants de 1994-1995
		'000\$	'000\$		\$	\$
Terre-Neuve	1994-1995	17 717	17 717	143 445	123,51	123,51
	1995-1996	17 567	17 204	129 575	135,57	132,77
	1996-1997	15 889	15 297	114 245	139,08	133,90
Île-du-Prince-Édouard <sup>2</sup>	1994-1995	3 316	3 316	34 675 r	95,63 r	95,63
	1995-1996	3 360	3 291	41 245	81,46	79,78
	1996-1997	4 199	4 043	32 485	129,26	124,44
Nouvelle-Écosse	1994-1995	18 414	18 414	160 235	114,92	114,92
	1995-1996	17 256	16 899	148 555	116,16	113,76
	1996-1997	17 393	16 745	147 825	117,66	113,28
Nouveau-Brunswick	1994-1995	12 630	12 630	156 585	80,66	80,66
	1995-1996	13 010	12 741	150 015	86,72	84,93
	1996-1997	13 428	12 928	146 000	91,97	88,55
Québec	1994-1995	134 407	134 407	1 296 845	103,64	103,64
	1995-1996	136 704	133 878	1 266 550	107,93	105,70
	1996-1997	130 280	125 425	1 250 125	104,21	100,33
Ontario	1994-1995	332 147	332 147	2 657 930	124,96	124,96
	1995-1996	322 528	315 860	2 684 940	120,12	117,64
	1996-1997	350 132	337 085	2 834 590	123,52	118,92
Manitoba	1994-1995	32 106	32 106	343 465	93,48	93,48
	1995-1996	32 537	31 865	354 780	91,71	89,82
	1996-1997	35 454	34 133	359 525	98,61	94,94
Saskatchewan	1994-1995	41 356	41 356	452 600	91,37	91,37
	1995-1996	41 654	40 793	462 455	90,07	88,21
	1996-1997	41 246	39 709	428 875	96,17	92,59
Alberta	1994-1995	68 085	68 085	990 245	68,76	68,76
	1995-1996	61 070 r	59 807	930 750	65,61	64,26
	1996-1997	59 428	57 214	913 960	65,02	62,60
Colombie-Britannique	1994-1995	102 550	102 550	861 765	119,00	119,00
	1995-1996	114 650	112 280	888 410	129,05	126,38
	1996-1997	117 606	113 224	943 160	124,69	120,05
Yukon	1994-1995	5 654	5 654	25 185	224,50	224,50
	1995-1996	5 969	5 846	30 660	194,68	190,66
	1996-1997	6 121	5 893	25 550	239,57	230,64
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	11 996	11 996	108 405 r	110,66 r	110,66 r
	1995-1996	12 227	11 974	115 705	105,67	103,49
	1996-1997	14 480	13 940	124 465	116,34	112,00
TOTAL	1994-1995	780 378	780 378	7 231 380 r	107,92 r	107,92
	1995-1996	778 532 r	762 436	7 203 640	108,07	105,84
	1996-1997	805 656	775 635	7 320 805	110,05	105,95

<sup>1</sup> On calcule la «Durée du séjour en jours» en multipliant le compte réel quotidien moyen pour chaque secteur de compétence par le nombre de jours que compte l'exercice financier en question.

<sup>2</sup> Voir la note (4) du tableau 8.

**TABLEAU 12. COMPTE QUOTIDIEN MOYEN DE CONTREVENANTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX - COMPTE INSCRIT AU REGISTRE ET COMPTE RÉEL, SELON LE STATUT DU DÉTENU<sup>1</sup>**

Province	Année	Compte inscrit au registre	Compte réel				Total du compte réel
			Condamnés	Peines non prononcées			
				Prévenus	Autres/détentions temporaires	Total	
Terre-Neuve	1994-1995	444	354	39	-	39	393
	1995-1996	459	319	36	-	36	355
	1996-1997	371	281	32	-	32	313
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	95	84	11	-	11	95
	1995-1996	113	96	11	-	11	107
	1996-1997	92	76	13	-	13	89
Nouvelle-Écosse	1994-1995	542	373	66	-	66	439
	1995-1996	499	346	61	-	61	407
	1996-1997	492	327	78	-	78	405
Nouveau-Brunswick	1994-1995	491	376	43	11	54	429
	1995-1996	477	353	48	10	58	411
	1996-1997	492	339	54	7	61	400
Québec <sup>2</sup>	1994-1995	6 097	2 334	1 219	-	1 219	3 553
	1995-1996	6 418	2 303	1 167	-	1 167	3 470
	1996-1997	6 523	2 267	1 158	-	1 158	3 425
Ontario	1994-1995	9 353	4 619	2 507	156	2 663	7 282
	1995-1996	8 612	4 690	2 465	201	2 666	7 356
	1996-1997	8 419	4 819	2 710	237	2 947	7 766
Manitoba	1994-1995	1 208	703	237	1	238	941
	1995-1996	1 278	696	272	4	276	972
	1996-1997	1 269	639	340	5	345	985
Saskatchewan	1994-1995	1 454	1 076	164	-	164	1 240
	1995-1996	1 507	1 088	179	-	179	1 267
	1996-1997	1 365	980	195	-	195	1 175
Alberta	1994-1995	3 944	2 215	497	-	497	2 712
	1995-1996	3 551	2 084	466	-	466	2 550
	1996-1997	3 172	1 983	487	-	487	2 470
Colombie-Britannique	1994-1995	..	1 874	487	-	487	2 361
	1995-1996	..	1 933	501	-	501	2 434
	1996-1997	..	1 961	623	-	623	2 584
Yukon	1994-1995	74	54	15	-	15	69
	1995-1996	85	63	21	-	21	84
	1996-1997	70	53	17	-	17	70
Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>	1994-1995	..	255 r	42 r	-	42 r	297
	1995-1996	..	278	39	-	39	317
	1996-1997	..	311	30	-	30	341
TOTAL	1994-1995	23 702	14 316 r	5 327 r	168 r	5 495 r	19 811
	1995-1996	22 999	14 249	5 266	215	5 481	19 730
	1996-1997	22 283	14 036	5 737	249	5 986	20 023

<sup>1</sup> Les comptes présentés sont des comptes quotidiens moyens sauf indication contraire.<sup>2</sup> Québec - Les comptes moyens sont fondés sur le dénombrement effectué le 15<sup>e</sup> jour de chaque mois.<sup>3</sup> Territoires du Nord-Ouest - Les comptes moyens proviennent des comptes mensuels.



**TABLEAU 13. NOMBRE TOTAL DES ADMISSIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON LE STATUT DU DÉTENU**

Province	Année	Condamnés à l'admission	Admissions non pénales			Total
			Prévenus	Autres/détentions temporaires	Total	
Terre-Neuve	1994-1995	2 769	254	-	254	3 023
	1995-1996	2 386	254	9	263	2 649
	1996-1997	1 568	251	-	251	1 819
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	802	91	-	91	893
	1995-1996	993	93	-	93	1 086
	1996-1997	867	128	-	128	995
Nouvelle-Écosse	1994-1995	2 748	1 054	442	1 496	4 244
	1995-1996	2 622	1 139	369	1 508	4 130
	1996-1997	2 113	1 432	387	1 819	3 932
Nouveau-Brunswick <sup>1</sup>	1994-1995	3 669	948	-	948	4 617
	1995-1996	3 383	988	-	988	4 371
	1996-1997	2 919	1 108	-	1 108	4 027
Québec	1994-1995	25 852	36 321	-	36 321	62 173
	1995-1996	28 075	34 167	-	34 167	62 242
	1996-1997	28 753	31 325	-	31 325	60 078
Ontario <sup>2</sup>	1994-1995	38 823	46 496	5 733	52 229	91 052
	1995-1996	37 110	43 196	5 148	48 344	85 454
	1996-1997	36 530	44 829	5 140	49 969	86 499
Manitoba	1994-1995	3 036	4 918	1 854	6 772	9 808
	1995-1996	2 433	3 600	3 763	7 363	9 796
	1996-1997	2 069	2 835	3 697	6 535	8 604
Saskatchewan	1994-1995	6 728	5 385	159	5 544	12 272
	1995-1996	6 397	5 623	-	5 623	12 020
	1996-1997	4 802	6 202	331	6 533	11 335
Alberta	1994-1995	19 764	8 912	-	8 912	28 676
	1995-1996	18 345	8 618	-	8 618	26 963
	1996-1997	16 535	9 359	-	9 359	25 894
Colombie-Britannique	1994-1995	12 437	7 653	-	7 653	20 090
	1995-1996	12 425	8 533	-	8 533	20 958
	1996-1997	11 531	10 179	-	10 179	21 710
Yukon	1994-1995	368	232	9	241	609
	1995-1996	393	256	12	268	661
	1996-1997	310	253	6	259	569
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	942	407	54	461	1 403
	1995-1996	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..
TOTAL	1994-1995	117 938	112 671	8 251	120 922	238 860
	1995-1996	114 562	106 467	9 301	115 768	230 330
	1996-1997	107 997	107 901	9 561	117 465	225 462

<sup>1</sup> Nouveau-Brunswick - Les chiffres sur les admissions de personnes sont basés sur l'année financière, tandis que les répartitions sont basées sur les données des admissions de l'année civile.

<sup>2</sup> Ontario - Les chiffres sur les admissions de personnes condamnées s'appliquent aux personnes qui ont été condamnées pendant l'année, peu importe leur statut à l'admission ou quelle que soit la date d'admission réelle.

**TABLEAU 14. NOMBRE D'ADMISSIONS DE PERSONNES CONDAMNÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON L'INFRACTION LA PLUS GRAVE**

Province	Année	Unité de dénombrement	Nombre	Code criminel				
				Crimes de violence	Crimes contre les biens	Conduite avec facultés affaiblies	Autres	Total
				Pourcentage				
Terre-Neuve	1994-1995	IPG	2 769	25	24	17	17	83
	1995-1996	IPG	2 386	21	25	17	17	80
	1996-1997	IPG	1 568	25	28	14	17	85
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	IPG	802	..	..	..	..	..
	1995-1996	IPG	993	..	..	..	..	..
	1996-1997	IPG	867	8	37	23	2	70
Nouvelle-Écosse	1994-1995	IPG	2 748	19	27	12	20	78
	1995-1996	IPG	2 622	19	24	12	22	78
	1996-1997	IPG	2 113	23	21	11	28	83
Nouveau-Brunswick <sup>2</sup>	1994-1995	IPG	3 669	16	19	22	27	85
	1995-1996	IPG	3 383	16	15	21	27	80
	1996-1997	IPG	2 919	12	17	21	26	76
Québec	1994-1995	IPG	25 852	6	33	15	11	65
	1995-1996	IPG	28 075	5	32	14	9	61
	1996-1997	IPG	28 753	4	31	12	8	56
Ontario	1994-1995	IPG	38 823	28	35	10	16	89
	1995-1996	IPG	37 110	29	36	10	15	90
	1996-1997	IPG	36 530	29	36	9	14	89
Manitoba	1994-1995	IPG	3 036	28	26	14	17	84
	1995-1996	IPG	2 433	25	28	12	20	85
	1996-1997	IPG	2 069	27	29	10	20	86
Saskatchewan <sup>3</sup>	1994-1995	DPS	6 728	18	24	26	16	84
	1995-1996	DPS	6 397	18	23	25	15	82
	1996-1997	DPS	4 802	21	25	23	17	87
Alberta	1994-1995	AM	48 354	9	24	9	30	72
	1995-1996	AM	44 818	9	24	9	30	72
	1996-1997	AM	44 264	9	25	11	26	70
Colombie-Britannique	1994-1995	DPS	12 437	17	27	16	28	88
	1995-1996	DPS	12 425	17	31	14	30	92
	1996-1997	DPS	11 531	17	32	12	30	92
Yukon	1994-1995	AM	1 250	17	12	21	43	92
	1995-1996	AM	1 442	19	16	16	41	93
	1996-1997	AM	1 234	23	16	14	40	93
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	AM	3 098	18	16	--	50	85
	1995-1996	AM	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	AM	..	..	..	..	..	..
TOTAL	1994-1995	...	...	...	...	...	...	...
	1995-1996	...	...	...	...	...	...	...
	1996-1997	...	...	...	...	...	...	...

AM - Accusations multiples.

DPS - Décision la plus sévère.

IPG - Infraction la plus grave.

Voir notes à la fin du document.

**TABLEAU 14. NOMBRE D'ADMISSIONS DE PERSONNES CONDAMNÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON L'INFRACTION LA PLUS GRAVE - FIN**

Infractions concernant les drogues	Lois fédérales		Lois provinciales			Admissions pour défaut de paiement d'une amende <sup>1</sup>
	Autres	Total	Infractions concernant les boissons alcooliques	Autres	Total	
pourcentage						
6	7	13	2	2	4	28
8	8	16	2	2	3	25
7	6	13	1	1	2	9
..	..	..	..	..	..	27
..	..	..	..	..	..	33
11	1	12	16	2	18	22
9	3	12	6	5	11	21
8	3	12	5	6	10	18
7	2	9	4	4	8	18
3	3	6	4	5	9	5
4	4	8	5	5	11	5
5	5	10	8	5	13	6
8	2	10	9	7	16	44
7	2	9	4	15	19	48
6	2	7	2	22	24	55
9	1	10	--	1	1	9
8	1	10	--	1	1	9
9	1	10	--	1	1	8
7	3	9	3	3	6	20
7	3	9	3	3	5	21
7	2	9	2	3	5	18
..	..	3	..	..	13	37
..	..	3	..	..	15	37
..	..	4	..	..	10	22
4	2	6	..	18	18	36
4	2	6	..	18	18	38
4	2	5	..	21	21	35
7	5	12	-	--	--	15
8	--	8	--	--	--	16
7	-	7	--	--	--	10
4	--	4	--	1	1	..
5	--	5	1	1	2	..
4	-	4	1	1	3	..
5	1	7	3	3	7	21
..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..
...	...	...	...	...	...	25
...	...	...	...	...	...	26
...	...	...	...	...	...	24

**TABLEAU 15. NOMBRE D'ADMISSIONS DE PERSONNES CONDAMNÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON LA DURÉE TOTALE DE LA PEINE**

Province	Année	Total des admissions de personnes condamnées	Durée totale de la peine					
			De 1 à 7 jours	De 8 à 14 jours	De 15 à 29 jours	De 30 à 31 jours (1 mois)	De 32 à 89 jours	
		Nombre	pourcentage					
Terre-Neuve	1994-1995	2 769	14	13	11	10	14	
	1995-1996	2 386	12	14	9	10	14	
	1996-1997	1 568	9	11	8	11	14	
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	802	43	26	17	1	1	
	1995-1996	993	53	8	10	8	8	
	1996-1997	867	27	18	22	10	15	
Nouvelle-Écosse	1994-1995	2 748	8	8	6	11	14	
	1995-1996	2 622	8	10	7	13	15	
	1996-1997	2 113	7	8	8	14	15	
Nouveau-Brunswick <sup>2</sup>	1994-1995	3 669	22	21	14	10	16	
	1995-1996	3 383	21	20	16	9	17	
	1996-1997	2 919	23	21	15	9	16	
Québec	1994-1995	25 852	20	13	15	8	17	
	1995-1996	28 075	17	14	16	8	20	
	1996-1997	28 753	15	15	19	7	22	
Ontario	1994-1995	38 823	15	10	11	13	16	
	1995-1996	37 110	15	9	11	13	16	
	1996-1997	36 530	14	9	11	13	16	
Manitoba	1994-1995	3 036	4	7	7	9	16	
	1995-1996	2 433	3	7	8	9	16	
	1996-1997	2 069	4	7	8	13	17	
Saskatchewan	1994-1995	6 728	8	10	14	8	17	
	1995-1996	6 397	9	10	14	8	16	
	1996-1997	4 802	6	9	11	8	14	
Alberta	1994-1995	19 764	11	10	9	13	19	
	1995-1996	18 345	12	11	9	13	18	
	1996-1997	16 535	16	11	7	14	17	
Colombie-Britannique <sup>3</sup>	1994-1995	12 437	15	17	9	13	12	
	1995-1996	12 425	16	16	8	13	13	
	1996-1997	11 531	15	15	7	13	14	
Yukon	1994-1995	368	7	13	12	13	14	
	1995-1996	393	..	..	..	..	..	
	1996-1997	310	3	12	6	16	17	
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	942	3	7	6	9	18	
	1995-1996	..	..	..	..	..	..	
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	
TOTAL	1994-1995	117 938	14	11	11	11	16	
	1995-1996	114 562	14	11	11	11	17	
	1996-1997	107 997	14	11	12	12	17	

Voir les notes à la fin du document.

**TABLEAU 15. NOMBRE D'ADMISSIONS DE PERSONNES CONDAMNÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON LA DURÉE TOTALE DE LA PEINE - FIN**

Durée totale de la peine							Médiane <sup>1</sup> (en jours)	Pourcentage des peines discontinues
De 90 à 92 jours (3 mois)	De 93 à 179 jours	De 180 à 184 jours (6 mois)	De 185 à 364 jours	De 365 à 366 jours (1 an)	De 367 à 730 jours	2 ans et plus		
pourcentage								
7	10	3	7	2	4	5	36	9
7	9	5	8	2	4	6	45	8
7	9	6	10	3	7	6	45	8
--	5	--	5	-	--	1	10	18
4	3	3	1	1	1	1	6	9
4	-	-	2	--	1	1	19	16
10	9	5	8	2	4	14	63	16
11	9	5	6	2	4	10	60	20
11	10	5	7	2	4	10	60	24
6	5	2	3	--	1	2	20	15
5	5	1	3	-	1	1	20	15
6	5	2	2	--	1	1	20	16
10	5	3	3	1	2	1	30	19
10	6	3	3	1	2	1	30	19
7	7	2	3	1	2	--	30	19
9	8	4	6	2	3	4	33	13
10	8	4	5	2	3	4	34	13
10	8	4	6	2	4	3	40	18
12	11	7	10	4	8	4	90	13
13	11	8	11	4	8	2	90	15
13	9	8	7	4	7	2	90	9
7	9	4	9	2	6	5	50	7
8	8	5	9	2	6	5	65	6
8	8	7	9	4	9	6	90	7
9	8	3	5	2	4	7	45	11
9	7	4	5	2	4	6	40	11
10	7	4	4	2	3	5	30	11
10	7	6	6	-	5	2	30	5
10	6	6	6	-	4	2	30	5
10	7	6	6	-	5	2	30	4
11	13	3	7	2	2	2	49	27
..	..	..	..	..	..	..	..	..
12	9	8	7	3	4	1	38	23
8	13	4	11	2	9	10	91	2
..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..
9	8	4	6	2	4	4	33	13
10	7	4	5	1	4	3	31	14
9	7	4	5	2	4	3	31	15

**TABLEAU 16. ÂGE DES DÉTENUÉS À L'ADMISSION DANS UN ÉTABLISSEMENT PROVINCIAL/TERRITORIAL, SELON LE STATUT À L'ADMISSION, 1996-1997**

Province	Statut	Âge à l'admission								Âge médian	Total
		De 18 à 19	De 20 à 24	De 25 à 29	De 30 à 34	De 35 à 39	De 40 à 44	De 45 à 49	50 ans et plus		
		Pourcentage									
Terre-Neuve	Condamné	10	21	17	14	13	11	7	7	30	1 568
	Prévenu	13	19	11	16	14	14	7	6	32	251
Île-du-Prince-Édouard	Condamné	9	23	14	14	11	12	7	9	31	867
	Prévenu	4	23	19	15	13	12	8	7	31	128
Nouvelle-Écosse	Condamné	5	23	18	19	15	9	5	7	31	2 113
	Prévenu	7	22	17	19	13	9	7	6	31	1 432
Nouveau-Brunswick	Condamné	9	23	18	15	12	9	5	8	29	2 919
	Prévenu	15	26	17	15	11	8	4	5	28	1 108
Québec	Condamné	2	16	21	21	17	11	6	7	32	28 753
	Prévenu	7	18	19	20	15	9	6	5	31	31 325
Ontario	Condamné	7	19	18	19	16	9	5	6	31	36 530
	Prévenu	10	20	18	19	15	9	5	5	31	44 829
Manitoba	Condamné	6	21	21	19	13	8	5	6	30	2 069
	Prévenu	13	25	18	17	11	6	4	3	28	2 835
Saskatchewan	Condamné	9	23	20	18	13	8	4	4	29	4 802
	Prévenu	14	25	19	17	12	6	3	3	27	6 202
Alberta	Condamné	8	21	19	18	15	9	5	5	30	16 535
	Prévenu	11	21	18	18	15	8	4	4	30	9 359
Colombie-Britannique	Condamné	6	19	20	19	16	10	5	5	31	11 531
	Prévenu	8	19	21	19	16	8	5	4	30	10 179
Yukon	Condamné	7	17	17	15	18	10	6	11	32	310
	Prévenu	9	20	14	13	22	10	3	9	32	253
Territoires du Nord-Ouest	Condamné	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	Prévenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	Condamné	6	19	19	19	16	10	6	6	31	107 997
	Prévenu	9	20	19	19	15	9	5	5	30	107 901

**TABLEAU 17. NOMBRE D'ADMISSIONS DE PERSONNES CONDAMNÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON CERTAINES PERSPECTIVES ET CARACTÉRISTIQUES DU DÉTENU**

Province	Année	Total des admissions de personnes condamnées	Certaines perspectives		Certaines caractéristiques du détenu		
			Taux pour 10 000 adultes	Taux pour 10 000 adultes accusés	Pourcentage de femmes	Pourcentage d'Autochtones	Âge médian
Terre-Neuve	1994-1995	2 769	64	2 936	6	5	31
	1995-1996	2 386	55	2 777	7	7	32
	1996-1997	1 568	36	1 946	7	8	30
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	802	81	3 762	5	..	30
	1995-1996	993	99	4 765	5	3	29
	1996-1997	867	85	4 446	6	..	31
Nouvelle-Écosse	1994-1995	2 748	39	1 524	7	3	29
	1995-1996	2 622	37	1 692	5	4	30
	1996-1997	2 113	29	1 273	5	5	31
Nouveau-Brunswick <sup>1</sup>	1994-1995	3 669	64	2 867	6	6	29
	1995-1996	3 383	58	2 854	5	6	29
	1996-1997	2 919	50	2 384	5	5	29
Québec	1994-1995	25 852	46	2 146	9	2	31
	1995-1996	28 075	50	2 406	8	1	32
	1996-1997	28 753	50	2 517	8	2	32
Ontario	1994-1995	38 823	47	1 997	9	7	30
	1995-1996	37 110	44	1 976	9	8	30
	1996-1997	36 530	43	2 060	9	9	31
Manitoba	1994-1995	3 036	36	1 081	10 r	55 r	30
	1995-1996	2 433	29	904	8	55	29
	1996-1997	2 069	24	819	9	58	30
Saskatchewan	1994-1995	6 728	92	2 295	10	71	28
	1995-1996	6 397	87	2 129	10	72	28
	1996-1997	4 802	65	1 569	10	74	29
Alberta	1994-1995	19 764	100	3 058	12	34	29
	1995-1996	18 345	91	3 191	13	36	30
	1996-1997	16 535	81	2 832	12	39	30
Colombie-Britannique	1994-1995	12 437	44	1 678	7	17	30
	1995-1996	12 425	43	1 659	7	17	30
	1996-1997	11 531	39	1 513	7	18	31
Yukon	1994-1995	368	173	2 497	7	58	32
	1995-1996	393	180	2 815	8	67	32
	1996-1997	310	137	2 670	5	65	32
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	942	233	2 654	4	90	28
	1995-1996	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..	..
TOTAL	1994-1995	117 938	53	2 112	9	17	31
	1995-1996	114 562	51	2 135	9	16	31
	1996-1997	107 997	47	2 057	9	16	31

<sup>1</sup> Les données des infractions ne représentent que les contrevenants qui ont été admis et libérés au cours de l'année civile.

**TABLEAU 18. LIBÉRATIONS DE PERSONNES CONDAMNÉES ET PRÉVENUES DES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON LA DURÉE DU SÉJOUR<sup>1</sup>, 1996-1997**

Province	Statut	Nombre total de libérations	Durée du séjour							Médiane (en jours)
			De 1 à 7 jours	De 8 à 14 jours	De 15 à 31 jours	De 32 à 92 jours	De 93 à 184 jours	De 185 à 366 jours	De 367 à 730 jours	
		Nombre	pourcentage							
Terre-Neuve	Condamné	1 765	12	14	18	27	19	8	2	40
	Prévenu	88	17	23	28	26	5	1	-	19
Île-du-Prince Édouard <sup>2</sup>	Condamné	668	46	10	1	27	6	10	-	11
	Prévenu	20	90	-	10	-	-	-	-	4
Nouvelle-Écosse	Condamné	1 780	16	11	24	28	17	3	-	31
	Prévenu	1 372	85	6	4	3	1	--	-	2
Nouveau-Brunswick <sup>2</sup>	Condamné	3 645	32	16	16	20	10	5	1	17
	Prévenu	542	77	7	10	5	--	--	-	3
Québec	Condamné	36 203	19	14	21	26	12	7	1	27
	Prévenu	20 808	76	8	7	6	2	1	--	3
Ontario	Condamné	36 801	18	11	19	28	16	6	3	33
	Prévenu	44 171	53	16	12	13	4	1	--	7
Manitoba <sup>3</sup>	Total	8 588	53	7	9	15	9	5	2	6
Saskatchewan	Condamné	5 068	22	10	20	21	14	9	3	28
	Prévenu	6 033	69	10	9	9	3	1	-	4
Alberta	Condamné	17 275	32	10	17	19	13	6	2	20
	Prévenu	9 218	70	12	11	6	1	--	--	3
Colombie-Britannique	Condamné	11 364	21	13	17	26	13	7	2	15
	Prévenu	9 942	55	15	15	12	2	1	--	1
Yukon	Condamné	307	7	9	22	31	21	6	4	54
	Prévenu	236	56	9	12	17	4	--	1	6
Territoires du Nord-Ouest	Condamné	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	Prévenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	Condamné	114 876	21	13	19	25	14	7	2	24
	Prévenu	92 430	62	13	11	10	3	--	--	7

Voir les notes à la fin du document.



**TABLEAU 19. DÉTENU EN LIBERTÉ ILLÉGALE DES ÉTABLISSEMENTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX**

Province	Année	Genre d'évasion					Total
		Infraction aux mesures de sécurité	Aucune infraction aux mesures de sécurité	D'une permission de sortir avec surveillance	D'une permission de sortir sans surveillance	Autres	
Terre-Neuve	1994-1995	-	-	-	-	-	-
	1995-1996	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup>	1994-1995	7	4	1	-	-	12
	1995-1996	1	-	-	-	4	5
	1996-1997	-	1	1	-	1	3
Nouvelle-Écosse	1994-1995	3	-	-	-	-	3
	1995-1996	2	-	2	8	21	33
	1996-1997	2	-	3	10	31	46
Nouveau-Brunswick <sup>1</sup>	1994-1995	4	6	-	10	-	20
	1995-1996	7	6	-	18	-	31
	1996-1997	11	12	-	15	-	38
Québec	1994-1995	122	4	34	2 711	-	2 871
	1995-1996	74	..	27	..	-	101
	1996-1997	28	..	39	..	3	70
Ontario <sup>1</sup>	1994-1995	8	13	..	41	615	677
	1995-1996	14	17	..	21	585	637
	1996-1997	3	14	4	14	602	637
Manitoba <sup>2</sup>	1994-1995	12	15	8	42	23	100
	1995-1996	8	12	3	9	13	45
	1996-1997	6	7	1	21	26	61
Saskatchewan	1994-1995	7	30	..	..	-	37
	1995-1996	7	29	..	..	-	36
	1996-1997	24	31	19	50	-	124
Alberta	1994-1995	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique <sup>1,3</sup>	1994-1995	31	51	9	80	-	171
	1995-1996	12	76	15	18	91	212
	1996-1997	4	93	10	35	93	235
Yukon	1994-1995	-	-	-	10	5	15
	1995-1996	1	-	-	-	..	1
	1996-1997	-	1	-	1	..	2
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	2	1	-	-	-	3
	1995-1996	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	3	1	-	-	-	4
TOTAL	1994-1995	196	124	52	2 894	643	3 909
	1995-1996	126	140	47	74	714	1 101
	1996-1997	81	160	77	146	756	1 220

Voir les notes à la fin du document.

**TABEAU 20. COMPTE MOYEN DE CONTREVENANTS ET NOMBRE D'ADMISSIONS À LA SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE**

Province	Année	Compte moyen de contrevenants <sup>1</sup>								
		Probation	Libération conditionnelle provinciale	Programme de solution de rechange à l'amende	Ordonnances de service communautaire <sup>2</sup>	Ordonnances d'indemnisation <sup>2</sup>	Surveillance des conditions de la libération sous caution	Peines d'emprisonnement avec sursis <sup>3</sup>	Autres	Total
Terre-Neuve <sup>4</sup>	1994-1995	2 620	...	..	354	..	-	...	-	2 620 r
	1995-1996	2 229	...	..	402	..	-	...	181	2 410 r
	1996-1997	2 264	...	..	363	..	-	54	24	2 342
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	700	...	..	..	..	..	...	..	700
	1995-1996	888	...	..	..	..	..	...	..	888
	1996-1997	682	...	..	..	..	..	4	..	686
Nouvelle-Écosse	1994-1995	4 227	...	721	1 068	..	..	...	..	6 016
	1995-1996	4 339	...	778	1 048	..	..	...	..	6 165
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick <sup>5</sup>	1994-1995	2 602	...	74	23	-	-	...	65	2 764
	1995-1996	2 609	...	121	32	-	-	...	62	2 824
	1996-1997	2 696	...	104	32	-	-	48	81	2 961
Québec <sup>5</sup>	1994-1995	8 500	1 981	..	1 576	..	10	...	11	12 078
	1995-1996	9 520	1 918	..	1 896	..	14	...	-	13 348
	1996-1997	10 007	1 808	..	2 300	..	8	1 107	6	15 236
Ontario	1994-1995	51 080	1 405	-	5 926	6 468	1 596	...	-	60 007 r
	1995-1996	49 783	1 011	-	5 577	5 738	1 516	...	-	57 887
	1996-1997	50 116	744	-	6 051	-	1 423	1 191	-	53 474
Manitoba <sup>5</sup>	1994-1995	5 482	...	1 753	454	-	343	...	-	8 032
	1995-1996	5 361	...	1 284	478	-	300	...	-	7 423
	1996-1997	5 558	...	1 127	533	-	253	...	-	7 471
Saskatchewan	1994-1995	3 329	...	..	..	..	123	...	-	3 452
	1995-1996	3 500	...	..	..	..	152	...	..	3 652
	1996-1997	3 579	...	..	607	1 322	182	421	118	4 300
Alberta <sup>5</sup>	1994-1995	7 385	...	1 120	145	-	-	...	1 846	10 496
	1995-1996	7 657	...	1 072	33	-	-	...	1 955	10 717
	1996-1997	7 914	...	1 264	27	-	-	277	1 202	10 684
Colombie-Britannique <sup>6</sup>	1994-1995	13 452	290	...	..	...	4 822	...	-	18 564
	1995-1996	14 648	283	...	..	...	5 076	...	-	20 007
	1996-1997	14 953	594	...	..	...	5 796	274	-	21 617
Yukon	1994-1995	457	...	..	..	...	..	...	..	457
	1995-1996	433	...	..	..	...	..	...	..	433
	1996-1997	534	...	..	..	...	5	11	39	589
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	1 121 r	...	..	..	...	..	...	..	..
	1995-1996	951 r	...	..	..	...	..	...	..	..
	1996-1997	917	...	..	..	...	..	...	..	..
TOTAL	1994-1995	100 955 r	3 676	3 668	9 192	6 468	6 894	...	2 265	133 118 r
	1995-1996	101 918 r	3 212	3 255	9 064	5 738	7 058	...	2 498	132 743
	1996-1997	99 220	3 146	2 495	9 550	1 322	7 667	3 387	1 723	128 510

Nota : Le total provincial exclut les ordonnances d'indemnisation, tandis que le total du Canada inclut tous les programmes communautaires.

Voir les notes à la fin du document.

TABLEAU 20. COMPTE MOYEN DE CONTREVENANTS ET NOMBRE D'ADMISSIONS À LA SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE - FIN

Nombre d'admissions et libérations								
Probation	Libération conditionnelle provinciale	Programme de solution de rechange à l'amende	Ordonnances de service communautaire <sup>2</sup>	Ordonnances d'indemnisation <sup>2</sup>	Surveillance des conditions de la libération sous caution	Peines d'emprisonnement avec sursis	Autres	Total
2 300	...	..	303	..	..	...	..	2 300 r
2 032	...	..	395	..	..	...	181	2 213 r
1 946	...	..	355	..	..	212	127	2 285
760 r	...	175	..	..	..	...	..	935
652 r	...	88	..	..	..	...	..	740
691	...	10	..	..	..	4	..	705
3 873	...	2 796	993	..	..	...	..	7 662
3 709	...	3 613	1 048	..	..	...	..	8 370
..	..	..	..	..	..	..	..	..
1 665	...	890	275	-	-	...	9 032	11 862
1 771	...	1 448	387	-	-	...	10 411	14 017
1 781	...	1 251	387	-	-	171	6 769	10 359
6 449	3 381	..	2 921	..	40	...	65	12 856
6 461	3 246	..	3 340	..	37	...	-	13 084
7 162	2 945	..	4 301	..	37	2 555	80	17 080
33 440	2 563	-	9 447	6 227	3 588	...	-	49 038 r
32 002	1 682	-	8 335	4 899	2 901	...	-	44 920
33 463	1 308	-	10 207	-	2 370	1 940	-	39 081
3 610	...	5 423	882	-	706	...	-	10 621
3 209	...	5 033	891	-	778	...	-	9 911
3 657	...	3 998	953	-	548	...	-	9 156
3 329	...	14 845	915	1 112	691	...	-	19 780
3 345	...	16 992	894	1 122	399	...	232	21 862
3 012	...	14 352	972	1 093	442	445	252	19 475
8 381	...	12 486	421	-	-	...	5 739	27 027
8 170	...	11 568	102	-	-	...	4 853	24 693
8 440	...	10 362	108	-	-	1 004	3 804	23 718
14 724	541	...	...	...	10 062	...	-	25 327
15 259	608	...	...	...	11 210	...	-	27 077
16 152	594	...	...	...	12 989	1 064	-	30 799
356	...	..	..	...	19	...	106	481
330	...	..	..	...	21	...	164	515
515	...	..	..	...	7	22	78	622
..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 887 r	6 485	36 615	16 157	7 339	15 106 r	...	14 942 r	175 531 r
76 940 r	5 536	38 742	15 392	6 021	15 346	...	15 841	173 818
76 819	4 847	29 973	17 283	1 093	16 393	7 417	11 658	165 483

**TABLEAU 21. DURÉE DE L'ORDONNANCE DE PROBATION**

Province	Année	Nombre total des admissions à la probation	Durée de l'ordonnance de probation			
			Moins de 3 mois	3 mois	Plus de 3 mois et moins de 6 mois	6 mois
		Nombre	pourcentage			
Terre-Neuve	1994-1995	2 300	1	--	1	6
	1995-1996	2 032	1	--	--	4
	1996-1997	1 946	2	--	1	6
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	760 r	9	3	2	12
	1995-1996	652 r	7	2	1	10
	1996-1997	691	7	7	-	7
Nouvelle-Écosse	1994-1995	3 873	3	..	17	..
	1995-1996	3 709	1	2	1	10
	1996-1997	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick <sup>1</sup>	1994-1995	1 665	4	..	12	..
	1995-1996	1 771	4	..	12	..
	1996-1997	1 781	3	..	14	..
Québec	1994-1995	6 449	--	--	--	2
	1995-1996	6 461	--	--	--	2
	1996-1997	7 162	--	--	--	2
Ontario	1994-1995	33 440	1	1	--	6
	1995-1996	32 002	1	1	--	6
	1996-1997	33 463	1	1	--	7
Manitoba	1994-1995	3 610	-	--	--	3
	1995-1996	3 209	--	--	--	4
	1996-1997	3 657	..	..	..	..
Saskatchewan	1994-1995	3 329	1	1	2	17
	1995-1996	3 345	-	1	1	18
	1996-1997	3 012	..	1	1	16
Alberta	1994-1995	8 381	..	..	..	..
	1995-1996	8 170	..	..	..	..
	1996-1997	8 440	..	..	..	..
Colombie-Britannique	1994-1995	14 724	1	2	2	14
	1995-1996	15 259	2	2	2	14
	1996-1997	16 152	3	3	2	13
Yukon	1994-1995	356	29	3	1	10
	1995-1996	330	38	4	1	9
	1996-1997	515	7	6	3	-
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	..	..	..	..	..
	1995-1996	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..
TOTAL	1994-1995	78 887 r	1	1	2	7
	1995-1996	76 940 r	1	1	1	8
	1996-1997	76 819	1	2	1	8

<sup>1</sup> Pour 1994-1995, les catégories portant sur la durée de l'ordonnance de probation étaient les suivantes: de 1 à 3 mois, de 4 à 6 mois, de 7 à 12 mois, de 13 à 24 mois et plus de 24 mois.

**TABLEAU 21. DURÉE DE L'ORDONNANCE DE PROBATION - FIN**

Durée de l'ordonnance de probation							Médiane (en mois)
Plus de 6 mois et moins de 12 mois	12 mois	Plus de 12 mois et moins de 18 mois	18 mois	Plus de 18 mois et moins de 24 mois	24 mois	Plus de 24 mois	
pourcentage							
2	36	1	5	--	34	15	18
1	36	1	5	--	33	19	20
1	37	3	6	1	26	17	19
3	40	1	9	-	17	5	12
12	41	2	9	--	14	-	12
1	25	--	15	--	25	13	18
44	..	..	..	31	..	5	12
7	38	..	..	13	21	7	12
..	..	..	..	..	..	..	..
46	..	9	..	25	..	4	11
51	..	9	..	20	..	3	11
49	..	11	..	19	..	4	11
--	20	1	3	1	42	31	24
--	20	1	3	--	45	28	26
1	23	1	4	--	44	25	24
3	43	4	12	3	17	9	12
3	42	4	11	4	17	10	12
3	42	4	14	2	-	26	12
1	35	--	10	-	43	8	22
2	33	--	13	--	40	7	18
..	..	..	..	..	..	..	..
11	40	3	13	--	10	3	12
11	37	3	12	--	12	3	12
10	38	3	-	15	12	5	12
..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..
50	-	1	11	14	--	5	12
48	-	1	11	15	-	5	12
48	-	1	11	14	-	5	12
2	26	1	8	-	14	6	12
3	23	1	7	-	12	2	6
22	-	28	-	-	-	23	12
..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..
16	28	3	10	6	16	10	12
14	29	2	9	7	17	10	12
16	27	3	11	6	6	19	12

**TABLEAU 22. NOMBRE D'ADMISSIONS À LA PROBATION, SELON L'INFRACTION LA PLUS GRAVE**

Province	Année	Nombre total d'admissions à la probation	Code criminel				Lois fédérales		Lois provinciales
			Crimes de violence	Crimes contre les biens	Conduite avec facultés affaiblies	Autres	Infractions concernant les drogues	Autres	Total
Terre-Neuve	1994-1995	2 300	40	31	5	16	4	2	1
	1995-1996	2 032	37	35	5	15	5	2	--
	1996-1997	1 946	37	40	6	11	3	1	1
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	760 r	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	652 r	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	691	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse	1994-1995	3 873	28	..	7	18	3	1	--
	1995-1996	3 709	31	..	8	24	4	--	--
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick	1994-1995	1 665	37	33	4	24	1	--	--
	1995-1996	1 771	35	34	3	26	2	--	1
	1996-1997	1 781	34	48	4	10	2	--	--
Québec	1994-1995	6 449	35	37	4	14	9	1	-
	1995-1996	6 461	32	41	3	14	10	--	-
	1996-1997	7 162	30	41	4	14	10	1	-
Ontario	1994-1995	33 440	41	40	5	9	4	1	--
	1995-1996	32 002	41	40	5	9	4	1	--
	1996-1997	33 463	40	40	6	9	4	1	--
Manitoba	1994-1995	3 610	54	25	4	15	1	--	--
	1995-1996	3 209	58	25	4	12	2	--	--
	1996-1997	3 657	..	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan	1994-1995	3 329	42	37	10	9	2	..	--
	1995-1996	3 345	45	34	12	7	2	..	..
	1996-1997	3 012	44	33	11	9	2	..	--
Alberta	1994-1995	8 381	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	8 170	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	8 440	..	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique	1994-1995	14 724	39	36	6	12	6	-	--
	1995-1996	15 259	37	36	5	15	6	-	--
	1996-1997	16 152	38	36	5	15	6	-	--
Yukon	1994-1995	356	36	25	10	26	2	-	--
	1995-1996	330	40	19	13	26	3	-	--
	1996-1997	515	26	22	11	34	4	-	4
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	1994-1995	...	...	...	...	...	...	...	...
	1995-1996	...	...	...	...	...	...	...	...
	1996-1997	...	...	...	...	...	...	...	...

Nota : Terre-Neuve déclare les accusations multiples au «Nombre total d'admissions à la probation» plutôt que l'infraction la plus grave déclarée par tous les autres secteurs de compétence.

TABLEAU 23. ÂGE DES CONTREVENANTS À L'ADMISSION À LA PROBATION

Province	Année	Âge à l'admission							Âge médian	Total	
		De 18 à 19	De 20 à 24	De 25 à 29	De 30 à 34	De 35 à 39	De 40 à 44	De 45 à 49			50 ans et plus
Pourcentage											
Terre-Neuve	1994-1995	12	24	16	15	11	9	5	7	28	2 300
	1995-1996	10	23	18	16	12	9	6	8	28	2 032
	1996-1997	11	22	15	15	13	9	6	9	30	1 946
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	13	27	15	14	8	8	6	8	28	760 r
	1995-1996	11	26	17	16	10	8	6	8	29	652 r
	1996-1997	4	28	15	13	11	10	6	11	31	691
Nouvelle-Écosse	1994-1995	12	24	17	16	12	7	5	7	29	3 873
	1995-1996	8	26	15	16	13	9	6	7	30	3 709
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick	1994-1995	18	24	15	14	11	7	4	7	27	1 665
	1995-1996	18	25	16	13	11	7	5	5	27	1 771
	1996-1997	17	25	16	13	11	8	5	5	27	1 781
Québec	1994-1995	11	23	18	17	12	8	5	6	29	6 449
	1995-1996	11	24	18	17	11	8	5	6	29	6 461
	1996-1997	10	22	17	17	13	9	5	6	30	7 162
Ontario	1994-1995	10	21	17	18	13	8	5	7	30	33 440
	1995-1996	10	21	16	17	14	9	6	7	30	32 002
	1996-1997	10	21	16	17	14	9	6	7	30	33 463
Manitoba	1994-1995	8	25	19	17	11	8	5	7	28	3 610
	1995-1996	8	24	19	17	13	8	5	6	29	3 209
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3 657
Saskatchewan	1994-1995	12	27	20	16	11	6	3	4	27	3 329
	1995-1996	13	24	20	17	10	6	3	6	28	3 345
	1996-1997	12	25	18	15	12	7	4	6	28	3 012
Alberta	1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 381
	1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 170
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 440
Colombie-Britannique	1994-1995	12	22	17	17	13	8	5	6	29	14 724
	1995-1996	12	20	17	18	14	9	5	6	30	15 259
	1996-1997	11	19	17	17	15	10	5	6	30	16 152
Yukon	1994-1995	6	24	22	20	10	8	4	5	29	356
	1995-1996	7	20	18	19	17	8	6	5	31	330
	1996-1997	8	21	16	15	15	11	6	8	32	515
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	1994-1995	11	22	17	17	13	8	5	7	29	78 887 r
	1995-1996	11	22	17	17	13	9	5	7	29	76 940 r
	1996-1997	10	20	16	16	13	9	5	6	31	76 819

**TABLEAU 24. NOMBRE D'ADMISSIONS À LA PROBATION, SELON CERTAINES PERSPECTIVES ET CARACTÉRISTIQUES DU CONTREVENANT**

Province	Année	Nombre total des admissions à la probation	Certaines perspectives		Certaines caractéristiques du contrevenant		
			Taux pour 10 000 adultes	Taux pour 10 000 adultes accusés	Pourcentage de femmes	Pourcentage d'Autochtones	Âge médian
Terre-Neuve	1994-1995	2 300	53	2 439	14	7	28
	1995-1996	2 032	47	2 365	13	9	28
	1996-1997	1 946	45	2 415	18	6	30
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	760 r	77 r	3 565 r	..	..	28
	1995-1996	652 r	65 r	3 129 r	..	..	29
	1996-1997	691	68	3 544	..	..	29
Nouvelle-Écosse	1994-1995	3 873	54	2 148	17	4	29
	1995-1996	3 709	52	2 394	16	4	30
	1996-1997	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick	1994-1995	1 665	29	1 301	17	..	27
	1995-1996	1 771	31	1 494	17	..	27
	1996-1997	1 781	30	1 455	17	..	27
Québec	1994-1995	6 449	12	535	12	5	29
	1995-1996	6 461	11	554	11	5	29
	1996-1997	7 162	13	627	11	5	30
Ontario	1994-1995	33 440	40	1 720	18	5	30
	1995-1996	32 002	38	1 704	17	7	30
	1996-1997	33 463	39	1 887	17	8	30
Manitoba	1994-1995	3 610	43	1 286	14	47	28
	1995-1996	3 209	38	1 192	14	47	29
	1996-1997	3 657	43	1 447	..	..	..
Saskatchewan	1994-1995	3 329	46	1 136	18	62	27
	1995-1996	3 345	45	1 113	19	56	28
	1996-1997	3 012	41	984	18	62	28
Alberta	1994-1995	8 381	42	1 297	22	23	..
	1995-1996	8 170	41	1 421	22	22	..
	1996-1997	8 440	41	1 445	22	21	..
Colombie-Britannique	1994-1995	14 724	52	1 987	15	15	29
	1995-1996	15 259	53	2 037	16	16	30
	1996-1997	16 152	55	2 119	16	15	30
Yukon	1994-1995	356	167	2 415	16	81	29
	1995-1996	330	151	2 364	16	69	31
	1996-1997	515	236	4 436	10	88	32
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..	..
TOTAL	1994-1995	78 887 r	35	1 413 r	17	13	29
	1995-1996	76 940 r	34	1 434 r	17	15	29
	1996-1997	76 819	34	1 463	16	13	31



TABLEAU 25. DÉCÈS DES CONTREVENANTS PROVINCIAUX/TERRITORIAUX, SELON LA CAUSE DU DÉCÈS

Province	Année	Cause du décès				Total	Statut du détenu	
		Suicide	Meurtre	Causes naturelles	Autres		En détention	En liberté
Terre-Neuve	1994-1995	-	-	-	-	-	-	-
	1995-1996	-	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard	1994-1995	-	-	-	-	-	-	-
	1995-1996	-	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse	1994-1995	-	-	1	-	1	1	-
	1995-1996	-	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	-	-	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick	1994-1995	-	-	-	-	-	-	-
	1995-1996	-	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	-	-	-	-	-	-	-
Québec	1994-1995	11	-	6	18	35	20	15
	1995-1996	20	-	2	5	27	27	-
	1996-1997	11	1	3	1	16	16	-
Ontario	1994-1995	4	-	7	-	11	11	-
	1995-1996	2	2	5	-	9	9	-
	1996-1997	7	-	11	-	18	18	-
Manitoba	1994-1995	-	-	-	1	1	-	1
	1995-1996	1	-	-	1	2	1	1
	1996-1997	-	-	-	-	-	-	-
Saskatchewan	1994-1995	1	-	1	-	2	2	-
	1995-1996	1	-	1	-	2	2	-
	1996-1997	5	-	-	-	5	5	-
Alberta	1994-1995	-	-	-	1	1	1	-
	1995-1996	3	-	2	-	5	4	1
	1996-1997	3	-	1	-	1	4	-
Colombie-Britannique	1994-1995	2	-	2	1	5	5	-
	1995-1996	2	-	1	2	5	3	2
	1996-1997	1	-	-	-	1	1	-
Yukon	1994-1995	-	-	1	-	1	1	-
	1995-1996	-	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	-	-	-	-	-	-	-
Territoires du Nord-Ouest	1994-1995	-	-	-	-	-	-	-
	1995-1996	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1994-1995	18	-	18	21	57	41	16
	1995-1996	29	2	11	8	50	46	4
	1996-1997	27	1	15	1	44	44	-

Nota : La catégorie "Autres" englobe les décès accidentels et les décès pour lesquels la raison n'a pas été spécifiée. Sous la rubrique "en liberté", les chiffres représentent le nombre de décès qui sont survenus lorsque les détenus étaient en liberté de l'établissement tel que la permission de sortir.

**TABLEAU 26. STATISTIQUES DES COMMISSIONS PROVINCIALES DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES**

Province	Année	Décisions accordant la libération conditionnelle totale				
		Nombre accordé	Nombre refusé	Nombre reporté <sup>1</sup>	Total	Pourcentage accordé
Québec	1994-1995	3 506	1 396	280	5 182	72
	1995-1996	3 246	1 513	90	4 849	68
	1996-1997	2 945	1 598	-	4 543	65
Ontario <sup>2</sup>	1994-1995	2 748 r	2 854	197	5 799 r	49 r
	1995-1996	1 868	2 536	117	4 521	42
	1996-1997	1 476	2 725	119	4 320	35
Colombie-Britannique	1994-1995	..	..	..	...	...
	1995-1996	468	509	473	1 450	48
	1996-1997	613	..	..	613	...
TOTAL <sup>3</sup>	1994-1995	6 254 r	4 250	477	10 981 r	60
	1995-1996	5 582	4 558	680	10 820	55
	1996-1997	5 034	4 323	119	9 476	49
Cessation de la libération conditionnelle totale - Raison de la cessation						
		Expiration régulière	Révocation	Autres	Total	Taux de réussite
		Nombre				pourcentage
Québec	1994-1995	2 585	775	-	3 360	77
	1995-1996	2 346	695	-	3 041	77
	1996-1997	2 047	741	-	2 788	73
Ontario	1994-1995	2 151 r	532 r	-	2 683 r	80 r
	1995-1996	1 542	284	-	1 826	84
	1996-1997	1 233	209	3	1 445	85
Colombie-Britannique	1994-1995	519	145	-	664	78
	1995-1996	..	116	50	166	...
	1996-1997	..	152	7	159	...
TOTAL <sup>3</sup>	1994-1995	5 255 r	1 452 r	-	6 707 r	78 r
	1995-1996	3 888	1 095	-	4 983	78
	1996-1997	3 280	1 102	-	4 382	75

<sup>1</sup> Comprend les détenus non admissibles ou non disponibles pour une interview et les détenus ayant refusé ou rejeté l'audition. Ces données ne sont pas incluses dans le calcul du taux d'octroi de la libération conditionnelle.

<sup>2</sup> En 1996-1997, il y a eu 1 473 auditions additionnelles dont les décisions étaient la révocation, la continuation et la termination de la libération conditionnelle et qui ne sont pas incluses au nombre total.

<sup>3</sup> Le calcul des pourcentages exclut les données de la Colombie-Britannique.

## PROFIL FÉDÉRAL



**TABLEAU 27. ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION FÉDÉRAUX EN ACTIVITÉ À LA FIN DE L'ANNÉE, 1996-1997****TERRE-NEUVE**

Newfoundland CCC

**NOUVELLE-ÉCOSSE**

Carleton  
Carleton Centre Annexe  
Nova Institution for Women  
Springhill Institution

**NOUVEAU-BRUNSWICK**

Atlantic Institution  
Dorchester Institution  
Parrtown  
Westmorland Institution

**QUÉBEC**

CCC Hochelaga  
CCC Laferrière  
CCC Marcel-Caron  
CCC Martineau  
CCC Sherbrooke  
CCC Ogilvy  
Centre fédéral de formation  
Centre régional de réception  
Établissement Archambault  
Établissement Cowansville  
Établissement Donnacona  
Établissement Drummond  
Établissement La Macaza

**QUÉBEC - FIN**

Établissement Leclerc  
Établissement Montée St-François  
Établissement Port Cartier  
Établissement Ste-Anne-des-Plaines  
Unité spéciale de détention

**ONTARIO**

Bath Institution  
Beaver Creek Institution  
Collins Bay Institution  
Frontenac Institution  
Grand Valley (Femmes)  
Hamilton CCC  
Isabel McNeil House (Femmes)  
Joyceville Institution  
Keele CCC  
Kingston Penitentiary  
Millhaven Institution  
Pittsburgh Institution  
Prison for Women  
Portsmouth CCC  
Regional Treatment Centre  
Warkworth Institution

**MANITOBA**

Osborne Centre  
Rockwood Institution  
Stony Mountain Institution

**SASKATCHEWAN**

Oskana Centre  
Ochima Ohci Healing Lodge (Femmes)  
Regional Psychiatric Centre  
Riverbend Institution  
Saskatchewan Penitentiary  
Special Handling Unit

**ALBERTA**

Bowden Institution  
Bowden Annexe  
Drumheller Institution  
Drumheller Minimum  
Edmonton Institution  
Edmonton Institution for Women  
Grande Cache  
Pe Sakastew  
Stan Daniels Minimum  
Stan Daniels CCC

**COLOMBIE-BRITANNIQUE**

Elbow Lake Institution  
Ferndale Institution  
Kent Institution  
Matsqui Institution  
Mission Institution  
Mountain Institution  
Regional Health Centre (Pacifique)  
Sumas Centre  
William Head Institution

**TABLE 28. ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION FÉDÉRAUX EN ACTIVITÉ À LA FIN DE L'ANNÉE, SELON LE NIVEAU DE SÉCURITÉ ET SELON LA CAPACITÉ, 1996-1997**

Province	Niveau de sécurité					Capacité <sup>1</sup>		
	Centres correctionnels communautaires	Sécurité minimale	Sécurité moyenne	Sécurité maximale	Niveau multi-sécuritaire	Normale	Spéciale	Total
Terre-Neuve	1	-	-	-	-	19	-	19
Nouvelle-Écosse	2	-	1	-	1	517	-	517
Nouveau-Brunswick	1	1	1	1	-	774	50	824
Québec	6	3	5	3	1	3 599	237	3 836
Ontario	3	4	4	2	3	3 490	68	3 558
Manitoba	1	1	1	-	-	698	40	738
Saskatchewan	1	1	1	1	2	779	122	901
Alberta	1	4	2	1	2	1 720	71	1 791
Colombie-Britannique	1	2	4	1	1	1 573	153	1 726
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>13 169</b>	<b>741</b>	<b>13 910</b>

<sup>1</sup> Les chiffres fournis représentent la capacité théorique, qui se définit comme étant un local occupé en permanence et formé d'une seule cellule. La capacité normale englobe les cellules normales, les cellules de réception et les cellules pour soins psychiatriques/santé mentale. La capacité spéciale comprend la ségrégation disciplinaire, les cellules médicales et les lits pour soins médicaux.

**TABEAU 29. TOTAL DES DÉPENSES FÉDÉRALES<sup>1</sup>**

Année	Dollars courants				Dollars constants de 1994-1995			
	Exploitation	Investissement	Total	Exploitation par habitant	Exploitation	Investissement	Total	Exploitation par habitant
	'000\$			\$	'000\$			\$
1994-1995	913 250	150 154	1 063 404	31,22	913 250	150 154	1 063 404	31,22
1995-1996	948 887	177 169	1 126 056	32,04	929 268	173 506	1 102 774	31,38
1996-1997	970 289	161 172	1 131 461	32,38	934 133	155 166	1 089 300	31,18

<sup>1</sup> Le total des dépenses fédérales englobent les dépenses du Service correctionnel Canada (SCC) et celles de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC). Les dépenses du SCC excluent CORCAN.

**TABEAU 30. TOTAL DES DÉPENSES D'EXPLOITATION FÉDÉRALES<sup>1</sup>, SELON LE SECTEUR DE SERVICE PRINCIPAL (EN DOLLARS COURANTS)**

Année	Administration centrale et services centraux		Services de détention		Services de surveillance communautaire		Commission nationale des libérations conditionnelles		Total
	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	'000\$	%	
1994-1995	142 178	16	682 246	75	64 167	7	24 659	3	913 250
1995-1996	132 915	14	727 741	77	63 245	7	24 986	3	948 887
1996-1997	128 914	13	754 296	78	62 779	6	24 300	3	970 289

<sup>1</sup> Les dépenses totales du SCC excluent CORCAN.

**TABLEAU 31. DÉPENSES FÉDÉRALES DÉTAILLÉES, SELON LE SECTEUR DE SERVICE PRINCIPAL (EN DOLLARS COURANTS)**

Secteur de service	Année	Exploitation	Investissement	Total
		'000\$		
ADMINISTRATION CENTRALE ET SERVICES CENTRAUX	1994-1995	142 178	28 771	170 949
	1995-1996	132 915	30 103	163 018
	1996-1997	128 914	22 701	151 615
CENTRES DE DÉTENTION				
Exploités par le gouvernement:				
Milieu fermé	1994-1995	535 872	88 310	624 182
	1995-1996	558 447	103 314	661 761
	1996-1997	586 599	104 609	691 208
Milieu ouvert	1994-1995	73 205	27 206	100 411
	1995-1996	82 503	37 310	119 813
	1996-1997	89 517	25 434	114 951
Centres correctionnels communautaires	1994-1995	9 454	831	10 285
	1995-1996	9 094	2 516	11 610
	1996-1997	9 367	4 736	14 103
Services sous contrat:				
Centres résidentiels communautaires	1994-1995	27 462	-	27 462
	1995-1996	27 931	-	27 931
	1996-1997	27 793	-	27 793
Centres de traitement	1994-1995	36 253	2 087	38 340
	1995-1996	49 766	1 457	51 223
	1996-1997	41 020	2 135	43 155
SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE				
Services de libération conditionnelle gouvernementaux	1994-1995	51 577	2 660	54 237
	1995-1996	53 149	1 619	54 768
	1996-1997	58 079	1 557	59 636
Services sous contrat:				
Surveillance, autres services/subventions	1994-1995	12 590	-	12 590
	1995-1996	10 096	-	10 096
	1996-1997	4 700	-	4 700
TOTAL DES DÉPENSES DU SERVICE CORRECTIONNEL CANADA <sup>1</sup>	1994-1995	888 591	149 865	1 038 456
	1995-1996	923 901	176 319	1 100 220
	1996-1997	945 989	161 172	1 107 161
COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	1994-1995	24 659	289	24 948
	1995-1996	24 986	850	25 836
	1996-1997	24 000	300	24 300
TOTAL DES DÉPENSES FÉDÉRALES	1994-1995	913 250	150 154	1 063 404
	1995-1996	948 887	177 169	1 126 056
	1996-1997	969 989	161 472	1 131 461

<sup>1</sup> Les dépenses totales du SCC excluent CORCAN.

**TABLEAU 32. DONNÉES SUR LE PERSONNEL<sup>1</sup> DU SERVICE CORRECTIONNEL CANADA, SELON LE SECTEUR DE SERVICE PRINCIPAL, 1996-1997**

Secteur de service	Réelles	Pourcentage du total
Administration centrale et services centraux	1 166	10
Centres de détention:		
Agents de la paix	4 745	41
Personnel de soutien	4 764	41
Surveillance communautaire:		
Agents de libération conditionnelle	568	5
Personnel de soutien	350	3
<b>TOTAL</b>	<b>11 593</b>	<b>100</b>

<sup>1</sup> Les données sur le personnel représentent les équivalents d'emploi à temps complet au 31 mars 1997.

**TABLEAU 33. DÉPENSES DU SERVICE CORRECTIONNEL CANADA, SELON LES PRINCIPALES CATÉGORIES FINANCIÈRES, 1996-1997**

Catégorie financière	Dépenses	Pourcentage du total
	'000\$	
Traitements, salaires, heures supplémentaires, avantages sociaux <sup>1</sup>	611 594	55
Transport et communication	27 678	2
Information	1 859	--
Services professionnels et spéciaux	160 745	15
Location	3 992	--
Réparation et entretien sous contrat	13 899	1
Services publics, matériaux et fournitures	94 096	8
Services de soutien d'équipement	7 711	1
Autres dépenses d'exploitation	24 415	2
<b>TOTAL DES DÉPENSES D'EXPLOITATION<sup>2</sup></b>	<b>945 989</b>	<b>85</b>
Investissement majeur en construction	98 005	9
Investissement mineur en construction et équipement	39 180	4
Acquisition d'équipement	23 987	2
<b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT<sup>3</sup></b>	<b>161 172</b>	<b>15</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>1 107 161</b>	<b>100</b>

<sup>1</sup> Les avantages sociaux sont composés principalement des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés (78 033 000 \$).

<sup>2</sup> Les dépenses selon les principales catégories financières excluent celles de CORCAN.

<sup>3</sup> Les dépenses reliées à l'investissement sont comprises dans ce total.



**TABLEAU 34. COÛT QUOTIDIEN MOYEN PAR DÉTENU FÉDÉRAL**

Année	Coût d'exploitation des établissements <sup>1</sup>		Durée du séjour en jours <sup>2</sup>	Coût quotidien moyen par détenu	
	Dollars courants	Dollars constants de 1994-1995		Dollars courants	Dollars constants de 1994-1995
	'000\$	'000\$		\$	\$
1994-1995	618 531	618 531	5 091 020	121,49	121,49
1995-1996	650 044	636 604	5 130 075	126,71	124,09
1996-1997	685 483	659 940	5 162 195	132,79	127,84

<sup>1</sup> Les dépenses d'exploitation des établissements désignent les coûts que comporte l'exploitation quotidienne d'un établissement, tels que les salaires, le transport, l'entretien, etc. Ces chiffres excluent les rénovations majeures et les coûts de construction. Les centres de détention gérés par le gouvernement, soit les établissements en milieu fermé et en milieu ouvert et les centres correctionnels communautaires sont inclus.

<sup>2</sup> «Durée du séjour en jours» est basé sur 52 comptes hebdomadaires des détenus qui étaient présents à l'intérieur de l'établissement au moment du compte. Les détenus temporaires sont compris.

**TABLEAU 35. DÉPENSES DE LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, SELON LA PRINCIPALE CATÉGORIE FINANCIÈRE, 1996-1997**

Catégorie financière	Dépenses	Pourcentage du total
	'000\$	
Traitements et salaires	17,1	70,4
Avantages sociaux	2,6	10,7
Autres coûts reliés au personnel	-	-
Transport et communication	2,2	9,1
Information	0,2	0,8
Services professionnels et spéciaux	1,0	4,1
Location	0,1	0,4
Réparation et entretien sous contrat	0,2	0,8
Matériaux, services publics et fournitures	0,6	2,5
Autres dépenses d'exploitation	-	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES D'EXPLOITATION</b>	<b>24,0</b>	<b>98,8</b>
Coûts mineurs d'investissement	0,3	1,2
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>24,3</b>	<b>100,0</b>

**TABLEAU 36. ANNÉES-PERSONNES UTILISÉES PAR LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, 1996-1997**

Région	Membres de la Commission	Membres de la Commission à temps partiel	Effectifs	Total
Administration centrale	5,3	1,0	110,0	116,3
Atlantique	6,0	2,3	28,0	36,3
Québec	7,4	3,5	45,0	55,9
Ontario	7,6	4,3	35,0	46,9
Prairies	9,4	3,1	36,0	48,5
Pacifique	4,5	1,8	23,0	29,3
TOTAL	40,2	16,0	277,0	333,2

**TABLEAU 37. NOMBRE MOYEN DE DÉTENUS DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX**

Région	Année	Compte réel <sup>1</sup>	Inscrit au registre <sup>2</sup>	Détention temporaire
Atlantique	1994-1995	1 409	1 489	49
	1995-1996	1 419	1 488	53
	1996-1997	1 392	1 459	58
Québec	1994-1995	3 825	3 929	198
	1995-1996	3 869	4 027	208
	1996-1997	3 768	4 055	228
Ontario	1994-1995	3 781	4 066	192
	1995-1996	3 699	4 001	171
	1996-1997	3 695	3 960	155
Prairies	1994-1995	3 041	3 415	100
	1995-1996	3 142	3 472	107
	1996-1997	3 384	3 559	126
Pacifique	1994-1995	1 892	2 034	68
	1995-1996	1 926	2 036	83
	1996-1997	1 904	2 047	95
TOTAL	1994-1995	13 948	14 933	607
	1995-1996	14 055	15 024	622
	1996-1997	14 143	15 081	662

<sup>1</sup> Les détenus temporaires sont compris dans le "Compte réel" mais non dans le compte des personnes "Inscrites au registre".

<sup>2</sup> Les personnes "Inscrites au registre" désignent le nombre de détenus (hommes et femmes) inscrits au registre des établissements fédéraux ou ceux qui sont absents de l'établissement pour certaines raisons, par exemple, les détenus en semi-liberté, en permissions de sortir, illégalement en liberté, etc.

**TABLEAU 38. NOMBRE D'ADMISSIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX, SELON LE GENRE D'ADMISSION**

Genre d'admission	Année	Région					Total
		Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	
Mandat d'incarcération	1994-1995	598 r	1 341 r	1 290 r	1 277 r	419 r	4 925 r
	1995-1996	524	1 190	1 065	1 233	390	4 402
	1996-1997	478	1 166	1 186	1 301	438	4 569
Révocation	1994-1995	432 r	1 166 r	791 r	916 r	503 r	3 808 r
	1995-1996	349	1 025	726	731	455	3 286
	1996-1997	390	1 012	711	785	428	3 326
Cessation de la libération	1994-1995	8 r	25 r	31 r	9 r	23 r	96 r
	1995-1996	4	4	18	7	4	37
	1996-1997	2	4	9	11	8	34
Interruption	1994-1995	62 r	25 r	22 r	57 r	32 r	198 r
	1995-1996	53	2	7	38	22	122
	1996-1997	-	-	-	1	-	1
Transferts	1994-1995	-	4 r	3 r	2 r	- r	9 r
	1995-1996	-	56	17	-	4	77
	1996-1997	-	40	28	-	1	69
Autres <sup>1</sup>	1994-1995	6 r	14 r	10 r	7 r	6 r	43 r
	1995-1996	3	7	12	5	2	29
	1996-1997	6	42	4	12	1	65
TOTAL	1994-1995	1 106 r	2 575 r	2 147 r	2 268 r	983 r	9 079 r
	1995-1996	933	2 284	1 845	2 014	877	7 953
	1996-1997	876	2 264	1 938	2 110	876	8 064

<sup>1</sup> En 1994-1995, les totaux régionaux ne correspondront pas au "TOTAL" car une admission est incluse pour laquelle la région n'était pas connue.

**TABLEAU 39. NOMBRE D'ADMISSIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX EN VERTU D'UN MANDAT D'INCARCÉRATION, SELON LA DURÉE TOTALE DE LA PEINE À L'ADMISSION**

Durée totale de la peine	Pourcentage du total des admissions		
	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Moins de 1 an	0,1	0,02	0,02
1 an et moins de 2 ans	0,3	0,1	0,1
2 ans et moins de 3 ans	38,3	40,4	39,8
3 ans et moins de 4 ans	24,4	22,9	22,3
4 ans et moins de 5 ans	11,8	12,3	13,5
5 ans et moins de 6 ans	7,0	7,3	7,3
6 ans et moins de 7 ans	4,3	3,7	4,0
7 ans et moins de 8 ans	3,0	3,2	2,9
8 ans et moins de 9 ans	2,0	1,4	1,7
9 ans et moins de 10 ans	1,2	1,0	1,3
10 ans et moins de 15 ans	2,7	2,9	2,6
15 ans et moins de 20 ans	0,8	0,4	0,4
20 ans et plus	0,1	0,2	0,1
Emprisonnement à vie	4,0	4,3	4,6
TOTAL	100	100	100
Nombre d'admissions	4 758	4 402	4 569
Durée moyenne de la peine <sup>1</sup> (en mois)	44,0	43,6	43,1

<sup>1</sup> Le calcul de la durée moyenne de la peine exclut les personnes purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité.

**TABLEAU 40. NOMBRE D'ADMISSIONS EN VERTU D'UN MANDAT D'INCARCÉRATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX, SELON CERTAINES CATÉGORIES D'INFRACTIONS**

Région	Année	Certaines infractions								
		Homicide	Tentative de meurtre	Vol qualifié	Agression sexuelle	Enlèvement	Introduction par effraction	Trafic/Importation de drogues	Armes et explosifs	Fraude
Atlantique	1994-1995	17	2	60	79	2	101	6	6	13
	1995-1996	17	2	80	53	3	97	6	4	11
	1996-1997	23	3	81	47	4	80	6	4	14
Québec	1994-1995	55	17	332	115	38	120	48	25	24
	1995-1996	68	21	279	91	14	130	40	17	21
	1996-1997	57	17	287	103	28	119	47	16	18
Ontario	1994-1995	104	12	267	140	13	71	75	14	29
	1995-1996	87	9	223	112	17	75	77	16	23
	1996-1997	97	21	226	100	23	94	85	20	32
Prairies	1994-1995	81	5	252	226	16	85	12	14	32
	1995-1996	80	2	217	218	17	115	16	11	23
	1996-1997	74	8	253	256	17	123	14	12	28
Pacifique	1994-1995	49	3	89	53	12	29	5	7	11
	1995-1996	51	3	88	50	11	34	5	4	5
	1996-1997	75	4	105	49	21	44	4	6	6
Total	1994-1995	306	39	1 000	613	81	406	146	66	109
	1995-1996	303	37	887	524	62	451	144	52	83
	1996-1997	326	53	952	555	93	460	156	58	98

**TABLEAU 41. NOMBRE D'ADMISSIONS EN VERTU D'UN MANDAT D'INCARCÉRATION À LA JURIDICTION FÉDÉRALE, SELON CERTAINES PERSPECTIVES ET CARACTÉRISTIQUES DU CONTREVENANT**

	Année	Province où la peine a été infligée					
		Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
Nombre d'admissions	1994-1995	97	26	379	116	1 302	1 223
	1995-1996	125	14	259	131	1 193	1 100
	1996-1997	96	17	214	145	1 170	1 214
Certaines perspectives: Taux pour 10 000 adultes	1994-1995	2,2	2,6	5,3	2,0	2,3	1,5
	1995-1996	2,9	1,4	3,6	2,3	2,1	1,3
	1996-1997	2,2	1,7	3,0	2,5	2,1	1,4
Taux pour 10 000 adultes accusés	1994-1995	103	122	210	91	108	63
	1995-1996	146	67	167	111	102	59
	1996-1997	119	87	129	118	102	68
Certaines caractéristiques du détenu: Pourcentage de femmes	1994-1995	2	4	3	1	2	4
	1995-1996	2	-	3	2	2	6
	1996-1997	3	12	6	-	3	6
Pourcentage d'Autochtones	1994-1995	10	-	2	-	2	5
	1995-1996	6	-	1	3	2	6
	1996-1997	9	-	7	6	2	6
Âge moyen	1994-1995	34	32	32	33	32	33
	1995-1996	35	34	31	32	33	33
	1996-1997	33	31	30	32	33	34

**TABLEAU 40. NOMBRE D'ADMISSIONS EN VERTU D'UN MANDAT D'INCARCÉRATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX, SELON CERTAINES CATÉGORIES D'INFRACTIONS - FIN**

Principales voies de fait	Voies de fait	Certaines infractions								TOTAL
		Vol	Crime d'incendie	Infractions aux règlements de la circulation C.C.	Violation d'une ordonnance de la cour	Conduite avec facultés affaiblies	Autres infractions au Code criminel	Infractions aux autres lois fédérales	Inconnu	
92	10	14	8	6	12	7	58	-	115	608
48	15	11	6	4	21	7	50	-	89	524
56	14	10	10	2	10	10	30	-	70	474
117	2	15	5	2	7	13	133	3	243	1 314
110	3	20	8	4	6	12	154	-	192	1 190
78	17	29	7	5	3	121	12	-	201	1 165
112	22	11	4	12	11	28	75	-	210	1 210
86	14	12	12	12	15	32	104	-	139	1 065
85	11	7	6	16	14	23	97	-	229	1 186
140	15	16	3	19	9	41	58	3	184	1 211
146	17	22	12	32	10	30	78	-	187	1 233
140	29	24	5	22	15	31	67	-	189	1 307
40	7	7	2	4	4	10	37	-	46	415
44	4	9	2	6	9	7	25	-	33	390
29	6	8	2	6	9	9	20	-	34	437
501	56	63	22	43	43	99	361	6	798	4 758
434	53	74	40	58	61	88	411	-	640	4 402
388	77	78	30	51	51	194	226	-	723	4 569

**TABLE 41. NOMBRE D'ADMISSIONS EN VERTU D'UN MANDAT D'INCARCÉRATION À LA JURIDICTION FÉDÉRALE, SELON CERTAINES PERSPECTIVES ET CARACTÉRISTIQUES DU CONTREVENANT - FIN**

Province où la peine a été infligée						Extérieur du Canada	Non déclaré	TOTAL
Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest			
224	192	712	412	5	58	8	4	4 758
197	203	731	376	11	58	8	-	4 402
244	214	744	426	11	69	...	5	4 569
2,7	2,6	3,6	1,5	2,3	14,3	...	...	2,2
2,3	2,8	3,6	1,3	5,0	14,0	...	...	2,0
2,9	2,9	3,6	1,4	4,9	16,5	...	...	2,0
80	66	110	56	34	163	...	...	85
73	68	127	50	79	180	...	...	82
97	70	127	56	95	232	...	...	87
1	3	4	3	-	-	...	-	3
1	2	4	2	-	2	...	-	3
2	2	4	4	-	1	...	-	4
40	57	23	19	60	88	...	-	13
52	56	22	18	18	79	...	-	12
49	61	23	20	45	77	...	100	15
31	33	32	33	34	31	...	-	32
30	31	33	34	42	34	37	-	33
30	32	32	33	36	32	...	44	36

**TABLEAU 42. ÂGE DES CONTREVENANTS ADMIS À UN ÉTABLISSEMENT FÉDÉRAL EN VERTU D'UN MANDAT D'INCARCÉRATION**

Âge à l'admission	Année	Région					Total
		Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	
18 ans et 19 ans	1994-1995	44	53	52	72	10	231
	1995-1996	62	32	46	76	18	234
	1996-1997	54	37	43	102	21	257
De 20 ans à 24 ans	1994-1995	138	236	234	268	73	949
	1995-1996	115	212	196	276	66	865
	1996-1997	103	204	197	271	82	857
De 25 ans à 29 ans	1994-1995	120	292	252	225	88	977
	1995-1996	82	249	192	239	75	837
	1996-1997	74	247	230	241	76	868
De 30 ans à 34 ans	1994-1995	103	259	253	234	79	928
	1995-1996	80	240	232	234	60	846
	1996-1997	84	221	238	241	85	869
De 35 ans à 39 ans	1994-1995	61	187	141	163	64	616
	1995-1996	62	202	165	156	63	648
	1996-1997	56	183	184	190	62	675
De 40 ans à 44 ans	1994-1995	48	136	100	97	44	425
	1995-1996	36	111	99	83	40	369
	1996-1997	49	107	105	101	36	398
De 45 ans à 49 ans	1994-1995	36	70	69	68	26	269
	1995-1996	30	67	55	61	32	245
	1996-1997	23	82	84	84	22	295
50 ans et plus	1994-1995	56	78	109	76	30	349
	1995-1996	56	77	80	105	36	354
	1996-1997	29	82	105	72	47	335
TOTAL <sup>1</sup>	1994-1995	608	1 314	1 210	1 211	415	4 758
	1995-1996	524	1 190	1 065	1 233	390	4 402
	1996-1997	474	1 165	1 186	1 307	437	4 569

<sup>1</sup> Les contrevenants âgés de 18 ans au moment de l'admission sont inclus au total. Il s'agissait de 14 contrevenants en 1994-1995, de 4 en 1995-1996 et de 15 en 1996-1997.

**TABLEAU 43. DÉCÈS DE DÉTENUS FÉDÉRAUX**

Raison du décès	Année	En détention	En liberté (dans la collectivité)	Total
Suicide	1994-1995	14	12	26
	1995-1996	17	4	21
	1996-1997	10	3	13
Meurtre	1994-1995	7	2	9
	1995-1996	2	-	2
	1996-1997	4	5	9
Intervention des forces de l'ordre <sup>1</sup>	1994-1995	-	1	1
	1995-1996	-	1	1
	1996-1997	-	2	2
Inconnu	1994-1995	-	2	2
	1995-1996	-	3	3
	1996-1997	-	9	9
Autres <sup>2</sup>	1994-1995	35	15	50
	1995-1996	29	19	48
	1996-1997	34	34	68
TOTAL	1994-1995	56	32	88
	1995-1996	48	27	75
	1996-1997	48	53	101

<sup>1</sup> «Intervention des forces de l'ordre» comprennent les détenus qui sont tués par les autorités pendant la perpétration d'une infraction, p. ex., prise d'otages, évasion.

<sup>2</sup> La catégorie «Autres» comprend les décès par causes naturelles et les décès accidentels.

**TABLEAU 44. DÉTENUS DES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX EN LIBERTÉ ILLÉGALE**

Genre d'évasion	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Évasions d'un établissement ayant un niveau de sécurité multi-sécuritaire ou maximal	-	1	9
Évasions d'un établissement ayant un niveau de sécurité moyen	19	6	2
Évasions d'un établissement ayant un niveau de sécurité minimal	98	52	47
TOTAL	117	59	58

**TABLEAU 45. LIBÉRATIONS DE DÉTENUÉS FÉDÉRAUX, SELON LE GENRE DE LIBÉRATION**

Genre de libération	Année	Région					
		Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Total
Expiration du mandat	1994-1995	31	66	109 r	112 r	51 r	369 r
	1995-1996	30	67	116	132	69	414
	1996-1997	59	50	126	129	72	436
Libération conditionnelle totale	1994-1995	91	287 r	229 r	218 r	91 r	916 r
	1995-1996	72	266	243	256	81	918
	1996-1997	77	217	205	272	78	849
Semi-liberté	1994-1995	379 r	958 r	561 r	464 r	230 r	2 592 r
	1995-1996	312	771	455	278	184	2 000
	1996-1997	267	512	431	386	179	1 775
Libération d'office <sup>1</sup>	1994-1995	434 r	977 r	1 039 r	938	510 r	3 898 r
	1995-1996	509	1 193	1 051	1 078	622	4 453
	1996-1997	538	1 381	1 152	1 139	608	4 818
Autres	1994-1995	66 r	40 r	55	93 r	45 r	299 r
	1995-1996	71	32	36	57	39	235
	1996-1997	7	54	38	20	21	140
TOTAL	1994-1995	1 001	2 328 r	1 993 r	1 825 r	927 r	8 074 r
	1995-1996	994	2 329	1 901	1 801	995	8 020
	1996-1997	948	2 214	1 952	1 946	958	8 018

<sup>1</sup>En 1995-96, le nombre de libérations d'office exclut six cas pour lesquels la région n'était pas connu.

**TABLEAU 46. PERMISSIONS DE SORTIR AVEC SURVEILLANCE ET SANS SURVEILLANCE, SERVICE CORRECTIONNEL CANADA**

Année	Permissions de sortir avec surveillance		Permissions de sortir sans surveillance	
	Nombre complété	Nombre non complété <sup>1</sup>	Nombre complété	Nombre non complété <sup>1</sup>
1994-1995	45 288	13	3 902	23
1995-1996	41 031	8	4 328	14
1996-1997	43 649	17	5 950	13

<sup>1</sup>La catégorie "Nombre de permissions de sortir (P.S.) non complétées" comprend les personnes en liberté illégale, les personnes détenues par la police et la cessation de la P.S. par la Commission nationale des libérations conditionnelles.



**TABLEAU 47. COMPTES RÉELS<sup>1</sup> – POPULATION FÉDÉRALE ET PROVINCIALE SOUS SURVEILLANCE, SELON LA RÉGION**

Région	Année	Contrevenants fédéraux			Contrevenants provinciaux <sup>2</sup>			Total	
		Semi-liberté	Libération conditionnelle totale	Libération d'office	Total	Semi-liberté	Libération conditionnelle totale		Total
Atlantique	1995	149	468	205	822	52	210	262	1 084
	1996	120	436	280	836	35	138	173	1 009
	1997	105	409	282	796	23	143	166	962
Québec	1995	578	1 775	703	3 056	-	2	2	3 058
	1996	489	1 666	779	2 934	-	2	2	2 936
	1997	344	1 517	862	2 723	-	-	-	2 723
Ontario	1995	312	1 502	691	2 505	..	8	8	2 513
	1996	286	1 420	693	2 399	2	10	12	2 411
	1997	284	1 393	744	2 421	1	5	6	2 427
Prairies	1995	208	843	440	1 491	39	101	140	1 631
	1996	179	872	608	1 659	30	124	154	1 813
	1997	203	890	647	1 740	45	174	219	1 959
Pacifique	1995	167	636	326	1 129	1	6	7	1 136
	1996	138	600	382	1 120	-	3	3	1 123
	1997	143	571	401	1 115	1	8	9	1 124
TOTAL	1995	1 414	5 224	2 365	9 003	92	327	419	9 422
	1996	1 212	4 994	2 742	8 948	67	277	344	9 292
	1997	1 079	4 780	2 936	8 795	70	330	400	9 195

<sup>1</sup> Les chiffres fournis représentent le compte au 31 mars de chaque années.

<sup>2</sup> Le nombre de contrevenants provinciaux englobe les contrevenants dans les établissements des provinces ne possédant pas leur propre commission des libérations conditionnelles, et qui sont sous la surveillance du Service correctionnel Canada.

**TABLEAU 48. TAUX D'OCTROI POUR LES CONTREVENANTS FÉDÉRAUX, SELON LE TYPE DE LIBÉRATION**

Type de libération	Année		
	1994-1995	1995-1996	1996-1997
<b>PERMISSION DE SORTIR AVEC SURVEILLANCE</b>			
Accordée	335	353	360
Refusée	80	56	63
Taux d'octroi (%)	81	86	85
<b>PERMISSION DE SORTIR SANS SURVEILLANCE</b>			
Accordée	651	368	318
Refusée	681	372	181
Taux d'octroi (%)	49	50	64
<b>SEMI-LIBERTÉ</b>			
Accordée	3 913	3 164	2 693
Refusée	2 625	2 221	1 362
Taux d'octroi (%)	60	59	66
<b>LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE</b>			
Accordée	2 223	1 956	1 737
Refusée	4 432	3 729	2 564
Taux d'octroi (%)	33	34	40

**TABLEAU 49. NOMBRE D'OCTROIS À LA SEMI-LIBERTÉ ACCORDÉS AUX DÉTENUS FÉDÉRAUX ET PROVINCIAUX, SELON LE TYPE DE DÉCISION**

Type de décision	Détenus fédéraux			Détenus provinciaux		
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1994-1995	1995-1996	1996-1997
<b>SEMI-LIBERTÉ RÉGULIÈRE</b>						
Accordée/continué <sup>1</sup>	3 912	3 163	2 693	312 r	288	280
Refusée	2 625	2 221	1 361	275	266 r	325
Annulée	81	39	32	10	7	8
Autres	810	707	751	143	89	35
Taux d'octroi (%)	60	59	66	53 r	52 r	46
<b>SEMI-LIBERTÉ PAR EXAMEN<sup>2</sup></b>						
Accordée/continué <sup>1</sup>	1	1	-	-	-	-
Refusée	-	-	1	-	-	-
Annulée	-	-	-	-	-	-
Autres	1	-	-	-	-	-
Taux d'octroi (%)	100	100	-	-	-	-
<b>NOMBRE TOTAL D'OCTROI À LA SEMI-LIBERTÉ</b>						
Accordée/continué <sup>1</sup>	3 913	3 164	2 693	312 r	288	280
Refusée	2 625	2 221	1 362	275	266 r	325
Annulée	81	39	32	10	7	8
Autres	811	707	751	143	89	35
Taux d'octroi (%)	60	59	66	53 r	52 r	46

<sup>1</sup>La semi-liberté accordée/continué comprend les décisions permettant la continuation d'une semi-liberté accordée auparavant.

<sup>2</sup>Semi-liberté par examen - C'est-à-dire que l'examen en vue de la semi-liberté a lieu exceptionnellement avant la date d'admissibilité à la semi-liberté.

**TABLEAU 50. TAUX D'OCTROI DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE ET DE LA SEMI-LIBERTÉ POUR LES DÉTENUS PROVINCIAUX, SELON LA RÉGION**

Région	Année	Accordée		Refusée	Taux d'octroi pourcentage
		Nombre			
<b>LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE</b>					
Atlantique	1994-1995	402	271	60	
	1995-1996	278	218	56	
	1996-1997	244	185	57	
Prairies	1994-1995	157	252	38	
	1995-1996	168	232	42	
	1996-1997	215	234	48	
Pacifique	1994-1995	4	3	57	
	1995-1996	2	2	50	
	1996-1997	2	5	29	
TOTAL PROVINCIAL	1994-1995	563 r	526 r	52	
	1995-1996	448 r	452 r	50	
	1996-1997	461	424	52	
<b>SEMI-LIBERTÉ</b>					
Atlantique	1994-1995	193	157	55	
	1995-1996	180	127	59	
	1996-1997	131	197	40	
Prairies	1994-1995	111	118	49	
	1995-1996	108	137	44	
	1996-1997	144	127	53	
Pacifique	1994-1995	8	-	100	
	1995-1996	-	2	-	
	1996-1997	5	1	83	
TOTAL PROVINCIAL	1994-1995	312 r	275	53	
	1995-1996	288	266	52 r	
	1996-1997	280	325	46	

**TABLEAU 51. DÉCISIONS POST-LIBÉRATOIRES CONCERNANT LA SEMI-LIBERTÉ FÉDÉRALE ET PROVINCIALE**

Décisions fédérales	Régulière		
	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Terminée	62	25	15
Révoquée	942	658	427
Suspension annulée	191	137	109
Modalités modifiées	726	619	524
Autres	714	532	529
TOTAL	2 635	1 971	1 604
	Par examen <sup>1</sup>		
Terminée	-	-	-
Révoquée	1	-	-
Suspension annulée	-	-	-
Modalités modifiées	2	-	-
Autres	-	-	2
TOTAL	3	-	2
	Total des décisions fédérales		
Terminée	62	25	15
Révoquée	943	658	427
Suspension annulée	191	137	109
Modalités modifiées	728	619	524
Autres	714	532	531
TOTAL	2 638	1 971	1 606
	Régulière		
Décisions provinciales	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Terminée	2	5	1
Révoquée	51	67 r	5
Suspension annulée	8	9 r	8
Modalités modifiées	41	47	27
Autres	16 r	20 r	61
TOTAL	118 r	148 r	102

<sup>1</sup> Semi-liberté «par examen», c'est à dire que l'examen en vue de la semi-liberté a lieu exceptionnellement avant la date d'admissibilité à la semi-liberté.

**TABEAU 52. DÉCISIONS POST-LIBÉRATOIRES CONCERNANT LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE FÉDÉRALE ET PROVINCIALE**

Décisions fédérales	Total des libérations conditionnelles totales		
	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Terminée	17	14	12
Révoquée	1 001	786	495
Suspension annulée	247	222	172
Modalités modifiées	947	1 031	841
Autres	879	773	973
TOTAL	3 091	2 826	2 493
	Procédure d'examen expéditif		
Terminée	5	5	-
Révoquée	407	410	283
Suspension annulée	74	97	82
Modalités modifiées	340	473	449
Autres	329	350	508
TOTAL	1 155	1 335	1 322
	Libération conditionnelle totale		
	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Terminée	-	1	-
Révoquée	117 r	83 r	4
Suspension annulée	15 r	10	13
Modalités modifiées	39	42	27
Autres	20	10 r	80
TOTAL	191 r	146 r	124

**TABLEAU 53. DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES APRÈS LA LIBÉRATION D'OFFICE**

Décisions	Année		
	1994-1995	1995-1996	1996-1997
<b>LIBÉRATION D'OFFICE</b>			
Terminée	4	3	-
Révoquée	1 807	1 923	1 690
Suspension annulée	159	170	187
Modalités modifiées	403	452	609
Autres	698	925	1 579
<b>TOTAL</b>	<b>3 071</b>	<b>3 473</b>	<b>4 065</b>
<b>OCTROI UNIQUE DE LA LIBÉRATION D'OFFICE</b>			
Terminée	-	-	-
Révoquée	19	22	17
Suspension annulée	2	2	4
Modalités modifiées	10	9	15
Autres	9	10	10
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>	<b>43</b>	<b>46</b>
<b>DÉCISIONS TOTALES</b>			
Terminée	4	3	-
Révoquée	1 826	1 945	1 707
Suspension annulée	161	172	191
Modalités modifiées	413	461	624
Autres	707	935	1 589
<b>TOTAL</b>	<b>3 111</b>	<b>3 516</b>	<b>4 111</b>



## NOTES DE FIN DE DOCUMENT

## NOTES GÉNÉRALES

- (1) La somme des éléments peut ne pas correspondre aux totaux indiqués en raison de l'arrondissement. Des erreurs d'arrondissement peuvent également influencer sur les calculs.
- (2) Les répartitions en pourcentage ont été préparées d'après les cas connus.
- (3) Pour éliminer les effets de l'inflation, on utilise à présent l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les calculs en dollars constants.

## TABLEAU SOMMAIRE 2

- (1) Inclut les autres admissions temporaires tels que pour raison d'immigration.
- (2) Le calcul du taux pour 10 000 adultes accusés est basé sur les infractions au *Code criminel* et aux lois fédérales seulement. Les données pour les adultes accusés proviennent de l'Enquête sur la déclaration uniforme de la criminalité, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique.
- (3) Au Manitoba, on comptait trois admissions au nombre total pour lesquels le statut n'était pas connu.

## TABLEAU SOMMAIRE 3

- (1) Le calcul du taux pour 10 000 adultes accusés est basé sur les infractions au *Code criminel* et aux lois fédérales seulement.
- (2) Les libérations incluent les contrevenants en liberté dans les provinces ayant leur propre commission des libérations conditionnelles, ainsi que les contrevenants provinciaux/territoriaux sous la responsabilité de la Commission nationale des libérations conditionnelles. Les contrevenants fédéraux en libération conditionnelle et en libération d'office sont également inclus.
- (3) Le nombre total en surveillance communautaire exclut 140 autres types de libérations fédérales.

- (4) Les données pour la Nouvelle-Écosse et les Territoires du Nord-Ouest ont été exclus des années précédentes afin de permettre les comparaisons d'une année à l'autre.

## TABLEAU 3

- (1) Les infractions réelles désignent toutes les affaires qui sont connues de la police et s'avèrent par la suite fondées (c.-à.-d. que cela exclut toutes les infractions non fondées) suivant une enquête policière plus poussée. Il est bon de mentionner que la police applique la règle de l'infraction la plus grave lors des déclarations.
- (2) Ces infractions comprennent «conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou du matériel ferroviaire» et «défaut ou refus de fournir un échantillon d'haleine ou un échantillon de sang». Elles comprennent également un petit nombre de jeunes.
- (3) La catégorie «Autres infractions au Code criminel» inclut les infractions aux lois de la circulation.
- (4) Les infractions pour 1994 incluent les infractions aux lois provinciales. À compter de 1995, les infractions aux lois provinciales ne seront plus déclarées par le Programme des services policiers.

## TABLEAU 4

- (1) Les chiffres se rapportant à la conduite avec facultés affaiblies incluent un petit nombre de jeunes. Les infractions aux lois de la circulation sont exclues de toutes les catégories d'infractions, à l'exception de la conduite avec facultés affaiblies, qui relève du Code criminel.

Il est bon de mentionner que la police applique la règle de l'infraction la plus grave lors des déclarations. Cette règle précise que seulement l'infraction la plus grave est signalée lorsque plusieurs infractions sont commises lors d'un même incident.

- (2) Ces infractions comprennent «conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou du matériel ferroviaire» et «défaut ou refus de fournir un échantillon d'haleine ou un échantillon de sang».

- (3) Voir la note 3 du tableau 3.
- (4) Voir la note 4 du tableau 3.

### TABLEAU 7

- (1) Sauf indication contraire, l'effectif représente les années-personnes réelles au 31 mars 1997.
- (2) Le pourcentage des dépenses totales que représentent les salaires englobe les avantages sociaux.
- (3) Terre-Neuve et Yukon - Les chiffres sur le personnel représentent des équivalents d'emploi à temps complet.
- (4) Île-du-Prince-Édouard - Les chiffres sur le personnel représentent des équivalents d'emploi à temps complet. L'effectif des agents de probation englobe le personnel tant pour les adultes que pour les jeunes contrevenants.
- (5) Nouvelle-Écosse - Les chiffres sur le personnel représentent les années-personnes prévues au budget. L'effectif des agents de probation comprend 5 années-personnes représentant 26 agents de probation adjoints qui travaillent à contrat.
- (6) Nouveau-Brunswick - Ces chiffres englobent le personnel fournissant des services tant aux contrevenants adultes qu'aux jeunes contrevenants et représentent des postes établis.
- (7) Québec - Les chiffres sur le personnel représentent les années-personnes prévues au budget. L'effectif complet de la Commission des libérations conditionnelles exclut 67 membres à temps partiel.
- (8) Ontario - Les chiffres sur le personnel représentent des équivalents d'emploi à temps complet. Les chiffres sur le personnel excluent les postes financés par le programme des jeunes contrevenants.
- (9) Manitoba - Les chiffres sur le personnel affecté à la surveillance communautaire ont été établis au prorata de l'ensemble des employés pour exclure ceux qui s'occupent surtout des programmes pour les jeunes. Les chiffres sur le personnel représentent les années-personnes prévues au budget.
- (10) Saskatchewan - Les chiffres sur le personnel représentent les années-personnes prévues au budget.
- (11) Colombie-Britannique - Tous les chiffres sur le personnel sont exprimés en équivalents d'emploi à temps complet.

Par conséquent, on ne peut ventiler les postes (p. ex. selon les agents de la paix et les agents de probation), c'est pourquoi l'effectif de cette province ne figure pas aux totaux.

- (12) Territoires du Nord-Ouest - Les chiffres sur le personnel représentent les années-personnes réelles.

### TABLEAU 8

- (1) Les coûts d'investissement ont été exclus des dépenses de tous les secteurs de compétence.
- (2) Avantages sociaux - Dans le cas de trois secteurs de compétence, les avantages sociaux ont été estimés en tant qu'un pourcentage des coûts des salaires. Ces secteurs de compétence et leur pourcentage respectif en 1996-1997 sont:

Terre-Neuve : 12,0%

Île-du-Prince-Édouard : 10,8% (ne comprend ni la contribution provinciale ni les frais qu'entraîne l'administration du régime de pension provincial)

Saskatchewan : 13,4%

- (3) Terre-Neuve - Les coûts des services publics et les frais d'entretien ne sont pas compris.
- (4) Île-du-Prince-Édouard - En 1996-1997, on a inclus une dépense unique de Travaux publics pour l'amélioration du matériel de sécurité, de même que des rajustements salariaux prévus aux contrats.
- (5) Québec - Les services de surveillance communautaire incluent les coûts des programmes de travaux compensatoires (PTC) et d'Alcofrein. Les coûts sont les suivants :
- 1994-1995 - 3 222,5 \$.
- 1995-1996 - 3 209,1\$.
- 1996-1997 - 2 236,4 \$.
- (6) Alberta - Les frais d'entretien et les coûts des services publics ont été exclus.
- (7) Yukon - À compter de 1996-1997, les dépenses pour les services aux victimes sont exclues.
- (8) Territoires du Nord-Ouest - Territoires du Nord-Ouest - Les coûts des services publics et les frais d'entretien sont exclus des dépenses d'exploitation.



**TABLEAU 9**

- (1) Nouveau-Brunswick - Les dépenses au chapitre des centres correctionnels communautaires ont trait aux centres résidentiels communautaires gouvernementaux.

Comprend les centres résidentiels communautaires tant pour les dépenses que pour le nombre total de jours passés en détention.

- (2) Ontario - Comme les établissements de l'Ontario sont multi-sécuritaires, les coûts relatifs aux centres en milieu ouvert et aux centres correctionnels communautaires ne peuvent être ventilés.

- (3) Saskatchewan - Les résidences communautaires de formation sont incluses sous l'appellation de résidences communautaires gouvernementales en milieu ouvert.

- (4) Alberta - Comme les établissements de l'Alberta sont multi-sécuritaires, les coûts relatifs aux centres en milieu ouvert ne peuvent être ventilés.

Les dépenses déclarées au chapitre «Autres services/subventions» représentent les coûts d'exploitation de deux centres de détention sous contrat.

- (5) Colombie-Britannique - Les coûts des effectifs du gouvernement travaillant dans les centres résidentiels communautaires ont été inclus dans les «Services à contrat».

**TABLEAU 10**

- (1) Terre-Neuve - Les dépenses au chapitre des «Services à contrat» reliées à la surveillance représentent les dépenses du ministère des Services sociaux ayant trait à la probation.

Les coûts associés à la mise en oeuvre, en novembre 1994, du Programme de surveillance à distance sont enregistrés sous les «Services à contrat - autres services/subventions».

- (2) Nouvelle-Écosse - Les dépenses au chapitre des «Services à contrat» reliées à la surveillance représentent les salaires et avantages sociaux, les coûts des services professionnels et de transport et communication pour les agents de probation adjoints qui travaillent à contrat (35 en 1996-1997).

- (3) Québec - Voir la note 4 du tableau 8.

- (4) Saskatchewan et Colombie-Britannique - Les coûts associés au Programme de surveillance à distance sont enregistrés sous les «Services de probation».

- (5) Yukon - Les bureaux régionaux de probation sont loués et ne sont pas inclus dans ces chiffres. Le loyer est la responsabilité du ministère des Services gouvernementaux.

- (6) Territoires du Nord-Ouest - Des travailleurs sociaux surveillent la majorité des probationnaires sans frais pour les Services correctionnels.

**TABLEAU 14**

- (1) Le pourcentage des «Admissions pour défaut de paiement d'une amende» est calculé à partir du nombre total des admissions de personnes condamnées au tableau 13 (c'est-à-dire qu'au moins une des accusations pour laquelle le contrevenant a été condamné était pour défaut de paiement d'une amende).

- (2) Nouveau-Brunswick - Les données pour les infractions ne représentent que les contrevenants qui ont été admis et libérés au cours de l'année civile.

- (3) Saskatchewan - La catégorie «Autres infractions au Code criminel» comprend les «Autres infractions aux lois fédérales». Toutes les infractions aux lois provinciales et aux règlements municipaux sont regroupées sous «Total des lois provinciales».

**TABLEAU 15**

- (1) Le calcul de la durée médiane de la peine exclut les peines de deux ans et plus.

- (2) Nouveau-Brunswick - Les données sur la durée de la peine ne sont fondées que sur les contrevenants admis et libérés au cours de l'année civile. Il pourrait alors se dégager une certaine tendance dans les données qui laisserait croire à des peines plus courtes.

- (3) Colombie-Britannique - L'information dans ce tableau reflète la durée de la peine pour l'infraction la plus grave.

**TABLEAU 18**

- (1) Les calculs de la durée de la peine purgée excluent les peines de deux ans et plus et les libérations pour

lesquelles la durée de la peine est inconnue. Les «Autres genres de détention temporaire» sont inclus dans la catégorie «Condamné».

- (2) Île-du-Prince-Édouard et Nouveau-Brunswick - Les données sur les libérations sont fondées sur les contrevenants qui ont été admis et libérés au cours de l'année civile. Il pourrait alors se dégager une certaine tendance dans les données qui laisserait croire à des peines plus courtes.
- (3) Manitoba – La durée du séjour des personnes prévenues et condamnées n'est pas disponibles.

### TABLEAU 19

- (1) Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Ontario, et Colombie-Britannique - La catégorie «Autres» inclut les évasions de personnes ayant échappé à la surveillance d'un agent de la paix, la police, du tribunal ou du huissier; les détenus qui ne se sont pas présentés pour purger une peine discontinuée; les détenus illégalement en liberté purgeant une peine discontinuée.
- (2) Manitoba – Les contrevenants qui ne se sont pas présentés pour purger une peine discontinuée ne sont pas compris dans la catégorie «Autres». Ils représentent le nombre suivant pour les trois années figurantes :
  - 1994-1995 – 161;
  - 1995-1996 – 183; et
  - 1996-1997 – 96.
- (3) Colombie-Britannique - Les contrevenants assujettis au Programme de surveillance à distance (PSD) dans le cas d'une permissions de sortir figurent à la catégorie «Autres».

### TABLEAU 20

- (1) Sauf indication contraire, le compte moyen de contrevenants est déclaré selon le compte mensuel moyen.
- (2) Dans la plupart des secteurs de compétence, les ordonnances de service communautaire (OSC) et les ordonnances d'indemnisation (OI) sont des conditions d'une ordonnance de probation et ne sont donc pas compris au total. Dans les cas où les secteurs de compétence ne suivent pas cette norme on en fait mention dans les notes de fin de document.

- (3) Les tribunaux n'imposent que depuis septembre 1996, les condamnations avec sursis comme décision. Les données présentées dans ce tableau ne portent donc que sur sept mois seulement.
- (4) Terre-Neuve – Les cas dont s'occupe le ministère des Services sociaux ne sont pas compris dans les chiffres sur les inscriptions pour chacune des années. Les OSC et les OI sont comprises au nombre total des inscriptions à la probation. Les contrevenants surveillés sous le programme de surveillance à distance apparaissent sous la rubrique «Autres».
- (5) Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba, et Alberta - La catégorie «Autres» comprend les détenus libérés temporairement de la garde; la mise en liberté sous caution et la semi-liberté, les mises en liberté provisoire, les mises en liberté sous condition relevant du fédéral, les permissions de sortir relevant des provinces et les libérations avant procès.
- (6) Colombie-Britannique - Des organismes à contrat s'occupent de la surveillance des personnes assujetties à une ordonnance de services communautaires. Le compte moyen pour 1994-1995 et 1995-1996, a été calculé à partir des données enregistrées à 244 reprises.

## GLOSSAIRE

**Accusations multiples (AM)** – Si le contrevenant est accusé et reconnu coupable de plus d'une infraction, chaque accusation est comptée et reportée à l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes.

**Admissions** – Les données sur les admissions montrent et mesurent l'évolution du nombre de cas des organismes correctionnels d'une année à l'autre. Ces données ne donnent pas une indication exacte du nombre d'individus qui relèvent des services correctionnels, car il se peut qu'une personne soit comptée plusieurs fois dans les données d'admissions. L'Enquête sur les services correctionnels pour adultes recueille les renseignements suivants sur les personnes qui sont admises en détention : la durée de la peine/type de décision; l'âge et le sexe du contrevenant; l'origine ethnique du contrevenant (c.-à-d. Autochtone/non-Autochtone); et l'infraction pour laquelle le contrevenant a été condamné.

**Adultes accusés** – Désigne le nombre de personnes accusées par la police par rapport avec une affaire précisée. Si la personne est accusée de plus d'une infraction, on applique la règle de l'infraction la plus grave, c'est-à-dire qu'on consigne l'infraction la plus grave.

**Affaires déclarées** - Lorsqu'un crime est rapporté à la police par un citoyen, l'affaire est consignée comme une affaire «déclarée». La police procède alors à une enquête préliminaire pour déterminer la validité du rapport. En outre, les affaires «déclarées» comprennent celles qui sont découvertes par la police elle-même.

**Affaires liées à des infractions aux autres lois fédérales** - Ces affaires concernent les infractions prévues par les lois fédérales autres qu'au Code criminel, à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* et à la *Loi sur les aliments et drogues*. Près de la moitié des affaires dans cette catégorie se rapportent à des infractions à la *Loi sur la marine marchande du Canada*, à la *Loi sur l'immigration*, à la *Loi sur les douanes*, à la *Loi sur l'accise* et à la *Loi sur la faillite*.

**Affaires relatives à d'autres infractions prévues par le Code criminel** - Ces affaires ont trait aux infractions qui ne sont pas considérées comme des crimes de violence ou des crimes contre les biens (à l'exception des infractions aux règlements de la circulation). Ce sont, par exemple, le méfait, la violation des conditions de la liberté sous caution, les crimes contre l'ordre public, le crime d'incendie, la prostitution et les infractions relatives aux armes offensives.

**Âge** - Âge de la personne au moment de l'admission à un établissement de détention.

**Autres genres de détention temporaire** – Désigne les détenus qui ne sont ni sentencés ni en prévention. Il s'agit habituellement de personnes détenues en vertu de la *Loi sur l'immigration* ou admises suite à la suspension de la libération conditionnelle.

**Capacité** – Désigne la capacité prévue lors de la construction de l'établissement. Désigne la **capacité opérationnelle** désigne le nombre de détenus que l'établissement peut contenir dans des circonstances normales. La **capacité spéciale** est destinée à des usages tels que les cas de maladie, de discipline, de protection, etc. Comprend la ségrégation disciplinaire, les cellules médicales et les lits pour soins médicaux.

**Compte inscrit au registre** – Désigne le nombre de détenus qui sont inscrits au registre de l'établissement. Il se peut qu'un certain nombre de détenus soient temporairement en liberté pour des raisons médicales, en permission de sortir, en semi-liberté ou en liberté illégale de l'établissement.

**Comptes quotidiens moyens** – Étant donné que le nombre de contrevenants dans la population correctionnelle varie d'une journée à l'autre (car des détenus sont mis en liberté et d'autres contrevenants sont incarcérés), les autorités correctionnelles procèdent à des comptes quotidiens des détenus confiés à leur garde. Les comptes représentent le nombre de détenus présents dans les établissements à un moment donné, et ils fournissent les chiffres de la population quotidienne moyenne dans les établissements de détention. Les autres données recueillies parallèlement aux comptes par l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes portent sur le statut du détenu (prévenu/condamné/autre).

## GLOSSAIRE - SUITE

**Compte réel** – Désigne le compte quotidien moyen de contrevenants qui doivent, en vertu de la loi, être détenus dans un établissement et qui sont présents au moment où le compte est effectué.

**Condamnation à l'emprisonnement avec sursis** – Une disposition importante de la loi prévoit la création d'une nouvelle solution de rechange à l'incarcération, appelée condamnation avec sursis et purgée en milieu communautaire. S'il est satisfait à certains critères juridiques, un juge peut imposer une peine d'emprisonnement avec sursis à un contrevenant qui, autrement, aurait été envoyé en prison. Selon les conditions de la condamnation avec sursis, le contrevenant purgera la peine d'emprisonnement dans la collectivité, pourvu qu'il respecte les conditions imposées par le tribunal dans l'ordonnance de condamnation avec sursis. Si le contrevenant enfreint ces conditions, il peut être envoyé en prison pour purger le reste de cette peine.

**Décision** - Sentence prononcée par un tribunal dans les cas où une personne est trouvée coupable d'une infraction.

**Décision la plus sévère (DPS)** - Lorsque le contrevenant reçoit plus d'une condamnation, l'infraction qui entraîne la plus longue peine, déterminée au *Code criminel*, est imposée et celle-ci est reportée à l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes.

**Dollars constants** - Montants en dollars calculés annuellement et rajustés pour tenir compte de l'inflation, de sorte que les montants annuels sont directement comparables.

**Durée du séjour en jours** – Désigne le calcul que l'on fait en multipliant le compte quotidien moyen réel pour chaque secteur de compétence par le nombre de jours pour l'année, afin d'obtenir la durée totale de la détention.

**Durée totale de la peine** - C'est-à-dire la somme de toutes les peines consécutives infligées.

**Évasion** – Inclut les évasions d'une garde légale ou en liberté avant l'expiration d'une période d'emprisonnement.

**Évasion d'un niveau de sécurité multi-sécuritaire maximale** – Par évasion on entend le départ illicite d'un établissement à niveau multi-sécuritaire ou maximal ou de sa propriété.

**Évasion d'un niveau de sécurité moyen** – Par évasion on entend le départ illicite d'un établissement à sécurité moyen ou de sa propriété.

**Évasion d'un niveau de sécurité minimal** – Le départ non autorisé d'un détenu d'un établissement à sécurité minimale.

**Infraction la plus grave (IPG)** – Cette mesure est fondée sur l'Enquête de la déclaration uniforme de la criminalité, qui définit une affaire selon la règle de l'infraction la plus grave de l'affaire. Aux fins de l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes on applique la même règle pour déterminer l'infraction la plus grave pour laquelle le contrevenant a été incarcéré. Par exemple, si le contrevenant est sentencing pour plus d'une infraction, l'infraction la plus grave est comptée.

**Libération d'office** – Le contrevenant fédéral est éligible de faire une demande à la libération conditionnelle après avoir purgé le tiers de sa peine. Plusieurs contrevenants fédéraux à qui n'obtiennent pas la libération conditionnelle doivent être libérés dans la communauté après avoir purgé deux tiers de la peine. Ce processus est connue sous le nom de libération d'office.

**Libération sous condition** - La planification de la mise en liberté et de la réinsertion sociale progressive des détenus grâce à des mécanismes de mise en liberté comme la semi-liberté, la libération conditionnelle totale, les permissions de sortir et la mise en liberté d'office.

**Mandat de dépôt** – Désigne le document légale spécifiant la manière dont le contrevenant doit être traité à son admission comme condamné en détention provinciale/territoriale et fédérale.

## GLOSSAIRE - FIN

**Médiane** - La médiane représente le point central lorsque les valeurs sont placées par ordre de grandeur, la moitié des valeurs étant inférieure à la médiane et la moitié y étant supérieure.

**Mesures de rechange** – Désigne des programmes formalisés, autres que des procédures judiciaires, conçus pour équilibrer le droit de la société à la protection et les besoins des adultes aux prises avec la justice.

**Mise en liberté provisoire par voie judiciaire** – Mise en liberté dans la collectivité d'un détenu en attente d'une nouvelle comparution en cour.

**Nombre total de jours passés en détention** - On calcule le nombre total de jours passés en détention en multipliant le compte réel quotidien moyen pour chaque secteur de compétence par le nombre de jours que compte l'exercice financier en question.

**Ordonnance de dédommagement** - Une condition enjoignant le contrevenant d'indemniser la victime pour les blessures, les pertes ou dommages à la propriété en résultat de l'infraction.

**Ordonnance de services communautaires (OSC)** - Une ordonnance du tribunal qui permet aux contrevenants d'effectuer un certain nombre d'heures de travail ou service bénévole au profit de la collectivité.

**Par habitant** – Désigne le calcul que l'on fait en divisant des dépenses par le nombre d'habitants, afin d'obtenir le coût d'habitation des contrevenants en détention imputé à chaque Canadien.

**Prévenus** - Désigne une personne pour laquelle le tribunal a ordonné le placement sous garde en attendant une nouvelle comparution en cour. Ces personnes, dont la peine n'a pas été déterminée, peuvent être détenues pour plusieurs raisons (p. ex., on craint qu'elles ne se présenteraient pas à leur date de comparution prévue, elles représentent un danger pour elles-mêmes et pour les autres, il y a un risque de récidive).

**Probation** - Les ordonnances de probation sont des décisions imposées par le tribunal qui ne comportent pas un placement sous garde. Le contrevenant est remis en liberté sous la surveillance d'un agent de probation. Il demeurera en liberté à la condition qu'il se comporte de la façon que lui indique son agent de probation.

**Révocation** – Lorsque le contrevenant en libération conditionnelle ou d'office est réincarcéré pour une peine d'emprisonnement supplémentaire après avoir commis et accusé d'une infraction durant la période de liberté.

## Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19<sup>e</sup> étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 au (613) 951-9023 ou au numéro sans frais 1 800 387-2231. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par Internet : [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca). Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

### Diffusions des Juristat récents

#### Catalogue 85-002-XP

##### 1997

- Vol. 17 n° 1 La détermination de la peine dans les tribunaux provinciaux pour adultes au Canada – Étude de neuf secteurs de compétence : 1993 et 1994
- Vol. 17 n° 2 La prostitution de rue au Canada
- Vol. 17 n° 3 Dépenses de la justice au Canada
- Vol. 17 n° 4 Les services correctionnels pour adultes au Canada, 1995-1996
- Vol. 17 n° 5 La criminalité dans les régions métropolitaines principales, de 1991 à 1995
- Vol. 17 n° 6 Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1995-1996
- Vol. 17 n° 7 Les armes et les crimes de violence
- Vol. 17 n° 8 Statistiques de la criminalité au Canada, 1996
- Vol. 17 n° 9 L'homicide au Canada, 1996
- Vol. 17 n° 10 Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1995-1996
- Vol. 17 n° 11 Enfants et adolescents victimes d'agressions dans la famille - 1996
- Vol. 17 n° 12 La conduite avec facultés affaiblies au Canada, 1996
- Vol. 17 n° 13 Recueil de données sur la justice

##### 1998

- Vol. 18 n° 1 Vols de véhicules à moteur au Canada - 1996
- Vol. 18 n° 2 Enfants disparus et enlevés.
- Vol. 18 n° 3 Les services correctionnels pour adultes au Canada, 1996 -1997
- Vol. 18 n° 4 L'évolution de la nature des fraudes au Canada
- Vol. 18 n° 5 Les introductions par effraction au Canada, 1996
- Vol. 18 n° 6 Les victimes de la criminalité : Une perspective internationale